

**Un cas de convergence entre question sociale et question nationale en Ontario français : la
grève d'Amoco de 1980**

par
Andréane Gagnon

Thèse déposée au
Département de sociologie et d'anthropologie
en vue de l'obtention de la maîtrise ès arts en sociologie

Directrice : professeure Linda Cardinal

Université d'Ottawa
Décembre 2012

RÉSUMÉ

Cette thèse vise à revenir sur l'histoire d'une grève qui a déjà fait l'objet d'une recherche de terrain, minutieusement documentée, il y a trente ans de cela dans l'ouvrage *Une communauté en colère : La grève contre Amoco Fabrics à Hawkesbury en 1980*. Notre étude cherchera à démontrer que la grève d'Amoco de 1980 représente un cas de figure permettant d'analyser les rapports entre le social et le national à travers les modalités d'intervention de trois intellectuels durant et après cette grève: la publication scientifique et militante : Serge Denis, politologue ; l'animation sociale : Richard Hudon, animateur social ; et l'art théâtral : Jean-Marc Dalpé, poète, dramaturge, écrivain, comédien. Fondée sur l'analyse des entretiens effectués avec ces trois acteurs et la recherche socio-historique, cette thèse propose de réfléchir au besoin de transmettre aux générations futures l'histoire ouvrière populaire propre aux Franco-Ontarien(ne)s à laquelle se rattache l'évènement que fut la grève d'Amoco.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des sigles	i
Remerciements	ii
Introduction	1
CHAPITRE I : Le contexte de la grève	6
1.1 Origines industrielles de Hawkesbury.....	7
1.2 La question linguistique	9
1.3 La grève d’Amoco, ses origines et son déroulement	15
CHAPITRE II : Cadre théorique : les rapports entre le social et le national	26
2.1 Les rapports entre le social et le national	26
2.2 Hypothèse.....	33
2.3 Concepts	34
CHAPITRE III : Exposition de nos deux approches méthodologiques	39
3.1 Approche socio-historique	40
3.2 Approche ethnosociologique inductive.....	43
CHAPITRE IV : Analyse de l’entretien effectué avec Dalpé	49
4.1 Premier regard sur les écrits de Jean-Marc Dalpé et le contexte institutionnel de l’émergence du « théâtre franco-ontarien ».....	49
4.2 Entretien effectué avec Jean-Marc Dalpé.....	57
4.2.1 L’époque de la grève	57
4.2.1.1 Les débuts du théâtre populaire franco-ontarien	57
4.2.1.2 Écart générationnel, rejet du « nationalisme traditionnel » et balbutiements d’un nouveau mouvement nationaliste	60
4.2.1.3 La fin du théâtre à penchant social/national en Ontario français	61
4.2.2 La situation actuelle des Franco-Ontarien(ne)s.....	63
4.2.2.1 La reformulation de la question nationale.....	63
4.2.2.2 L’espoir du Québec et l’échec de la transmission de l’histoire ouvrière.....	65
CHAPITRE V : Analyse de l’entretien effectué avec Serge Denis	68
5.1 La gauche québécoise face à la question nationale	69
5.1.1 L’intervention de Denis en Ontario français : le syndicalisme franco-ontarien et le Comité sectoriel du travail	73
5.2 Entretien effectué avec Serge Denis.....	78
5.2.1 Les origines de la grève et l’amertume qui l’a impulsée.....	79
5.2.2 Le syndicalisme québécois et ses échos	80

5.2.3 Le colloque <i>Le Printemps des travailleurs</i> et la création du Comité sectoriel du travail	81
5.2.4 Autres facteurs susceptibles d'expliquer l'impossibilité d'inscrire les travaux du Comité dans la durée	83
5.2.5 La disparition du Comité, un microcosme de la chute du mouvement ouvrier sur le plan international ?	84
CHAPITRE VI : Analyse de l'entretien effectué avec Richard Hudon	87
6.1 Les archives de Richard Hudon : animation sociale, grève d'Amoco et autres projets sociétaux	88
6.2 Entretien effectué avec Richard Hudon	97
6.2.1 L'époque de la grève	97
6.2.1.1 Tentatives de regroupement des travailleurs franco-ontariens : le conseil régional de Prescott-Russell	97
6.2.1.2 Tentatives d'alliance avec le Québec sur les plans associatif, syndical et militant	98
6.2.1.3 Deux facettes du nationalisme ?	100
6.2.1.4 La fin de l' « animation sociale » à Hawkesbury, le début de nouvelles perspectives en lien avec l'ACFO	102
6.2.1.5 La disparition du Comité sectoriel du travail et la réorientation professionnelle de Hudon dans les affaires ministérielles liées aux programmes d'alphabétisation	104
6.2.1.6 Les legs de la grève d'Amoco : les acquis juridiques, la publication d' <i>Une communauté en colère</i> et la reconnaissance	106
6.2.2 La situation actuelle des Franco-Ontarien(ne)s	107
6.2.2.1 L'autocensure de la francophonie et le poids des médias	107
6.2.2.2 L'inertie des Franco-Ontarien(ne)s face à leurs droits et le danger de l'assimilation	108
6.2.2.3 La question de la transmission chez les Franco-Ontarien(ne)s	110
CHAPITRE VII : Analyse globale	115
7.1 Répondre à notre question de recherche	115
7.2 Retour sur la validité des concepts théoriques	118
7.3 Pourquoi l'absence de durée : thèmes transversaux	121
7.3.1 L'échec des tentatives d'alliances	121
7.3.2 Fin de la convergence de la question sociale et de la question nationale en Ontario français	124
7.4 Conclusion : la transmission de l'histoire ouvrière et populaire des Franco-Ontarien(ne)s	127
Bibliographie	133

Liste des sigles

ACEF	Association coopérative d'économie familiale
ACFO	Association canadienne-française de l'Ontario
BAEQ	Bureau d'aménagement de l'Est du Québec
CAQ	Coalition Avenir Québec
CBC	Canadian Broadcasting Corporation
CEQ	Centrale de l'enseignement du Québec
CIP	Canadian International Paper
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CTC	Conseil du travail du Canada
CRCCF	Centre de recherche en civilisation canadienne-française
FCAC	Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français
FRAP	Front d'action politique
FTQ	Fédération des travailleurs du Québec
FTO	Fédération du travail de l'Ontario
GM	General Motor
GST	Groupe socialiste des travailleurs
IPSO	Intellectuels pour la souveraineté
NPD	Nouveau Parti démocratique
PLC	Parti libéral du Canada
PQ	Parti québécois
RESDAC	Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences
RIN	Rassemblement pour l'indépendance nationale
SITBA	Syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique
TNO	Théâtre du Nouvel-Ontario
UQAM	Université du Québec à Montréal

Remerciements

Mes remerciements vont, d'abord et avant tout, à ma directrice Linda Cardinal pour avoir accepté de me superviser dans cette aventure. Je me considère privilégiée d'avoir pu bénéficier de sa connaissance exceptionnelle de l'Ontario français.

Je voudrais également remercier le CIRCEM, qui a constitué pour moi un lieu de réflexion où j'ai pu rencontrer plusieurs personnes qui m'ont aidée, parfois sans le savoir, dans la réalisation de ce travail. Je remercie particulièrement Gilles Labelle.

À Frimousse et Zitoune

*La culture est un lieu qu'on
se donne qui nous façonne et qu'on
façonne par ses investissements dans
l'imaginaire. Qu'on dit imaginaire,
mais l'imaginaire c'est la réalité [...] qui
est possible comme une pratique
quotidienne.*

Paroles de Pierre-Raphaël Pelletier récitées
dans le film *Le Dernier des Franco-Ontariens*
par Jean-Marc Larivière (1996)

Introduction

Il sera question dans cette thèse d'une ville dont on a peu parlé dans le milieu universitaire : Hawkesbury, Ontario¹.

Le lecteur aimerait peut-être se promener un peu, avant de commencer à nous lire, dans cette communauté majoritairement francophone (mais évidemment très minoritaire au sein de la province et du pays). Qu'il nous suive, afin que nous nous rendions à l'exposition *Fierté et gloire*, qui a eu lieu l'été 2012 à la Maison de l'île, un édifice patrimonial situé sur les restes de l'ancienne île du Chenail (lieu de naissance de la ville de Hawkesbury telle que nous la connaissons aujourd'hui)². Au pied de la porte d'entrée, une affiche indique *Hamilton Hall*³, du nom de la première famille d'entrepreneurs britanniques qui a exploité les moulins à scie installés sur l'île du Chenail. Dans la salle principale de l'exposition, notre regard est attiré par une grande carte où l'on aperçoit l'emplacement des anciens moulins à scie. Cette carte est surmontée d'un titre ronflant : « Emplacement de la scierie la plus productive de l'Empire Britannique... pendant plusieurs décennies du XIXe siècle ». Nous constatons ensuite que trois des murs de cette salle sont recouverts de tableaux chronologiques retraçant l'histoire des entrepreneurs des moulins à scie et de leurs prouesses économiques, de photographies d'entrepreneurs, d'investisseurs, certains étant devenus des personnages politiques éminents de la ville, et de reproductions d'archives les concernant⁴. Enfin, sur le quatrième mur, on trouve de petits tableaux où sont rappelées des anecdotes et des descriptions du genre de travail accompli par les ouvriers des

¹ Nous avons repéré un seul mémoire de maîtrise portant sur Hawkesbury : PICHÉ, Julie, *Un long soupir vers la modernisation. Une étude sur les événements entourant l'expropriation de l'île du Chenail et d'une partie de Hawkesbury entre 1959 et 1969*, Université d'Ottawa, Département d'histoire, 2004.

² Les informations concernant l'exposition *Fierté et gloire. Site de la plus grande scierie de l'Empire Britannique* sont fondées sur des photographies prises par nous le 22 août 2012. Cette exposition bilingue a été préparée par (nous citons) « l'auteur et chercheur Irving B. Lachaine et la chercheuse associée Nancy (Gray) Lachaine ». Elle a été financée en partie par le Centre culturel du Chenail et le ministre du Patrimoine canadien.

³ Ce titre désignait la maison de George Hamilton, bâtie en 1835, une « grande résidence de pierres à trois niveaux rappelant les demeures aristocratiques britanniques ». Cette information, tirée du tableau chronologique affiché dans l'exposition, est suivie par cette description du deuxième domicile des Hamilton : « Evandale, le luxueux domaine seigneurial de John Hamilton [...] bâti sur la Grande Île au milieu des années 1850 ».

⁴ Les photographies concernant ces personnages sont introduites par des titres tels que « l'honorable », le « sénateur », l'« ingénieur », etc.

moulins à scie. On y lit le texte suivant :

« Les premiers grands entrepreneurs forestiers furent de véritables héros, BÂTISSEURS DU PAYS [*sic*]. De concert avec d'autres gens d'affaires, ils ont constitué de vastes empires financiers diversifiés, qui ont alimenté le développement dans des domaines tels que le commerce, l'industrie et l'agriculture. Ils ont créé des emplois essentiels et fait naître un climat favorable à l'immigration, source de la croissance démographique du pays.

CEPENDANT, le souci de vérité historique impose de ne PAS OMETTRE de notre "conscience collective" la persévérance de nos courageux TRAVAILLEURS et de leurs familles dans l'adversité. Ils ont été et demeurent NOS HÉROS MÉCONNUS et un grand motif d'émerveillement. » (Irving B. Lachaine)

À prime abord, le dernier paragraphe ressemble à un effort louable de la part du chercheur de faire reconnaître l'« héroïsme » de la classe ouvrière dans cette exposition qui vise à retracer les origines de la ville d'Hawkesbury. Mais il n'est pas besoin d'y réfléchir longuement pour constater que les « héros méconnus » viennent après les « véritables héros », les vrais « BÂTISSEURS du pays [*sic*] » – comme si on les avait oubliés et qu'on s'en était souvenu à la dernière minute. Ce texte est symptomatique de l'approche historique que les chercheurs ont choisi d'employer pour raconter leur histoire aux citoyen(ne)s de Hawkesbury lors de cette exposition : on va du « haut vers le bas »⁵.

Si une telle approche peut être considérée très intéressante afin de comprendre comment on dépolitise la mémoire collective, nous proposons de visiter un segment de l'histoire de cette ville à partir d'un tout autre angle. Dans cette recherche, nous nous intéresserons aux couches ouvrières et populaires de la région de Prescott-Russell au tournant des années 1980. Nous le faisons non seulement parce qu'il s'agit des travailleur(euse)s, mais également parce que se sont alors déroulés des événements qui, selon nous, ont participé à l'histoire collective de l'Ontario français.

Cette thèse vise à revenir sur l'histoire d'une grève qui a déjà fait l'objet d'une recherche de terrain, minutieusement documentée, il y a trente ans de cela. En 1980, quatre professeurs de

⁵ De plus, les « chercheurs » ne se sont pas gênés pour parler au nom des citoyen(ne)s hawkesburien(ne)s en stipulant à la fin du tableau chronologique racontant l'histoire des moulins à scie situés sur l'île du Chenail : « De nos jours, le développement de la ville de HAWKESBURY SE POURSUIT. Conscients de leur patrimoine, de nombreux citoyens et citoyennes évoquent et chérissent avec nostalgie la GRANDE ÉPOQUE des BARONS DU BOIS D'ŒUVRE et de la COLLECTIVITÉ DU CHENAIL ».

l'Université d'Ottawa, deux sociologues et deux politologues, ont fait une recherche sur la grève d'Amoco de 1980 à Hawkesbury : *Une communauté en colère : La grève contre Amoco Fabrics à Hawkesbury en 1980*⁶. Leur intérêt pour cet événement s'explique, d'une part, par le tollé médiatique qu'il avait soulevé de par son inscription dans une période mouvementée en matière d'arrêts de travail dans la région et, d'autre part, du fait qu'il s'agissait d'un conflit ouvrier qui mettait en évidence des problèmes sociaux se déclinant à plusieurs niveaux : la situation socio-économique et culturelle/linguistique des communautés francophones hors Québec, les débuts d'une objectivation des effets de la mondialisation sur la situation de l'emploi dans le secteur industriel et une remise en question de la capacité de l'organisation syndicale à être un acteur politique de poids. La conclusion de cet ouvrage résume avec pertinence l'idée phare qui traverse les quatre textes qu'il comprend : la grève d'Amoco n'était pas une grève comme les autres. Certes, elle représentait à la base une lutte ouvrière, mais, une fois déclenchée, elle a permis à une communauté minoritaire doublement défavorisée sur les plans économique et politique de s'affirmer en s'appropriant une nouvelle plateforme pour s'exprimer, le syndicalisme.

Au cours du 20^{ème} siècle, le mouvement ouvrier a occupé une position centrale parmi les mouvements sociaux occidentaux, en raison de sa capacité à « mobiliser des groupes et des communautés concrètes, [...] structurés par l'imbrication des logiques de conscience de classe, de luttes politiques, de défense communautaire⁷ ». Au Québec, une convergence entre lutte nationale et lutte sociale est clairement apparue dans le sillage de la Révolution tranquille et cette convergence s'est reflétée dans plusieurs publications académiques. La grève d'Amoco de 1980 nous semble emblématique, dans le cas de l'Ontario français, d'une telle convergence entre le social et le national ; on pourrait dire d'elle qu'elle symbolise toute la conjoncture socio-

⁶ ANDREW, Caroline, ARCHIBALD, Clinton, F. CALOREN et S. DENIS, *Une communauté en colère : La grève contre Amoco Fabrics à Hawkesbury en 1980*, Hull, Éditions Asticou, Québec, 1986.

⁷ DUBET, François, *Sociologie de l'expérience*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, p. 214.

historique dans laquelle elle s'inscrit. Le « raccourci » qu'elle incarne témoigne ainsi d'une richesse dont les premiers chercheurs à s'y intéresser ont eu conscience, puisqu'ils ont invité d'autres chercheurs à leur suite à étudier ses répercussions socio-politiques à plus long terme⁸. Notre étude cherche à répondre à cet appel : elle a pour principale ambition l'analyse de la façon dont cette grève a lié le social et le national selon trois intellectuels⁹, témoins et participants de l'événement, qui ont contribué à lui donner son sens.

Notre question de recherche se lit comme suit : *Comment la grève d'Amoco a-t-elle permis, selon les propos réflexifs de trois intellectuels associés à cet événement, de conjuguer la question sociale et la question nationale ?*

Notre thèse s'intéresse à une lutte ouvrière qui a été soutenue par une communauté francophone en situation minoritaire au Canada et en Ontario ainsi que par plusieurs syndicats d'une région (Prescott-Russell) traversée par la même réalité sociologique. Elle ne s'inscrit donc pas dans le paradigme « vitaliste » ou dans les travaux portant sur la quête identitaire propre aux Franco-Ontarien(ne)s. Notre étude cherchera plutôt à démontrer que la grève d'Amoco de 1980 représente un cas de figure permettant d'analyser les rapports entre le social et le national à travers les modalités d'intervention de trois intellectuels : la publication scientifique et militante : Serge Denis, politologue ; l'animation sociale : Richard Hudon, animateur social ; et l'art théâtral : Jean-Marc Dalpé, poète, dramaturge, écrivain, comédien.

Notre choix d'analyser l'impact de la grève d'Amoco en juxtaposant notre regard à celui de trois acteurs qui y ont participé et y ont consacré des analyses a été influencé par des préférences d'ordre méthodologique et épistémologique. D'une part, l'idée d'inclure la voix des

⁸ANDREW, Caroline, ARCHIBALD, Clinton, F.CALOREN et S. DENIS, *Une communauté en colère : La grève contre Amoco Fabrics à Hawkesbury en 1980, op. cit.*, p. 9.

⁹ Nous revenons sur la question de l'« intellectuel » dans le chapitre définissant les concepts que nous utilisons.

acteurs « de la base¹⁰ », qui ont été directement impliqués dans cette grève, fut rapidement écartée en raison des trente ans écoulés. Nos tentatives de prises de contact (par appels téléphoniques) se sont révélées peu fructueuses; nous en avons conclu que les personnes concernées (les anciens grévistes) n'étaient pas intéressées à participer à un projet leur demandant de se remémorer une expérience que plusieurs ont décrite comme « fossilisée¹¹ » dans leur mémoire. D'autre part, sur le plan épistémologique, nous avons voulu utiliser une méthode de travail qui n'a jamais été employée, à notre connaissance, dans les recherches en sociologie qui portent sur l'Ontario français, consistant à revenir sur un événement historique significatif de l'histoire ouvrière des Franco-Ontarien(ne)s à travers le récit des actions et l'analyse des écrits et des interprétations de trois intellectuels.

*

La structure de notre thèse est la suivante : le premier chapitre est consacré à une description contextuelle de la grève d'Amoco; le deuxième expose notre approche méthodologique; le troisième présente notre cadre théorique et notre hypothèse de recherche. Les chapitres quatre, cinq et six sont consacrés à l'analyse des entretiens effectués avec Jean-Marc Dalpé, Serge Denis et Richard Hudon. Le septième chapitre inclura à la fois notre analyse globale et une conclusion.

¹⁰ Par là, nous désignons les grévistes et de manière plus particulière les membres de l'exécutif du syndicat impliqués dans la grève dont les noms apparaissent dans *Une communauté en colère*.

¹¹ La majorité des personnes que nous avons réussi à contacter afin de déterminer une liste de personnes susceptibles de vouloir répondre à des questions sur leurs expériences vécues durant la grève nous ont en fait référé à l'ouvrage susmentionné.

Chapitre 1 : Le contexte de la grève

Cette thèse porte sur la grève d'Amoco à Hawkesbury. Ce chapitre présentera le contexte historique et social dans lequel elle s'inscrit. À l'époque, l'Ontario français a une vie politique animée et caractérisée notamment par la montée du syndicalisme dans la région de Prescott-Russell. Dès les années 1970, Hawkesbury vit un important développement industriel et une extension corrélative des activités syndicales. La grève d'Amoco représente « la plus forte et la plus spectaculaire poussée revendicatrice de l'histoire syndicale de la région », d'après l'un des quatre auteurs d'*Une communauté en colère. La grève contre Amoco Fabrics à Hawkesbury en 1980*¹² – la seule monographie, à ce jour, portant sur l'étude d'un conflit syndical franco-ontarien.

Hawkesbury, une ville située à mi-chemin entre Ottawa et Montréal, est peuplée par une communauté majoritairement francophone depuis ses origines¹³ jusqu'à ce jour. Selon le recensement de 2011, 78.1% des habitants déclarent que le français est la langue parlée le plus souvent à la maison¹⁴. Dans le contexte de nombreuses fermetures d'usines depuis les années 1980 (désindustrialisation liée à la mondialisation), Hawkesbury a été désignée par la revue *Moneysense*, en 2010 et en 2011, comme une ville où il vaut mieux ne pas habiter, puisque la moyenne du revenu médian par ménage est la plus basse au Canada. Il est également de notoriété publique que cette ville compte un pourcentage très élevé de familles et d'individus bénéficiant des programmes d'aide sociale ainsi qu'un taux important de chômage. D'un autre point de vue, Hawkesbury est considérée comme la ville la plus bilingue au Canada (d'après les données

¹² ANDREW, Caroline, ARCHIBALD, Clinton, F. CALOREN et S. DENIS, *Une communauté en colère : La grève contre Amoco Fabrics à Hawkesbury en 1980*, op. cit.

¹³ Information tirée de Productions Le Chenail, *D'une île à une ville ou une interprétation historique de l'histoire d'Hawkesbury*, ouvrage préparé sous les auspices de Perspectives Jeunesse, 1975, p. 208.

¹⁴ Statistique Canada, « Agglomération de recensement de Hawkesbury », *Série « Perspective géographique », Recensement de 2011*, Produit n° 98-310-XWF2011004 au catalogue de Statistique Canada, Produits analytiques, Recensement de 2011, Ottawa, Version mise à jour le 24 octobre 2012.

publiées par Statistique Canada) et est célébrée comme l'endroit « où se vit le mieux le rêve canadien¹⁵ » selon le maire actuel.

Le chapitre sera divisé en trois parties : 1) un résumé de l'histoire industrielle de la ville de Hawkesbury; 2) un exposé des débats linguistiques en Ontario français et des tentatives d'institutionnalisation qui en sont issues; 3) une discussion des causes de la grève, de son déroulement et de sa fin.

1.1 Origines industrielles de Hawkesbury

Commençons par les origines industrielles de la ville de Hawkesbury, qui a d'abord porté les noms de Hawkesbury Mills et de Hamilton's Mills¹⁶. Nous allons nous référer principalement à l'ouvrage de Lucien Brault, un historien qui adopte une vision de l'histoire racontée « du haut vers le bas » dans son ouvrage hagiographique *Histoire des Comtés Unis de Prescott et Russell*, dont plusieurs passages glorifient le courage des premiers colons et des entrepreneurs capitalistes qui se sont installés dans la région.

Au début du XIX^e siècle, une famille d'investisseurs d'origine irlandaise, les frères Hamilton, immigré au Canada, dans le but d'exploiter le marché forestier sur la rive sud de l'Outaouais. Ils achètent les moulins à scie construits quelques années précédentes par Mears, un entrepreneur américain, en collaboration avec d'autres investisseurs qui avaient compris le potentiel hydraulique de la tête des chutes du Long Sault. Attirée par les possibilités d'emploi, telle est l'hypothèse que l'on peut formuler, une quantité importante de francophones habitant la région abandonnent l'agriculture pour répondre à l'appel des nouveaux propriétaires des moulins à scie. Une île séparée par un chenal de la rive sud de la rivière abritait à ce moment une scierie

¹⁵ NORMAND, Martin, « Le rêve canadien ? », *Le Carillon*, 31 octobre 2012.

¹⁶ BRAULT, Lucien, *Histoire des Comtés Unis de Prescott et Russell*, L'Orignal, Ontario, Imprimerie du journal *Le Droit/Conseil des Comtés Unis*, 1965, p. 210.

entourée de petites maisons louées par plusieurs travailleurs francophones : tels sont les commencements du village appelé le Chenail¹⁷, l'ancêtre de la ville d'Hawkesbury telle qu'on la connaît aujourd'hui.

Selon une autre publication véhiculant une vision historique orientée plutôt « du bas vers le haut », l'image des frères Hamilton est moins radieuse. Rédigée par des chercheur(eur)s¹⁸ en collaboration avec les membres du centre culturel Le Chenail, l'ouvrage explique que les frères Hamilton détenaient une sorte de pouvoir monopolistique dans le village. Ils possédaient non seulement les moulins, mais aussi la terre et les maisons où logeaient les familles ouvrières et le magasin général où les travailleurs s'endettaient vis-à-vis de leur employeur¹⁹.

Le Chenail et les logements et autres édifices construits sur la rive ont été incorporés en municipalité sous le nom de Hawkesbury²⁰ Mills en 1858. Ce nom indique bien l'origine et le destin du village – une « *company town* », au sein de laquelle les héritiers de la famille Hamilton assumaient tout le pouvoir, tant économique que politique, une dynastie reproduite par leurs successeurs, la famille Blackburn²¹. Suite aux transformations de la demande du marché international de produits forestiers, à quelques sinistres et à la crise financière de 1929, c'est l'industrie de la pulpe et du papier (*Canadian International Paper Company*) qui devint l'employeur principal de Hawkesbury. Les délimitations territoriales de la ville ont été fixées une fois pour toutes en 1964, après l'inondation provoquée de l'île du Chenail et l'expropriation²² de

¹⁷ L'étymologie du nom du village indique que l'île était peuplée majoritairement par des francophones : « On installa une scierie sur une île séparée de la terre ferme par le Chenal écarté. Ce nom est devenu "Ch'naillle Carty" par corruption de langage et plus simplement "Sny" » (*Ibid.*, p. 212).

¹⁸ La recherche sur laquelle cette publication est fondée a été financée par le Ministère de la main-d'œuvre et de l'immigration et « la section Perspectives Jeunesse ». (Production Le Chenail, *D'une île à une ville. Une interprétation historique de l'histoire d'Hawkesbury*, op. cit., p. 1).

¹⁹ *Ibid.*, p. 208.

²⁰ « Le canton de Hawkesbury, l'un des quatre cantons originaux du comté de Hawkesbury, fut nommé en l'honneur de Charles Jenkinson, baron de Hawkesbury, ami intime de Georges III et ministre de la Guerre dans le cabinet britannique, lorsque ce canton a été fondé. » (BRAULT, Lucien, *Histoire des Comtés Unis de Prescott et Russell*, op. cit., p. 207).

²¹ « Le dernier des Hamilton, John, fit beaucoup pour l'installation définitive d'un grand nombre de colons. Juge et magistrat public, il s'acquit une telle popularité que le petit village était appelé indifféremment Hawkesbury ou Hamilton's Mills. Il mourut en 1888. Son industrie passa aux mains de Blackburn, Thistle et Egan, qui continuèrent les succès de leurs prédécesseurs jusqu'à la malheureuse crise économique de 1929 » (*Ibid.*, p. 213).

²² Pour plus d'informations concernant l'expropriation de l'île du Chenail, voir : PICHÉ, Julie, *Un long soupir vers la modernisation. Une étude sur les événements entourant l'expropriation de l'île du Chenail et d'une partie de Hawkesbury entre 1959 et 1969*, op. cit.

tous ses habitants pour permettre la construction d'un barrage sur l'Outaouais, au pied des rapides du Long Sault.

1.2 La question linguistique

Après cette brève présentation des origines industrielles de Hawkesbury, qui donne une idée de la situation de domination économique dans laquelle se sont trouvés les travailleur(euse)s francophones dès sa fondation, il s'agira dans cette section de présenter un tableau rapide des principaux changements (symboliques et matériels) qui ont façonné la situation linguistique des francophones du Canada mais surtout en Ontario. Dans un deuxième temps, nous donnerons un aperçu du rôle joué par l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) pendant la période qui nous concerne particulièrement.

Il est impossible de faire abstraction de la situation linguistique au Canada si l'on veut comprendre quoi que ce soit aux débats politiques et intellectuels qui ont marqué la période qui nous intéresse (principalement 1960-90). Ces trois décennies, c'est une évidence, ont eu d'importantes répercussions sur la situation de tous les francophones au Canada : ce fut, d'abord, la fin du Canada français tel qu'on le concevait jusque-là, en raison de l'émergence d'un projet néo-nationaliste québécois formulé explicitement pendant les États généraux de 1967; ce fut, ensuite, le refus de la reconnaissance du caractère bi-culturel et bi-national du Canada, comme cela se manifeste dans les premières lois linguistiques (par exemple celle de 1969), qui consacrent une forme d'égalité des deux langues officielles mais sans les associer à des communautés nationales, et la Loi sur le multiculturalisme (1971). Cette période, haute en changements législatifs et symboliques par suite de l'officialisation d'une identité canadienne « bilingue » briguée par le gouvernement Trudeau, s'est soldée par la reconnaissance de l'égalité du français et de l'anglais au sein de la Constitution de 1982. Un fossé semble à ce moment s'être

creusé entre, d'une part, les luttes linguistiques ou nationales centrées sur les enjeux liés à la législation (et à la sphère politique au sens classique du terme) et, d'autre part, les luttes sociales touchant plutôt à la dimension socio-économique de la vie des communautés. De façon concomitante, le processus de sécularisation des sociétés et le développement de l'État-providence ont conduit à la production de nouvelles appellations au sein des minorités francophones hors Québec : celles-ci ont adopté de nouveaux noms calqués sur les identités politiques provinciales, tels que « Franco-Ontarien(ne)s », « Franco-Manitobain(ne)s », etc²³.

Dans l'objectif de préserver une certaine « paix linguistique » et d'apaiser les débats nationalistes, le gouvernement fédéral canadien a fait preuve d'une « ouverture tranquille²⁴ » durant les années 1970 à l'égard des revendications et des doléances exprimées par les Franco-Ontarien(ne)s. Celles-ci avaient été largement stimulées par les répercussions de la Révolution tranquille amorcée en 1960 au Québec (qui fut l'inspiratrice de plusieurs revendications d'autonomie chez les francophones ailleurs au Canada). Cette ouverture s'est matérialisée par l'octroi de fonds publics, répartis en grande partie par l'entremise du Secrétariat d'État (désormais le Ministère du Patrimoine canadien), qui visaient à « instituer le bilinguisme pancanadien²⁵ ». Ce financement, qui avait dans les faits servi le développement culturel des communautés francophones minoritaires, a été l'objet de compressions importantes dès le milieu des années 1980²⁶.

En Ontario français²⁷, l'histoire démontre que le projet de « faire société²⁸ » a toujours été mené dans un esprit de « combat²⁹ ». En effet, « faire société » n'aurait jamais pu se concrétiser

²³ THÉRIAULT, J. Yvon, « Jeux de mots, identitaires, politiques », dans *Faire société : Société civile et espaces francophones*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2007, p.168.

²⁴ CARDINAL, Linda, *Rapport C'est L'temps. Le premier mouvement de revendication pour le droit à des services de justice en français en Ontario 1975 à 1977*, Chaire de recherche sur la francophonie et les politiques publiques, Université d'Ottawa, 2011, p. 11.

²⁵ BEAUCHAMP, Hélène, BEDDOWS, Joël (dir.), « Des théâtres en mission communautaire », dans *Les théâtres professionnels du Canada francophone : entre mémoire et rupture*, Le Nordir, Ottawa, 2001, p. 14-15.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Il faut ici mentionner que notre choix d'employer l' « Ontario français » comme le lieu d'ancrage de notre objet de recherche ne suppose pas l'existence d'une communauté territoriale ou linguistique officiellement reconnue et à laquelle tous les Franco-Ontarien(ne)s seraient rattaché(e)s,

sans résistance face à la culture majoritaire anglo-canadienne et sans la prise en compte des rapports de force que cette situation supposait. Entre 1960 et 1990, l'ACFO, formée originellement pour lutter contre le Règlement 17³⁰, qui interdisait l'éducation en français, a ainsi agi en véritable « chien de garde », alertant la société à propos des injustices en matière linguistique. Il faut rappeler que les Franco-Ontarien(ne)s n'ont obtenu le droit de créer des écoles secondaires de langue française « là où le besoin se présente » qu'à partir de 1968 (une situation ambiguë qui a suscité plusieurs mouvements de résistance³¹) et le droit de créer des conseils scolaires homogènes en 1988 seulement³².

On peut donner un exemple de l'esprit de « combat » dont nous parlons en nous penchant sur le mouvement *C'est l'temps* (1975-1977) et sur les démarches originales utilisées par ses militants afin d'obtenir des services en matière judiciaire. Employés au Collège Algonquin³³, les membres fondateurs de ce mouvement ont utilisé des stratégies de « désobéissance civile » : ils ont délibérément commis des infractions dans le but d'obtenir des contraventions afin de les contester³⁴. Dans une situation d'injustice, où les décideurs font la sourde oreille, ces militants ont estimé qu'il valait mieux avoir recours à des moyens « faits sur mesure³⁵ » pour arriver à des changements. Des gestes tels que ceux-ci ont certainement contribué à l'adoption de la loi sur les tribunaux judiciaires, accordant au français un statut officiel dans le système judiciaire de la

mais plutôt une communauté qui continue à exister dans l'imaginaire de ces dernier(ère)s. Il renvoie à l'idée que perdure un effort de « faire société » au sein de différentes communautés linguistiques majoritairement francophones et chez des individus dispersés partout dans la province de l'Ontario qui résistent (consciemment ou non) afin de vivre en français dans un contexte minoritaire.

²⁸ THÉRIAULT, J. Yvon et MEUNIER, Martin, « Que reste-t-il de l'intention vitale du Canada français? », dans THÉRIAULT, J. Yvon, GILBERT, L. et L. CARDINAL (dir.), *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada : nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*, Montréal, Fides, 2008, p. 232.

²⁹ CARDINAL, Linda, *L'engagement de la pensée. Écrire en milieu minoritaire francophone au Canada*, Ottawa, Le Nordir, 1997, p. 11.

³⁰ Ce règlement a été en vigueur de 1912 à 1944.

³¹ Par exemple à « Cornwall (1974), Elliot Lake (1978), mais surtout à Penetanguishene (1979) et à Windsor (1979) » (BOCK, Michel, GERVAIS, Gaetan, *L'Ontario français. Des pays-d'en-Haut à nos jours*, Ottawa, Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, p. 204).

³² BUREAU, Brigitte, « Conseils scolaires : fin de la domination scolaire », *Mêlez-vous de vos affaires. 20 ans de luttes franco-ontariennes*, Vanier, Ontario, Association canadienne-française de l'Ontario, 1989, p. 37-45.

³³ Ceux-ci étaient affiliés au Département de l'éducation permanente du Collège Algonquin et à ses antennes situées à Vanier et à Rockland.

³⁴ CARDINAL, Linda, *Rapport C'est L'temps. Le premier mouvement de revendication pour le droit à des services de justice en français en Ontario 1975 à 1977*, op. cit.

³⁵ Pour comprendre l'historique de la politique « à petits pas » relatifs à l'acquisition des droits linguistiques visant les Franco-Ontarien(ne)s, voir DENNIE, Donald, *Sur un fond de revendications, de l'étapisme à la Loi 8*, disponible à cette adresse :

<http://oldwebsite.laurentian.ca/ifo/docs/Texte%20de%20Donald%20Dennie.rtf> (il nous a été impossible de trouver une référence bibliographique de ce texte ailleurs).

province en 1984. Cette loi fut elle-même un prélude à l'adoption de la Loi 8 sur les services publics en français (1986), garantissant des services gouvernementaux dans les deux langues officielles dans certaines régions de la province, qui a représenté le point culminant, en quelque sorte, des acquis législatifs en matière de services en français en Ontario.

*

Sur le plan socio-économique, il va sans dire que les nombreuses décennies d'interdiction dans le domaine de l'éducation et des services en français ont favorisé l'assimilation et ont contribué à diminuer considérablement les possibilités de formation professionnelle (aussi bien dans le domaine du travail manuel que dans celui de la science) chez plusieurs générations de Franco-Ontarien(ne)s. À titre d'exemple, ce n'est qu'en 1988 que l'*École secondaire régionale de Hawkesbury* abandonne son statut d'institution « bilingue » afin de se consacrer à la formation de sa population francophone³⁶.

« Dans les années 1960, les Franco-Ontarien(ne)s ne jouissent pas de la prospérité de leur province, [pourtant] une des plus riches au Canada. Au contraire, leur revenu moyen n'est supérieur qu'à celui des résidents des provinces maritimes, région la plus défavorisée au pays sur le plan économique³⁷ ». Plusieurs initiatives d'« économie sociale³⁸ » proposant de remédier aux problèmes de précarité hors du cadre étatique voient alors le jour en Ontario français, dont la création de coopératives et de caisses populaires³⁹.

Il faudra attendre jusqu'au début des années 1980 pour que l'ACFO s'implique dans les conflits de travail concernant les travailleur(euse)s franco-ontarien(ne)s. Le premier pas vers un

³⁶ Cette information nous a été confirmée par la directrice actuelle de cette école (Mme Courville-Baaklini), qui se nomme désormais l'*École secondaire catholique régionale de Hawkesbury*. Cette école a été le seul établissement d'éducation secondaire de la ville et de ses environs jusqu'en 2004, moment où a été créée l'École secondaire publique *Le Sommet*.

³⁷ BUREAU, Brigitte, « L'économie franco-ontarienne ou la clef perdue », dans *Mêlez-vous de vos affaires. 20 ans de luttes franco-ontariennes*, *op. cit.*, p. 66.

³⁸ WELCH, David, « La communauté franco-ontarienne et l'économie sociale : une petite société à l'ère de la mondialisation », dans Jacques L. Boucher et Joseph Yvon Thériault, *Petites sociétés et minorités nationales. Enjeux politiques et perspectives comparées*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005, p. 365-380.

³⁹ BUREAU, Brigitte, « L'économie franco-ontarienne ou la clef perdue », *op. cit.*, p. 71-72.

appui de l'ACFO aux luttes syndicales se concrétise pendant le Congrès provincial de l'hiver 1980, lorsque ses membres votent majoritairement afin de soutenir les grévistes de Elk Lake Planing Mill (l'ACFO envoie aux grévistes un montant d'argent récolté pour la cause) et afin de dénoncer le refus de l'entreprise Sperry de Rockland d'accepter le français comme langue de travail⁴⁰. Le début de la décennie 1980 est également marqué par des interventions (surtout médiatiques) de l'ACFO au moment de conflits de travail, notamment celui d'Amoco. Ce dernier donne lieu à l'organisation de six colloques régionaux, à l'instigation de militants (majoritairement des syndicalistes) provenant de divers milieux de travail, simultanément le 11 juin 1983, et d'un colloque provincial à Sudbury les 17, 18, 19 juin 1983. Ces colloques visent la participation non seulement des travailleur(euse)s, mais aussi celle de toutes les couches populaires, incluant les chômeurs et les assistés sociaux⁴¹. Parmi le large éventail de revendications exprimées par les participants à ces rencontres, qui ont été consignées dans des procès-verbaux⁴², nous trouvons : 1) le besoin d'accorder plus d'attention à la situation précaire des femmes sur le marché du travail et leur inclusion au sein de l'espace public ; 2) le nécessaire soutien de l'ACFO aux conflits syndicaux ; 3) la création d'un conseil régional syndical à Prescott-Russell ; 4) l'appui de la Fédération des travailleurs de l'Ontario afin de créer un caucus francophone en son sein. Mais la principale revendication est l'institutionnalisation d'un « Comité permanent sur le travail », qui pourrait agir comme un pont entre les travailleur(eu)ses franco-ontarien(ne)s et l'ACFO, un premier pas vers la concrétisation du « Manifeste pour notre place au soleil⁴³ » des travailleurs et travailleuses franco-ontarien(ne)s.

⁴⁰ *Ibid.*, p.73. Les informations recueillies pour soutenir cette partie de ce document proviennent de l'article suivant : SÉGUIN, Rhéal, « Les questions ouvrières à l'agenda de l'ACFO », *Le Temps*, août 1983, p. 7.

⁴¹ « Emploi : colloque à Hawkesbury », *Le Droit*, 25 avril 1983, Fonds Richard Hudon, P126-1/3/12, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

⁴² CHAMPAGNE-ROY, Louise, *Le printemps des travailleurs : rapport-synthèse des colloques régionaux et du colloque provincial sur la situation des travailleurs-travailleuses en Ontario français*, Sudbury, Les productions C.R., le 30 juin 1983, 20 pages, Fonds Richard Hudon, P126-1/3/13, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

⁴³ *Ibid.*, p. 19.

Dans son message prononcé à l'occasion du colloque provincial, le président de l'ACFO André Cloutier⁴⁴ (généralement considéré comme le président le plus progressiste que cette association ait connu) prononce les mots suivants :

« Notre communauté francophone ontarienne compte, dans plusieurs domaines, de nombreuses réussites, mais nulle part, elle se révèle aussi pauvre aujourd'hui que dans le secteur des institutions, services et ressources destinés aux travailleurs et travailleuses⁴⁵. »

Ces mots résument bien la nouvelle orientation que l'ACFO se donne au début des années 1980, consistant en l'inclusion des préoccupations et des voix des travailleur(euse)s franco-ontariennes dans ses activités. Alors que le « Comité sectoriel du travail » obtient une reconnaissance officielle de l'ACFO en 1983, ses membres⁴⁶ reçoivent un an plus tard un financement permettant l'embauche d'un employé à temps partiel pouvant assurer une communication efficace entre le Comité et l'Association⁴⁷.

Le projet initial de ce Comité consiste en la formulation d'un projet de « recherche-action » visant la collecte et la présentation de données socio-démographiques concernant la situation des Franco-Ontarien(ne)s dans le domaine du travail. Ainsi, *Les francophones tels qu'ils sont. Regard sur le monde du travail franco-ontarien*⁴⁸ est publié en 1985 et réédité en 1986. Outre une brève description de l'histoire ouvrière des Franco-Ontarien(ne)s (accompagnée d'une chronologie des conflits de travail les plus importants) et un chapitre thématique présentant la situation des Franco-Ontarien(ne)s du point de vue de l'alphabétisation, le rapport offre principalement aux lecteur(rice)s des tableaux statistiques dans lesquels est systématiquement comparée la situation des travailleur(euse)s avec celle de la population ontarienne totale.

⁴⁴ André Cloutier a été président de l'ACFO de 1982 à 1984. La seule publication, à notre connaissance, qui s'est intéressée à ce personnage en tant que « leader franco-ontarien » est celle de SYLVESTRE, Paul-François, *Cent ans de leadership franco-ontarien*, Ottawa, Éditions David, p. 84-88. La partie de ce livre dédiée à Cloutier reprend le texte publié par ce dernier dans la revue *Le Temps* en août 1980 et intitulé « L'âme franco-ontarienne ».

⁴⁵ Publication interne de l'ACFO du texte d'André Cloutier intitulé « Message aux travailleurs et travailleuses à l'occasion du colloque provincial des travailleurs à Sudbury », Fonds Richard Hudon, P126-1/6/15, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

⁴⁶ Il nous a été impossible de trouver des informations concernant l'élection ou la sélection des membres fondateurs de ce comité.

⁴⁷ Correspondance interne signée par Jacinthe Guidon le 14 juin 1980 et destinée à André Cloutier, Fonds Richard Hudon, P126-1/6/14, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

⁴⁸ *Les Francophones tels qu'ils sont. Regard sur le monde du travail franco-ontarien*, Ottawa, Association canadienne-française de l'Ontario, 1986 [1985].

La dernière activité organisée par le Comité sectoriel dont nous avons trouvé la trace lors de nos fouilles archivistiques a été une « table sectorielle élargie », intitulée *La participation ouvrière au devenir franco-ontarien*, qui a eu lieu le 15 mars 1986 à Ottawa⁴⁹. L'objectif de cette rencontre était d'organiser des ateliers afin de recueillir les suggestions des travailleur(euse)s pour orienter le comité dans ses projets futurs. Si la majorité des revendications mises de l'avant lors des colloques de 1983 susmentionnés ont alors été réitérées, plusieurs projets spécifiques ont été ajoutés, tels que la création d'un bulletin de liaison afin de tisser des liens entre les « militants(es) syndicaux, populaires et communautaires dans les principales régions », un projet d'intervention ciblant le problème de l'analphabétisme, un soutien au projet de coopératives des jeunes (Direction jeunesse) et l'organisation de « tables sectorielles élargies » sur une base biannuelle. Les dernières traces concernant les suites de cet événement se trouvent dans une lettre rédigée par le Comité, datée du 6 mai 1986, dans laquelle celui-ci réitère auprès de l'ACFO le besoin d'un renouvellement de son financement, une demande justifiée par la présentation des futurs objectifs votés à l'occasion de la rencontre de mars⁵⁰. Il semble que le financement n'ait pas été accordé, du moins on n'en trouve pas trace⁵¹.

1.3 La grève d'Amoco, ses origines et son déroulement

Cette section tire ses données des textes publiés dans *Une communauté en colère* afin de situer la grève d'Amoco de 1980 dans son contexte socio-politique. Nous utiliserons ces textes en relevant dans un premier temps (avant de procéder à une analyse plus globale) les facteurs qui ont pu conduire à la grève en partant des plus généraux (Caroline Andrew : rapport des élites de

⁴⁹ Pamphlet officiel de l'évènement. Numéro d'archive introuvable, Fonds Richard Hudon, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

⁵⁰ Anonyme, document sans titre, C2(6)38/28, C2(6)612.2.2, Fonds de l'ACFO, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

⁵¹ Voir la fin de la section sur le Comité sectoriel dans le chapitre portant sur Serge Denis.

Hawkesbury au développement industriel; Clinton Archibald : travail de préparation par des animateurs qui associent questions sociale et linguistique) et en allant vers les plus particuliers (Fred Caloren : situation immédiate de l'entreprise; Serge Denis : foisonnement régional d'activités syndicales).

Dans son texte intitulé « La municipalité de Hawkesbury de la communauté à l'État⁵² », Caroline Andrew soutient que les décennies 1960-1970 sont exemplaires des efforts coordonnés entre la petite-bourgeoisie locale et le conseil municipal de la ville de Hawkesbury pour défendre des intérêts économiques qui leur sont essentiellement communs. Pour elle, Hawkesbury est un « État-ville », qui participe à la reproduction et au maintien d'un système d'exploitation, en maintenant une situation où les entreprises privées ont un accès privilégié aux décideurs politiques. Au moment où plusieurs membres de la *Ligue du réveil civique*⁵³, surtout composée d'hommes d'affaires, réussissent à obtenir un siège au Conseil municipal au moment des élections de 1965, les ambitions en matière de « développement industriel » promues par ce nouveau conseil coïncident avec les occasions offertes par les programmes de développement régional du gouvernement Trudeau. Ces programmes prévoient alors des indemnités importantes (en matière de prix des terres et de taxation) aux entreprises privées afin de les inciter à s'installer dans les régions dites « défavorisées ». Hawkesbury paraît à ce moment une ville attrayante aux yeux des investisseurs, du fait de sa situation géographique qui la situe entre Montréal et Ottawa, ce qui permet aux entreprises de viser plusieurs marchés à la fois et de fuir la vague de nationalisme et les lois du travail propres au Québec (qui assurent une meilleure protection des droits des ouvriers, comme l'illustre la loi 45, dite « anti-briseurs de grève » ou « anti-scabs », adoptée par le gouvernement du Parti québécois en 1977).

⁵² ANDREW, Caroline, « La municipalité de Hawkesbury de la communauté à l'État », Chapitre IV de *Une communauté en colère : La grève contre Amoco Fabrics à Hawkesbury en 1980*, op. cit., p. 205-236.

⁵³ Cette « Ligue » avançait comme pierre angulaire de son programme électoral le rôle important que la municipalité devait jouer pour mettre de l'avant une stratégie de développement économique « moderne ».

Dans la publicité s'adressant aux investisseurs potentiels, la municipalité vante les compétences linguistiques « bilingues » de la majorité des travailleurs et la culture docile des travailleurs « peu ou pas qualifiés⁵⁴ ». En rappelant le fort pourcentage d'analphabètes fonctionnels à Hawkesbury dans « Une communauté en éclatement⁵⁵ », Clinton Archibald relève cependant très justement que la promotion d'une telle identité « bilingue » est factice, en plus de masquer un phénomène d'acculturation, que corrobore le faible taux de réussite scolaire des habitants de la ville. Selon lui, la grève à Amoco ne peut pas être comprise si on ne tient pas compte du fait qu'elle marque la fin de l'entente tacite entre les deux groupes linguistiques habitant la ville (et, par extension, toute la région de Prescott-Russell). La grève, en effet, a supposé une mobilisation importante de la communauté linguistique francophone majoritaire à Hawkesbury.

Selon Archibald, plusieurs acteurs ont préparé le terrain en liant les dimensions sociale et linguistique (ou nationale) qui ont donné son sens au conflit. Ainsi, en 1974, deux animateurs de la Compagnie des jeunes Canadiens, en collaboration avec d'autres citoyen(ne)s d'Hawkesbury, créent le centre culturel Le Chenail⁵⁶ (l'un de ces deux animateurs est André Villeneuve, ouvrier chez Amoco entre 1970 et 1974, militant syndical ayant signé la première convention collective conclue par la section locale 2-600 du Syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique (SITBA) en 1973, et employé temporaire au Collège Algonquin où il collabore⁵⁷ avec Richard Hudon à un projet de « recherche-action » débouchant sur la publication de *Algonquin face à la formation des travailleurs et travailleuses en relations ouvrières*⁵⁸). La mission originelle du

⁵⁴ ANDREW, Caroline, « La municipalité de Hawkesbury de la communauté à l'État », *op cit.*, p. 227.

⁵⁵ ARCHIBALD, Clinton, « Une communauté en éclatement », Chapitre I de *Une communauté en colère : La grève contre Amoco Fabrics à Hawkesbury en 1980*, *op. cit.*, p.11-38.

⁵⁶ CLOUTIER, Jean-Pierre, « André Villeneuve. Un pachyderme des arts lourd de tendresse », *Liaison*, septembre 1980, p. 28.

⁵⁷ « Le Chenail avait participé, seul ou avec le Collège Algonquin, à la formation d'une série d'organismes communautaires qui pouvaient alors voler de leurs propres ailes : Centre Alpha, Budget-Aide, Centre de ressources pour femmes, Union des bénéficiaires d'assistance sociale de Prescott, etc. », *Ibid.*, p. 29.

⁵⁸ Nous présenterons ce projet de façon plus détaillée dans le chapitre 6. Villeneuve devait ensuite devenir directeur du Centre culturel du Chenail, une institution qui assumait une vocation institutionnelle militante centrée sur la diffusion de la culture franco-ontarienne et québécoise à partir des

Chenail consiste à éveiller la conscience ouvrière des travailleur(euse)s, en révélant les fondements socio-historiques des rapports de classes dans la région. Selon l'un des membres fondateurs du centre, qui décrit la « mentalité résignée » des couches populaires hawkesburiennes : « on nous disait, dans nos premières rencontres, que c'était normal que les Anglo-mènent les industries; c'est à eux autres...⁵⁹ ».

Une des stratégies mises de l'avant par les militants consiste en la création d'un *Journal des travailleurs d'Hawkesbury et la région*, rédigé en collaboration avec des syndicalistes employés à Amoco⁶⁰, dont le premier numéro paraît en 1975 et le dernier en 1980 (une « édition spéciale » pour appuyer la grève)⁶¹. Ce journal sert de plateforme afin d'informer la population de Prescott-Russell des conditions dans lesquelles se déroule le travail ouvrier dans cette région. On trouve ainsi des articles dénonçant sans équivoque (dans un langage marxiste plus ou moins feutré) la situation faite aux travailleurs(euses), en même temps que des graphiques illustrant les rapports hiérarchiques établis entre les investisseurs, les patrons des usines et les ouvriers⁶². À peu près en même temps que le centre culturel Le Chenail, est mise sur pied une antenne du Collège Algonquin à Hawkesbury, qui sert aussi de lieu de rassemblement aux militants. Le Collège offre alors un programme d'éducation populaire, financé par des fonds provinciaux et fédéraux, et engage des éducateurs à titre d'« animateurs sociaux⁶³ ». Ceux-ci font souvent usage d'une méthode d'intervention sociale artisanale et inductive, qui se concrétise dans une approche fondée sur la « recherche-action ». L'unique animateur social œuvrant à

années 1980 (*Ibid.*, p. 28-29).

⁵⁹ Propos de Michel Bruneau, rapportés par Archibald, « Une communauté en éclatement », *op. cit.*, p. 16.

⁶⁰ Un des fondateurs et contributeurs importants de ce journal a été Émile Langevin, président de l'exécutif du local 2-600 en 1975. Comme Hudon quelques années plus tard, Langevin a été poursuivi devant les tribunaux par Amoco pour « incitation » à la grève (illégale) qui a eu lieu en 1975. Selon Langevin, l'entreprise voulait en réalité l'ostraciser du fait qu'il distribuait le *Journal des travailleurs d'Hawkesbury et la région* dans l'usine. Ces informations ont été transmises par Langevin lors d'un entretien téléphonique mené en octobre 2011. Durant cet appel, Langevin a demandé à la chercheuse : « Pourquoi veux-tu déterrer ça aujourd'hui ? J'ai vécu l'enfer durant cette période ».

⁶¹ À notre connaissance, le *Journal des travailleurs d'Hawkesbury et la région* a publié quatre numéros au total.

⁶² Le graphique est accompagné d'un tableau chronologique énumérant les étapes du processus de négociation lors de la grève de 1975, P126-1/8/11, Fonds Richard Hudon, P126-1/2/5, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

⁶³ Nous reviendrons plus en détail sur le Collège Algonquin dans le chapitre 6.

Hawkesbury dès 1976, Richard Hudon, réussit alors à établir plusieurs ponts entre les activités du collège, les mouvements syndicaux actifs dans la région et le centre Le Chenail. Hudon a ainsi été une ressource essentielle favorable à plusieurs initiatives liées au développement des services en français dans le milieu du travail, telles que la traduction en français d'une brochure portant sur les risques de santé concernant les ouvrier(ère)s du textile, l'« aide technique » en français qu'il a prodiguée au cours de plusieurs conflits syndicaux qui ont eu lieu dans la région avant 1980 et durant la grève d'Amoco et l'appui qu'il a donné à la préparation des demandes d'accréditation en français de plusieurs organismes de la région⁶⁴.

Après avoir retracé l'histoire de l'entreprise ancêtre d'Amoco, la Patchogue Plymouth, qui fut d'abord implantée dans le sud des États-Unis, ce qui peut expliquer l'attitude particulièrement antisyndicale et raciste de ses propriétaires⁶⁵, Fred Caloren met pour sa part l'accent sur les facteurs plus immédiatement conjoncturels qui ont conduit au déclenchement de la grève. Selon lui, les propriétaires d'Amoco ont en quelque sorte délibérément provoqué le conflit (et ont même souhaité son prolongement), afin de se débarrasser de la production excédentaire accumulée depuis des mois dans les entrepôts (ce qui faisait partie d'un ensemble de préparatifs devant aboutir à un déménagement de l'entreprise dans un lieu où elle serait présumément plus rentable).

Globalement, ainsi qu'y insiste Serge Denis⁶⁶, la grève d'Amoco apparaît comme une lutte ouvrière provoquée par les mauvaises conditions de travail et par le sentiment d'être méprisé par le patronat, dans le contexte d'une exacerbation des conflits syndicaux dans la région de Prescott-Russell et au Québec au cours des années précédentes. La population ouvrière de

⁶⁴ DENIS, Serge, « L'union ouvrière ou la dynamique du mouvement des travailleurs d'Amoco », Chapitre II de *Une communauté en colère : La grève contre Amoco Fabrics à Hawkesbury en 1980*, op. cit., p. 85.

⁶⁵ « [C]ertains ouvriers et observateurs ont prétendu que Patchogue voyait en ces francophones de l'est ontarien et des alentours québécois une population de 'white niggers' » (CALOREN, Fred, « Amoco Fabrics : "la compagnie" productrice de tissus en polypropylène et de conflits de travail », chapitre III de *Une communauté en colère : La grève contre Amoco Fabrics à Hawkesbury en 1980*, op. cit., p. 116).

⁶⁶ DENIS, Serge, « L'union ouvrière ou la dynamique du mouvement des travailleurs d'Amoco », op. cit., p. 39-103.

Hawkesbury, selon Denis, a des traits qui reproduisent à peu près exactement ceux de toute la région qui l'entoure. Reconnue comme un « territoire défavorisé » par le gouvernement fédéral du fait notamment de son taux de décrochage important à l'école secondaire et de son très haut taux de prestataires des programmes de bien-être social (en 1977, Hawkesbury est la ville ontarienne où on trouve le plus de prestataires de ces programmes selon les données recueillies par le Congrès du travail du Canada⁶⁷), la région de Prescott-Russell vit un nombre très important de grèves au cours des années 1970⁶⁸, dans une conjoncture économique où l'inflation ronge le pouvoir d'achat des ouvriers, ce qui les pousse à réclamer l'indexation de leur salaire. Ainsi, entre février 1976 et avril 1980, une dizaine de conflits de travail, touchant les secteurs public, para-public et privé, éclatent et font l'objet d'une importante couverture de presse⁶⁹. Plusieurs syndicats font alors la démonstration d'une solidarité impressionnante avec les grévistes, la première fois en 1974 à l'occasion de débrayages illégaux organisés dans quatre usines (incluant Patchogue Plymouth, l'ancêtre d'Amoco)⁷⁰. En 1975, une grève « sauvage » est organisée parmi les ouvrier(ère)s d'Amoco, qui s'étend sur dix-neuf jours, la revendication principale des grévistes étant l'indexation des salaires au coût de la vie. Il faut aussi souligner que la première rencontre d'arbitrage à laquelle l'exécutif syndical du local 2-600 participe ensuite est l'occasion de demander (c'est une première pour les ouvrier(ère)s d'Amoco et, nous le soupçonnons, de toute la région) que les discussions se déroulent en français. Cette demande leur a été refusée⁷¹.

Alors même que le syndicat négocie un retour au travail sans que la revendication des grévistes ait été satisfaite, des ouvrier(ère)s refusent carrément de reprendre le travail. Plusieurs grévistes sont alors congédiés – même si plusieurs seront réembauchés suite aux lettres ouvertes

⁶⁷ *Ibid.*, p. 41.

⁶⁸ Pour une description détaillée des débrayages survenus durant les années 1960-1970 à Prescott-Russell, voir *Ibid.*, p. 52-63.

⁶⁹ Information tirée de l'Annexe E de *Une communauté en colère*, *op. cit.*, p. 264.

⁷⁰ DENIS, Serge, « L'union ouvrière ou la dynamique du mouvement des travailleurs d'Amoco », *op. cit.*, p. 58.

⁷¹ « Demande qu'on rejeta, puisque la compagnie et le syndicat, à la fin de 1981, proclamaient bien haut que la nouvelle convention collective avait été négociée 'pour la première fois' en langue française. Sept ans après la première demande ! » (ARCHIBALD, Clinton, « Une communauté en éclatement », *op. cit.*, p. 33).

publiées dans la presse locale. Étonnamment, les syndiqué(e)s signent une nouvelle convention collective quatre mois plus tard⁷².

Relevons deux conflits de travail importants qui ont eu lieu ailleurs en Ontario français quelques mois avant celui d'Amoco, qui débuta en mai 1980 : d'abord, la grève du Conseil scolaire de Sudbury, en février 1980, les grévistes exigeant une « indemnité de la vie-chère afin de pouvoir maintenir leur pouvoir d'achat » et une protection des emplois (face aux coupures du Ministère de l'Éducation). Ensuite, la grève de National Food Grocers, situé à Ottawa où, face à l'interdiction du français sur les lieux de travail, les travailleur(euse)s réussissent à faire intervenir l'ACFO pour négocier une entente avec le patronat. Ce sont là des revendications similaires, même si elles sont formulées séparément, à celles qui sont à l'origine de la grève d'Amoco : le droit à un salaire protégé des effets de l'inflation, permettant une qualité de vie décente, et la question du français au travail.

Voyons maintenant, de façon plus détaillée, comment a débuté et comment s'est déroulée la grève d'Amoco. Dans une région où les francophones représentent 77% de la population totale, 80% des francophones habitant la région de Prescott-Russell occupent au début des années 1980 un emploi dans le milieu industriel⁷³. Alors qu'Amoco représente un des employeurs les plus importants parmi les quelque dix-sept entreprises industrielles qui se sont installées dans la région durant la période 1968-1977 (bénéficiant du soutien financier du gouvernement fédéral⁷⁴), les ouvrier(ère)s qui y travaillent sont parmi les moins bien rémunéré(e)s de l'industrie. Puisqu'il n'y a aucune indexation des salaires au coût de la vie à Amoco (alors que quelques autres syndicats de la région l'ont obtenue), plusieurs ouvrier(ère)s vivent en-dessous du seuil de pauvreté, une

⁷² Les informations à propos de la grève de 1975 sont présentées dans l'Annexe E de *Une communauté en colère*, *op. cit.*, p. 260-261.

⁷³ DENIS, Serge, « L'union ouvrière ou la dynamique du mouvement des travailleurs d'Amoco », *op. cit.*, p. 42.

⁷⁴ CALOREN, Fred, "That wouldn't happen in Perth or Smith Falls". How the notion of labour hinterland helps explain a spectacular strike at Hawkesbury", *Social relations in resource hinterlands : papers from the 27th annual meeting of the Western Association of Sociology and Anthropology*, 1991, p. 7.

situation qui frappe notamment durement les femmes⁷⁵. Devant le refus du patronat d'accorder l'indexation, la grève est décidée le 12 mai 1980. L'exécutif du syndicat étant en contact avec l'animateur social Richard Hudon depuis plusieurs mois afin qu'il leur prodigue des conseils en matière d'organisation, ce dernier est sollicité afin d'esquisser un plan de grève à partir duquel plusieurs comités voient le jour très rapidement (un comité de presse, un comité de levée de fonds, etc.). L'entreprise riposte alors par des tactiques agressives. Elle exhorte ainsi les forces policières de la ville d'Hawkesbury à faire appel à la Sûreté de l'Ontario pour empêcher l'obstruction des routes menant à l'usine (bloquées par les piqueteur(euse)s); elle embauche également des gardiens de sécurité afin d'intimider les grévistes tout en simulant une surveillance continue à l'aide de caméras installées près des piquets de grève. De plus, les dirigeants d'Amoco ont recours aux tribunaux afin d'obtenir des injonctions contre les grévistes : l'une d'elles interdit les lieux de l'usine à plusieurs grévistes (cette partie de l'injonction cible plusieurs membres de l'exécutif syndical de même que Richard Hudon). Les grévistes, à leur tour, répliquent en tentant d'obtenir l'appui des citoyen(ne)s, qui se manifeste par des collectes de fonds et la participation d'environ mille personnes à la « marche de sensibilisation⁷⁶ » qui a lieu le 11 juillet 1980. Cela n'empêche pas l'Église catholique francophone et la mairie de Hawkesbury de refuser de louer une salle aux grévistes, afin d'y installer une « permanence » rendue nécessaire pour l'organisation de grands rassemblements, pour les réunions des comités ainsi que pour la mise en place d'activités telles que les collectes et la distribution de denrées. Étonnamment, c'est le curé de l'Église catholique anglophone St-Jude's qui accorde charitablement le sous-sol de son édifice aux syndiqué(e)s pour la durée de la grève.

⁷⁵ DENIS, Serge, « L'union ouvrière ou la dynamique du mouvement des travailleurs d'Amoco », *op. cit.*, p. 45.

⁷⁶ Information tirée de l'Annexe E du livre *Une communauté en colère : La grève contre Amoco Fabrics à Hawkesbury en 1980*, *op. cit.*, p. 271.

Certes, il y a un soutien aux grévistes accordé par une partie des élites francophones : l'Église catholique malgré tout, l'hebdomadaire de la ville *Le Carillon* et l'ACFO, mais il se fait tard. Selon Archibald, il faut voir là une réticence des porte-parole reconnus de la communauté francophone à admettre l'ancrage socio-politique de la grève et ainsi d'y percevoir une lutte qui se rattache à la cause franco-ontarienne de façon plus large⁷⁷. En fait, c'est essentiellement un journaliste travaillant pour l'hebdomadaire anglophone *The Regional*, Patrick Dare, qui, dans sa couverture de la grève, démontre seul une volonté de rendre compte de la parole des grévistes et des acteurs sociaux impliqués, voire de l'« objectiver »⁷⁸.

Caroline Andrew relève que le Conseil municipal s'intéresse pour sa part peu à la grève, refusant de la soutenir explicitement⁷⁹, jusqu'au moment où il est interpellé par la communauté, lors de la manifestation devant la mairie la nuit du 28 juillet, pour s'impliquer dans le processus de négociation, qu'on considère alors bloqué délibérément par Amoco. En fait, ce véritable « coup de théâtre », rassemblant environ trois cent personnes devant la mairie, prend des allures de quasi-émeute, lorsque des grévistes expriment leur colère devant la brutalité policière dont ils sont victimes sur les piquets de grève et qu'un groupe composé majoritairement de non-grévistes profite de la situation pour exprimer sa rancune envers le pouvoir que symbolise à ses yeux l'édifice de la mairie⁸⁰.

La grève prend fin en septembre en raison de multiples facteurs : l'épuisement des grévistes et de l'exécutif du syndicat face aux tactiques de harcèlement de l'entreprise pendant les cinq mois de grève; la dégradation de la situation économique des grévistes; l'ostracisme

⁷⁷ ARCHIBALD, Clinton, « Une communauté en éclatement », *op. cit.*, p. 20.

⁷⁸ Observation tirée d'une analyse (non exhaustive) que nous avons faite de la presse à l'aide d'une méthode d'analyse du discours dans le cadre d'un séminaire au Département de sociologie de l'Université d'Ottawa (SOC 7541) enseigné par Dominique Masson (hiver 2011).

⁷⁹ Le Conseil municipal a voté contre une demande présentée par l'exécutif du syndicat pour obtenir un local (gratuit) de réunion, pour la durée de la grève.

⁸⁰ Voir DARE, Patrick, « Hawkesbury riots town hall target in shambles », *The regional*, Wednesday, July 30th, 1980.

politique dont est victime l'animateur social Richard Hudon⁸¹; la complicité de fait entre les autorités publiques et Amoco, qui veulent toutes deux rétablir à tout prix la paix sociale et l'entente liant les deux communautés linguistiques, etc. Alors que plusieurs des revendications syndicales sont satisfaites au terme des négociations, l'une des plus importantes, soit l'ajustement du salaire au coût de la vie, n'est pas obtenue. L'entreprise a même diminué progressivement l'effectif de ses employé(e)s pendant les dix années suivantes, avant de complètement fermer boutique en 1999.

*

Nous avons tenté, dans ce chapitre, de relater les faits historiques constituant le contexte de la grève d'Amoco. Nous avons d'abord rappelé brièvement l'histoire industrielle de Hawkesbury et les combats linguistiques des Franco-Ontarien(ne)s. Il était important d'inclure une brève description des activités que l'ACFO a menées en rapport avec le domaine socio-économique et du travail en Ontario, étant donné le fait que l'association a joué un rôle politique très important à cette époque (on peut dire en effet que l'ACFO a représenté alors, à certains égards, une forme de médiation permettant l'expression du peuple franco-ontarien, et non pas seulement un lieu véhiculant le point de vue des élites). Finalement, en décrivant les causes de la grève et son déroulement, nous avons tenté de rendre justice à l'importance qu'elle a eue à l'époque pour les habitants de Hawkesbury et de Prescott-Russell (mais aussi pour l'Ontario français à une plus large échelle, comme nous le soutiendrons dans les prochains chapitres). Finalement, on peut dire, comme les auteurs de *Une communauté en colère*, que la grève d'Amoco a révélé au grand jour les ententes et les rapports de force sous-jacents qui organisaient,

⁸¹ Richard Hudon a été l'objet d'une injonction dès le début du conflit. Ceci ne l'a cependant pas empêché de continuer d'y participer. La fin de son implication est survenue lorsque l'entreprise l'a exigée comme condition de la reprise des négociations. Cela fut accordé par l'exécutif syndical, comme en témoigne la lettre expédiée à Hudon, datée du 25 août 1980, lui annonçant que ses « services n'étaient plus requis dans la grève ». Cette lettre est insérée à l'annexe XVIII du rapport *Algonquin face à la formation des travailleurs et travailleuses en relations ouvrières*, Rapport final d'un projet de recherches commandité par le Comité des activités créatrices du département de l'Éducation permanente du Collège Algonquin, Hawkesbury, 1981, Fonds Richard Hudon, P126-1/2/5, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

à l'époque, l'imaginaire et le quotidien des Franco-Ontarien(ne)s. Jusqu'à quel point ces rapports de force continuent de façonner le quotidien des Franco-Ontarien(ne)s de Hawkesbury constitue une autre question de recherche. Nous tenterons d'apporter quelques éléments de réponse à la question au moment de conclure cette thèse.

Chapitre 2 : Cadre théorique : les rapports entre le social et le national

2.1 Les rapports entre le social et le national

Afin de circonscrire un cadre d'analyse théorique pertinent à notre question de recherche, nous procéderons à un survol de travaux publiés entre 1960 et 1990 dans les espaces québécois, acadien et franco-ontarien portant sur les rapports entre le social et le national.

Cette littérature a une fécondité impressionnante durant la période de 1960-1990, un phénomène qui s'explique par plusieurs éléments conjoncturels: la montée du syndicalisme au Québec comme acteur politique, l'affirmation du projet néo-nationaliste et des mouvements nationalistes et le foisonnement d'un milieu intellectuel de tendance marxisante dans plusieurs universités.

Dans la tradition marxiste, la question nationale a toujours été soit marginalisée, soit traitée comme un obstacle à l'expression des luttes de classes. On peut faire remonter à Karl Marx cette quasi-indifférence à la question nationale : « les ouvriers n'ont pas de patrie », écrivait-il dans le *Manifeste du Parti communiste*⁸².

On peut trouver un écho de cette position dans les écrits de Donald Dennie sur l'Ontario français, qui critique fortement la position nationaliste. Dennie propose une critique radicale du nationalisme en utilisant des arguments qui opposent explicitement la nation à la classe⁸³. L'intérêt de cet auteur pour les conditions de vie de la classe ouvrière franco-ontarienne le conduit ainsi à qualifier le nationalisme d'« idéologie franco-ontarienne », qui évacue la question

⁸² « [L]'asservissement de l'ouvrier au capital, aussi bien en Angleterre qu'en France, en Amérique qu'en Allemagne, dépouille le prolétaire de tout caractère national », énonçait également Marx (Section « Bourgeois et prolétaires », dans *Manifeste du Parti communiste* (<http://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000a.htm>)).

⁸³ DENNIE, Donald, « De la difficulté d'être idéologue franco-ontarien », *Revue du Nouvel Ontario*, no 1, 1978, pp. 69-91 ; DENNIE, Donald, « L'étude des réalités franco-ontariennes », *Revue du Nouvel Ontario*, n° 11, 1989, pp. 69-85.

des classes et qui sert ainsi les intérêts d'une petite élite de par sa fabulation à propos d'une réalité « sociétale » illusoire sinon inexistante.

À l'encontre de cette position, qui a été également défendue par les groupes marxistes-léninistes au Québec à partir des années 1970⁸⁴, nous constatons l'existence de courants marxistes ou marxisants qui au contraire associent question sociale et question nationale au Québec au cours des années 1960-1980⁸⁵.

Il faut souligner la prégnance des idées « décolonisatrices » au Québec au cours des années 1960-1970. Le discours de la libération nationale véhiculé dans ces idées tire son origine des « transferts intellectuels⁸⁶ » qui se sont opérés au moment des tentatives de transposition au cas québécois de thèses d'auteurs tels que Frantz Fanon, Albert Memmi et Jacques Berque⁸⁷. Les années 1960 témoignent d'une profusion de publications où les idées décolonisatrices, indépendantistes et anticapitalistes s'entremêlent. Il faut mentionner ici de façon particulière les revues militantes *Parti Pris* (1963-68) et *Révolution québécoise* (1964-65), le fameux ouvrage autobiographique *Nègres blanc d'Amérique*⁸⁸ de Pierre Vallières, et de très nombreuses publications universitaires issues de « l'institution du discours critique au sein de l'Université⁸⁹ ».

Parmi les auteur(e)s les plus importants au Québec, mentionnons Marcel Rioux. Ces travaux donnent un bon aperçu de l'impact de la pensée de la décolonisation dans la réflexion théorique conduite au cours des années 1960-1970⁹⁰. Rioux propose une analyse sociologique des

⁸⁴ Nous reviendrons brièvement sur ces groupes et à leurs interventions pendant la grève d'Amoco dans les chapitres consacrés aux entretiens effectués avec les trois acteurs.

⁸⁵ Ces courants rejoignent une tradition minoritaire, mais persistante dans le marxisme, qu'on retrouve par exemple dans les écrits d'Otto Bauer.

⁸⁶ MEUNIER, E.- Martin, « Nationalisme québécois et décolonisation au temps du FLQ: influences, transferts et traductions », dans DARD, Olivier et LEFEUVRE, Daniel (dir.), *L'Europe face à son passé colonial*, Paris, Riveneuve Éditions, 2009, p. 289-302.

⁸⁷ Le thème de la décolonisation ira jusqu'à inspirer une forme de lutte considérée comme « terroriste », incarnée par le Front de libération du Québec (FLQ).

⁸⁸ VALLIÈRES, Pierre, *Nègres blancs d'Amérique*, Montréal, Éditions Parti Pris, 1968.

⁸⁹ FOURNIER, Marcel, « La sociologie québécoise contemporaine », *Recherches sociographiques*, vol. XV, n° 2-3, mai-août 1974, p. 157-179, cité par MEUNIER, E.-Martin, « Nationalisme québécois et décolonisation au temps du FLQ: influences, transferts et traductions », *op. cit.*, p. 299.

⁹⁰ Ces textes sont : BOUDREAU, Émile, DOFNY, Jacques, R. MARTEL et M. RIOUX, « Matériaux pour la théorie et la pratique d'un socialisme québécois », *Socialisme 64*, n° 1, printemps 1964, pp. 5-23 ; RIOUX, Marcel, « Conscience ethnique et conscience de classe au Québec » *Recherches sociographiques*, vol. 6, n° 1, janvier-avril-1965, pp. 23-32 ; RIOUX, Marcel, *La question du Québec*, Éditions Seghers, Paris, 1969.

origines de Révolution tranquille en insistant sur les effets de l'industrialisation ; pour lui, les Québécois(se)s forment un peuple doublement « aliéné », économiquement et culturellement⁹¹. L'émancipation des Québécois doit se fonder sur la mutation d'une conscience de classe « ethnique », qui représente déjà une prise de conscience de la situation d'aliénation, en une conscience de classe proprement dite⁹². Pour Rioux, le projet visant la reconnaissance de la nation canadienne-française doit être expressément distingué de ce projet d'émancipation. Le premier ne vise pas la libération du peuple du joug économique capitaliste et du joug administratif de l'État canadien, que seuls la nationalisation de l'économie et l'avènement d'un État-nation socialiste québécois pourraient assurer⁹³. Ainsi, même si la conscience ethnique doit céder le pas à une conscience de classe « véritable » au Québec, le nationalisme peut présider et englober un tel changement ; s'il se veut émancipateur, le néo-nationalisme doit, finalement, déboucher sur le socialisme.

Le deuxième courant qui nous intéresse va à contre-courant de la pensée « décolonisatrice », tout comme il s'oppose à la position des analystes et des groupes marxistes-léninistes qui, dans leur volonté de critiquer le Parti québécois et le « nationalisme bourgeois », dissociaient ou opposaient lutte nationale et lutte sociale (ou lutte des classes). Cet autre courant est représenté, entre autres, par Gilles Bourque et Gilles Dostaler. Dans leur ouvrage de 1980, *Socialisme et Indépendance*⁹⁴, ces deux auteurs proposent une vision qui associe l'indépendance et le socialisme (en s'éloignant du carcan partisan autour duquel les débats référendaires s'articulaient à l'époque). Même si pour eux le Québec n'a rien d'une « colonie » et appartient

⁹¹ Plusieurs textes importants décrivent cette situation de double aliénation. Nous n'avons pas eu le temps de les étudier en profondeur. Il faut mentionner notamment les rapports publiés par la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (aussi appelée Commission Laurendeau-Dunton), Ottawa, 1967. Voir aussi le livre de DENIS, Roch, *Luttes de classes et question nationale au Québec, 1948-1968*, Montréal/Paris, Presses socialistes internationales/Études et documentation internationales, 1979.

⁹² Voir RIOUX, Marcel, « Conscience ethnique et conscience de classe au Québec », *op. cit.*, p. 25.

⁹³ S'il arrive à Rioux de parler du « Canada-français » et des « Canadiens-français » en y incluant le Québec et les Québécois, il est l'un de ceux qui ont légitimé au cours des années 1960 l'emploi des seconds termes plutôt que des premiers dans le monde académique.

⁹⁴ BOURQUE, Gilles et DOSTALER, Gilles, *Socialisme et indépendance*, Montréal, Boréal-Express, 1980.

plutôt au monde du capitalisme développé, ils préconisent une convergence entre les luttes sociales anticapitalistes aboutissant à la configuration de nouvelles alliances et devant s'insérer dans un cadre politique – la nation – qui est ainsi assimilée à un lieu où les classes à la fois s'associent et s'opposent.

Le troisième courant conjugue certains éléments des deux premiers. Il apparaît au tournant de la décennie 1980 dans les travaux de Jacques-Alexandre Mascotto et Pierre-Yves Soucy. Mentionnons deux ouvrages : *Sociologie politique de la question nationale*⁹⁵ et *Démocratie et nation. Néonationalisme, crise et formes du pouvoir*⁹⁶, dans lesquels les auteurs tentent de jeter les bases théoriques d'une convergence des luttes de classe avec la défense du cadre national dans un contexte déterminé par le « capitalisme avancé ». Mascotto et Soucy prennent leurs distances vis-à-vis de l'« État-nation bourgeois » pour définir la nation comme un « espace politique » où se déploient les rapports sociaux et où un « bloc social et culturel » (influence de Gramsci) peut se former pour échapper à une situation de domination.

Dans la littérature en provenance de l'Acadie ou portant sur l'Acadie des années 1960-1980, il n'existe, à notre connaissance, que très peu d'études faisant allusion aux relations entre le social et le national. En fait, ce qui s'en rapproche le plus concerne les rapports entre le développement de l'Acadie et les expériences en matière de coopératives (caisses populaires ou coopératives de pêches, par exemple). On peut ainsi mentionner le texte de Marc Johnson et Isabelle Mckee-Allain⁹⁷, qui établit un parallèle entre l'insertion des Acadiens dans l'industrie moderne, facilitée par leurs pratiques coopératives associées de près au développement institutionnel de l'Acadie, et la fin du nationalisme traditionnel acadien, qui commence à se

⁹⁵ MASCOTTO, Jacques-Alexandre et SOUCY, Pierre-Yves, *Sociologie politique de la question nationale*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979.

⁹⁶ MASCOTTO, Jacques-Alexandre et SOUCY, Pierre-Yves, *Démocratie et nation. Néonationalisme, crise et formes du pouvoir*, Albert Saint-Martin, Montréal, 1980.

⁹⁷ JOHNSON, Marc et MCKEE-ALLAIN, Isabelle, « La société et l'identité de l'Acadie contemporaine », dans THÉRIAULT, Joseph Yvon (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada. L'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1999, p. 209-239.

fissurer au cours des années 1970. Dans un texte paru en 1999, Joseph Yvon Thériault, qui a fait sa thèse sur le mouvement coopératif en Acadie⁹⁸, offre pour sa part une analyse comparative des nationalismes québécois et acadien, tantôt en soulignant leurs origines communes au sein de l'« aire civilisationnelle canadienne-française⁹⁹ », tantôt en démontrant comment la solidarité entre eux s'est estompée étant donné la montée du néonationalisme québécois, sans cependant aboutir à la rupture complète. Ce que nous retenons de cet article est la démonstration qu'il existe une association étroite entre la nation et l'« intention », qui suppose toujours un projet de société (ce qui serait le point de convergence fondamental qui lie ces deux cas de figure nationalistes). Dans le cas acadien comme dans le cas québécois, on peut identifier une « intention » ou une volonté de « faire société¹⁰⁰ », ce qui s'oppose au concept d'« ethnie », qui suppose plutôt des traits identitaires plus ou moins « donnés » et qui se rattacheraient plutôt à la « diversité nord-américaine¹⁰¹ ». Cette thèse rejoint celle de Lawrence Olivier et Guy Bédard¹⁰², qui jugent que le nationalisme québécois s'est construit en reniant ses racines « ethniques » canadiennes-françaises – ce qui lui interdit désormais, selon eux, de se poser comme le centre de la francophonie au Canada.

Même si c'est sous une forme très différente, la thématique d'une convergence entre le social et le national perdure dans des écrits post-1990 qui traitent du Québec. Ces écrits ne puisent plus leur source d'inspiration dans la tradition marxiste, mais ils refusent de dénouer complètement le social du national. Ces travaux sont moins explicitement normatifs et militants, mais ils continuent de thématiser les enjeux sociaux dans un cadre national.

⁹⁸ THÉRIAULT, Joseph Yvon, *Acadie coopérative et développement acadien : contribution à une sociologie d'un développement périphérique et à ses formes de résistances*, Thèse de doctorat, École des hautes Études en sciences sociales, Paris, 1981.

⁹⁹ THÉRIAULT, Joseph Yvon, « Convergences et divergences au sein des nationalismes acadien et québécois », dans WADDELL, Éric (dir.), *Le dialogue avec les cultures minoritaires*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1999, p. 120.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p.126.

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² OLIVIER, Lawrence et BÉDARD, Guy, « Le nationalisme québécois, les Acadiens et les francophones du Canada », *Égalité (Revue acadienne d'analyse politique)*, n° 33, printemps 1993, p. 81-100.

Il faut mentionner d'abord la perspective inspirée de l'économie politique de Peter Graefe¹⁰³, qui questionne la compatibilité entre le nationalisme et la mise en place d'une structure économique souveraine dans une économie mondialisée axée sur la « compétitivité » à tout prix. Selon lui, un projet nationaliste territorialisé peut promouvoir un État qui a les moyens de miser sur une culture fondée sur des valeurs collectivistes et de solidarité en matière économique, défendues il y a peu par la classe ouvrière. Un « nationalisme minoritaire » pourrait ainsi défendre une organisation plus « inclusive » de l'économie, favorisant la croissance équitable.

Gilles Gagné et Simon Langlois¹⁰⁴, de leur côté, analysent les raisons qui expliquent l'échec du référendum québécois de 1995, en croisant des données socio-démographiques (selon les catégories d'électeur(trice)s) avec une analyse critique de ce qu'ils désignent comme « l'ordre systémique ». Ils soutiennent que la baisse d'appui de certaines catégories sociales au projet souverainiste ne s'explique pas par un éloignement des idées de liberté et d'autonomie dont le Parti québécois s'était jadis fait le porteur. Il faut plutôt se pencher, selon eux, sur la transformation de ce parti, qui a cessé de se vouloir le « gouvernement du mouvement » pour se faire plutôt le gouvernement d'une génération (celle des « *baby-boomers* ») de fonctionnaires et de technocrates constituant des « catégories sociales montantes¹⁰⁵ » qui acceptent de se conformer avec enthousiasme aux dogmes du libéralisme économique, du libre-échange et de la mondialisation et qui ont adopté des comportements individualistes dépourvus de toute conscience collective (leur obsession première étant leur « plan de retraite » selon les deux auteurs). C'est seulement en proposant à la société québécoise de faire de l'État un rempart

¹⁰³ GRAEFE, Peter, « Nationalisme et compétitivité : Le Québec peut-il gagner si les Québécois perdent ? », dans GAGNON, Alain G., (dir.), *Québec : État et société*, Tome 2, Montréal, Québec Amérique, 2003, p. 481.

¹⁰⁴ GAGNÉ, Gilles et LANGLOIS, Simon, *Les raisons fortes. Nature et significations de l'appui à la souveraineté du Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p.130.

protégeant les employé(e)s et les travailleurs(euses) des menaces que représente la mondialisation économique que le projet souverainiste pourrait regagner un sens.

En associant définition de la citoyenneté, dans une perspective insistant sur ses composantes, avec l'accès aux services et aux institutions, Gilles Bourque, Jules Duchastel et Victor Armony¹⁰⁶ ainsi que Jane Jenson¹⁰⁷, chacun à leur façon, persistent également à associer dimension citoyenne/nationale et dimension sociale¹⁰⁸.

*

À l'inverse de cette littérature que nous venons de relater, ont émergé des courants tout à fait opposés, qui dissocient le social et le national, au Québec et en Ontario français. Cela peut s'expliquer par la secondarisation voire la fin des débats portant sur le caractère biculturel et binational du Canada sur la scène politique et à l'université, et par la dé-légitimation des analyses d'inspiration marxiste et marxisante, concomitante à la disparition de la « classe ouvrière » en tant que catégorie socio-démographique et politique identifiable.

Dans le cas du Québec on assiste à une éclipse des approches fondées sur la convergence entre le social et le national à partir du milieu des années 1990 environ, au profit de débats concernant la différence entre le « nationalisme ethnique » et le « nationalisme civique » et leur capacité respective à « inclure » (ou non) dans la société les « minorités » représentatives de la « différence culturelle »¹⁰⁹.

¹⁰⁶ BOURQUE, Gilles, DUCHASTEL, Jules et V. ARMONY, *L'identité fragmentée : nation et citoyenneté dans les débats constitutionnels canadiens*, Montréal, Fides, 1996.

¹⁰⁷ JENSON, Jane, « Reconnaître les différences : sociétés distinctes, régimes de citoyenneté, partenariats », dans LAFOREST, Guy et GIBBINS, Roger (dir.), *Sortir de l'impasse. Les voies de la réconciliation*, Montréal, Institut de recherche en politiques publiques, 1998, pp. 235-262.

¹⁰⁸ Voir aussi Pascale Dufour et Christophe Traisnel, qui proposent de définir le projet souverainiste du Québec comme un mouvement social essentiellement traversé par la convergence entre deux formes de contestations : sociales et nationalistes : DUFOUR, Pascale et TRAISNEL, Christophe, « Aux frontières mouvantes des mouvements sociaux, ou quand les partis politiques s'en mêlent. Le cas du souverainisme au Québec » *Politique et sociétés*, vol. 28, no 1, 2009, pp. 37-62.

¹⁰⁹ Pour une brève description des thématiques qui ont alimenté ce nouveau débat, voir : LABELLE, Gilles, « Une nation peut-elle se donner la Constitution de son choix ? », *Politique et sociétés*, n° 28, 1995, p. 195-196. Voir, pour un aperçu du débat et des enjeux qu'il soulève : VIBERT, Stéphane (dir.), *Pluralisme et démocratie. Entre culture, droit et politique*, Montréal, Québec Amérique, 2007.

En Ontario français, peu d’auteur(e)s franco-ontarien(ne)s ont défendu le projet d’une reconnaissance de la réalité binationale du Canada¹¹⁰; nous pouvons dire maintenant qu’il n’y plus d’auteur(s) qui défendent cette question explicitement. Pour Monica Heller, par exemple, qui adopte une approche à la fois marxisante et fondée sur le pluralisme culturel, créer des institutions réservées aux francophones en Ontario ne pourrait servir que les intérêts d’une élite ethnique fermée sur elle-même¹¹¹. Par ailleurs, on tend de plus en plus à développer des études de l’Ontario français qui font quasiment abstraction de sa spécificité, discutant de son théâtre et de sa littérature comme si les questions esthétiques avaient peu à voir avec la question nationale¹¹².

2.2 Hypothèse

Notre recherche prend à revers ces tendances récentes de la littérature en Ontario français. Par-delà la dissociation entre le social et le national que défendent des auteur(e)s contemporain(e)s, nous proposons de réfléchir à l’évènement qu’a été la grève d’Amoco comme un cas de figure où au contraire social et national convergent. C’est du moins à cette hypothèse que nous a conduite le matériau que nous avons recueilli avant de procéder à nos entretiens (lectures des publications, travail archivistique) et selon lequel la question sociale a été posée dans un cadre nationalitaire. Notre hypothèse se lit donc ainsi : *nous pouvons envisager les modalités d’interventions (avant, pendant et après la grève) des trois intellectuels que nous étudierons comme manifestant une convergence entre lutte sociale ouvrière et lutte nationalitaire.*

¹¹⁰ Mais il y a des exceptions : CARDINAL, Linda, *L’engagement de la pensée. Écrire en milieu minoritaire francophone au Canada*, op. cit.; et HOULE, François, « Citoyenneté, espace public et multiculturalisme : la politique canadienne de multiculturalisme », *Sociologie et sociétés*, vol. 31, n° 2, 1999, pp.101-123.

¹¹¹ HELLER, Monica, « La sociolinguistique et l’éducation », *Sociologies et sociétés*, vol. XXVI, n° 2, printemps 2004, pp.155-166.

¹¹² Voir par exemple : BEAUCHAMP, Hélène, BEDDOWS, Joël, *Les théâtres professionnels du Canada francophone : entre mémoire et rupture*, Ottawa, Le Nordir, 2001 ; HOTTE, Lucie et MÉLANCON, Joanne (dir.), *Introduction à la littérature franco-ontarienne*, Sudbury, Prise de parole, 2011.

2.3 Concepts

Nous allons maintenant expliciter les principaux concepts que nous allons utiliser dans notre recherche.

Comment comprendre la convergence entre le social et le national ? Si on suit Joseph Yvon Thériault et Martin Meunier, elle pourrait être conçue comme le rattachement d'un segment de l'histoire ouvrière et populaire à la mémoire collective de la nation canadienne-française. Selon ces auteurs, il existe un rapport continu à la mémoire politique et culturelle du Canada français chez les communautés francophones en situation minoritaire, plus précisément un rapport à l'« intention vitale¹¹³ » du Canada-français. Celle-ci est décrite comme s'actualisant dans des pratiques (capacité de « faire société ») et dans l'imaginaire des communautés francophones hors Québec, du fait qu'une « trace¹¹⁴ » mémorielle perdurerait chez elles. Cette « trace » peut être comprise comme les fragments, les restes de « l'intention vitale », qui peuvent être projetés et reprises dans des revendications qui se manifestent à différents niveaux (dans des publications, dans les milieux intellectuels, ou encore sur la scène politique, où elles peuvent prendre des formes qui vont de la représentation politique à la contestation). Dans le contexte de l'Ontario, la défense de la langue est le facteur le plus déterminant pour décrire la culture politique traditionnelle des communautés francophones de cette province, communautés dispersées qui ne forment pas une société unique, mais conservent cependant ainsi toujours un lien avec la mémoire nationale du Canada-français.

L'approche théorique qui nous semble la plus adaptée pour explorer la possible convergence entre le social et le national et notre corpus d'étude s'inspire du concept de

¹¹³ THÉRIAULT, Joseph Yvon et MEUNIER, E.-Martin, « Que reste-t-il de l'intention vitale du Canada français? », dans THÉRIAULT, Joseph Yvon, GILBERT, Anne, et L. CARDINAL (dir.), *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada : nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*, op. cit., pp. 205-232.

¹¹⁴ THÉRIAULT, Joseph Yvon, « Le Canada français comme trace », dans THÉRIAULT, Joseph Yvon et MEUNIER, E.-Martin (dir), *Les impasses de la mémoire*, Montréal, Fides, 2007, p. 214.

« nationalitaire ». Chez Thériault et Meunier¹¹⁵, ce concept cherche à saisir ce qui relève de l'identitaire tout en se situant entre deux réalités, celle de l'« ethnie » et celle de la « nation ». Une intention « nationalitaire » consiste en un effort de faire perdurer un projet politique et sociétal (dimension nationaliste), ne négligeant pas par ailleurs la culture, la tradition et même le folklore (dimension plutôt ethnique), qui constituent son enracinement historique. Parmi plusieurs définitions du concept de « nationalitaire », nous nous inspirerons de celle qui suppose une « expurgation des connotations étatiques et de la filiation bourgeoise pour devenir le fondement du social en tant que communauté historique et culturelle¹¹⁶ » proposée par Louis Quéré. Dans la même veine, la notion de « nationalitaire » chez Alain Dieckhoff puise, tout comme chez Quéré, dans des mouvements « régionalistes » français des années 1960. Ceux-ci ont tenté de se démarquer du projet nationaliste français jugé trop « centralisateur » en défendant leurs spécificités culturelles (les argots régionaux par exemple) et leurs besoins d'autonomie institutionnelle (surtout dans le domaine de l'éducation).

Le concept de « nationalitaire » nous semble pouvoir s'accorder avec celui d'« imaginaire national » forgé par Benedict Anderson, qui décrit comment une communauté politique conserve une aspiration à la continuité de sa culture et de son histoire. Anderson insiste, en effet, sur l'importance des « artefacts culturels¹¹⁷ », qui varient selon les époques, les lieux et les milieux sociaux et qui permettent un sentiment d'appartenance de l'individu au collectif (ce que l'on peut aussi rapprocher de la définition wébérienne du nationalisme en tant qu'« éthique normative¹¹⁸ »). Tel qu'Anderson le rappelle avec force, le recours au récit est incontournable dans la modernité occidentale (autant pour les collectivités qu'au niveau de l'individu), afin

¹¹⁵ THÉRIAULT, Joseph Yvon et MEUNIER, E.-Martin, « Que reste-t-il de l'intention vitale du Canada français? », *op. cit.*, p.17-18.

¹¹⁶ QUÉRÉ, Louis, *Jeux interdits à la frontière*, Paris, Éditions Anthropos, 1978, p. 24.

¹¹⁷ ANDERSON, Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La découverte, 1996 [1983], p. 18.

¹¹⁸ WINTER, Elke, *Max Weber et les relations ethniques. Du refus du biologisme racial à l'État multinational*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p. 131.

d'assurer une continuité du rapport à l'histoire, qui n'est plus garanti¹¹⁹. Il va sans dire que la corrélation entre le rapport à l'histoire et le récit oral en tant que transmetteur d'une mémoire collective nous interpelle particulièrement dans notre recherche.

Par ailleurs, nous nous inspirerons du concept d'« intellectuel organique » formulé par Antonio Gramsci afin de comprendre le rôle que Jean-Marc Dalpé, Serge Denis et Richard Hudon ont joué autour de la grève d'Amoco. Selon Gramsci, l'« intellectuel organique » se définit par la distance qu'il prend vis-à-vis de la classe sociale qui exerce l'hégémonie en se posant comme organisateur et producteur d'un savoir qui tient à l'« auto-conscience critique¹²⁰ » qu'il développe et qu'il cherche à faire partager aux classes dominées. Ces trois acteurs n'ont pas uniquement contribué à l'avancement des idées « progressistes » dans leurs milieux respectifs, ils ont, selon nous, agi concrètement auprès des grévistes et dans l'espace public en prenant position à plusieurs reprises face aux injustices que subissaient selon eux les couches ouvrières et populaires de l'Ontario français et en dénonçant l'attitude des « élites » de Hawkesbury et des dominants. Pour Gramsci,

« la façon d'être du nouvel intellectuel ne peut plus consister dans l'éloquence, agent moteur extérieur et momentané des sentiments et des passions, mais dans le fait qu'il se mêle activement à la vie pratique, comme constructeur, organisateur, 'persuadeur permanent' parce qu'il n'est plus un simple orateur¹²¹. »

Dans le meilleur des cas, les intellectuels organiques œuvrent à élaborer des « idéologies organiques¹²² » qui, en se situant sur le « terrain de [la] lutte¹²³ », visent à la définition d'une « vision du monde commune » pouvant contribuer à engendrer une « réforme intellectuelle et morale¹²⁴ » et à construire une « contre-hégémonie ».

¹¹⁹ ANDERSON, Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, op. cit., p. 205.

¹²⁰ PIOTTE, Jean-Marc, *La pensée politique de Gramsci*, Montréal, Éditions Parti Pris, 1970, p. 25.

¹²¹ GRAMSCI, Antonio, « La formation des intellectuels », *Problèmes de civilisation et de culture, Cahiers 1930-1935*, p. 5 (www.marxists.org/francais/gramsci/intell/intell1.htm).

¹²² MOUFFE, Chantal, « Hegemony and ideology in Gramsci », dans MOUFFE, Chantal (dir.), *Gramsci and Marxist theory*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1979, p. 186.

¹²³ *Ibid.*, p. 185.

¹²⁴ PIOTTE, Jean-Marc, *La pensée politique de Gramsci*, op. cit., p. 60.

À la lumière du concept d'intellectuel organique, nous nous demanderons si les interventions accomplies par nos trois acteurs autour de la grève d'Amoco ont contribué à la formation d'une nouvelle « conscience » supposant que l'on s'intéresse à la réalité socio-économique de la frange ouvrière et populaire des communautés francophones de manière à transformer la représentation qu'on se fait de l'Ontario français. En d'autres mots, nous nous demanderons dans notre recherche si les idées « progressistes » et socialistes, objectivées dans les publications et les actions entreprises par les trois acteurs selon les modes d'intervention qui leur sont propres, ont agi comme vecteur d'une « vision commune du monde », germe d'une nouvelle conscience collective partagée.

Il ne faut pas croire par ailleurs que jouer le rôle d'intellectuel organique veut dire simplement procéder à l'« éducation », de l'extérieur, des couches ouvrières et populaires. Plutôt, il faudrait dire selon nous que les trois acteurs retenus ayant agi à un moment où l'objectivité catégorielle de la classe ouvrière était incontestable, ont cherché à rendre visible la réalité ouvrière à ceux qui l'ignoraient. En ce sens, on pourrait suggérer que les méthodes utilisées par ces trois acteurs peuvent être comprises sous l'angle de la « *praxis* ». Par ce concept, nous entendons une activité ou un mouvement qui prend pour objet la société considérée comme une « totalité » et qui vise sa transformation en partant des tensions ou des contradictions qui la traversent. Cela signifie que la *praxis* est une action sur les « formes » qui donnent consistance à la société, c'est-à-dire sur les rapports sociaux et les institutions¹²⁵. Historiquement, ce concept a suscité un grand engouement dans les milieux universitaires lorsqu'il a été question de décrire la

¹²⁵ Cette définition s'inspire de la pensée de Georg Lukács (auteur que nous ne prétendons pas maîtriser complètement) dans son ouvrage : *Histoire et conscience de classe*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1960. Voici quelques extraits significatifs et qui nous ont inspirée : « Étude concrète, cela signifie donc : rapport à la société comme totalité. Car c'est seulement dans ce rapport que la conscience, que les hommes peuvent à chaque moment avoir de leur existence, apparaît dans ses déterminations essentielles » (p.72) ; « La supériorité du prolétariat sur la bourgeoisie, qui lui est par ailleurs supérieur à tous les points de vue : intellectuel, organisationnel, etc., réside exclusivement en ce qu'il est capable de considérer la société à partir de son centre, comme un tout cohérent, et, par suite, d'agir d'une façon centrale, en modifiant la réalité ; en ce que, pour sa conscience de classe, théorie et *praxis* coïncident, en ce que, par suite, il peut jeter dans la balance de l'évolution sociale sa propre action comme facteur décisif » (p.94). Voir également l'utilisation du concept, dans une perspective humaniste chrétienne, par GRAND'MAISON, Jacques, *Vers un nouveau pouvoir*, Montréal: Éditions Hurtubise HMH, 1969.

portée révolutionnaire conférée au mouvement ouvrier en tant que « mouvement social total¹²⁶ » et « grand récit ». Dans la foulée de 1968 et en réaction à la délégitimation progressive des idées de gauche, parallèlement à la critique du communisme et du socialisme, plusieurs intellectuels ont pris leur distance face à ce « grand récit » en soulignant l'importance de s'intéresser plutôt à la « diversité » des luttes¹²⁷. À l'encontre de cette attitude, notre recherche considère plutôt que la question sociale et la question nationale ont permis, autour de la grève d'Amoco, de dresser conjointement un « tableau d'oppression », face auquel il y a eu émergence de formes de résistances et de tentatives de dépassements (dans un contexte marqué par le néonationalisme et la montée des forces de gauche au Québec, qui ont eu des répercussions en Ontario français pendant une certaine période).

Nous procéderons dans les trois chapitres suivants, consacrés à l'analyse de notre matériau, à une première analyse qui vise à démontrer comment Dalpé, Denis et Hudon ont mis en évidence les liens entre les effets d'aliénation engendrés par l'expansion du mode de production industrielle capitaliste et les facteurs culturels et historiques, qui permettaient selon eux de rapprocher l'expérience des grévistes d'Amoco de celles vécues par d'autres communautés ouvrières et populaires franco-ontariennes.

¹²⁶ DUBET, François, *Sociologie de l'expérience*, op. cit.

¹²⁷ WIEVIORKA, Michel, *Raison et conviction : l'engagement*, Paris, Les Éditions Textuel, 1998, p. 25.

Chapitre 3 : Exposition de nos deux approches méthodologiques

Dans le chapitre précédent, nous nous sommes intéressée à l'aspect théorique de notre problématique de recherche en exposant des courants de pensée qui supposent qu'il y a une convergence entre la question sociale et la question nationale. Cela nous a amenée à constater à quel point l'imbrication pratique de ces deux questions – dans la formulation d'un projet de société – est apparue difficile, du fait des divergences entre ceux qui se sont prêtés à l'exercice de sa théorisation. De façon plus large, cette difficulté représente un des défis majeurs de la pensée sociologique contemporaine, qui doit répondre à cette question : pourquoi la question sociale et la question nationale sont-elles désormais perçues dans les sociétés occidentales comme dissociées voire foncièrement incompatibles ? Nous voudrions maintenant nous pencher sur l'aspect méthodologique de notre recherche, dans le but d'exposer les intuitions théoriques qui nous ont accompagnée pendant l'accomplissement du volet empirique de notre travail : les entretiens.

Ce chapitre sera consacré à la présentation des deux approches méthodologiques complémentaires auxquelles nous avons eu recours pour alimenter à la fois notre réflexion théorique et notre recherche empirique. Premièrement, nous allons décrire l'approche socio-historique, alimentée par nos recherches archivistiques et littéraires, qui nous a aidée à situer les interventions des trois acteurs par rapport à la conjoncture historique. Les informations recueillies nous ont alors permis, dans notre premier chapitre, de donner un aperçu historique de la grève selon différentes perspectives ou points de vue (les médias, les publications académiques, les correspondances personnelles). Cette approche nous a également aidée à déterminer les balises et les thématiques autour desquelles nous avons structuré nos entretiens. Deuxièmement, nous décrirons l'approche ethnosociologique inductive employée lors de nos entretiens, qui s'inspire des écrits de François Dubet. Nous nous attarderons à présenter tant les méthodes d'enquête que

la théorie associées à cette approche.

En ce qui concerne la dimension déontologique, mentionnons que notre recherche s'inscrit dans les travaux de l'Alliance de recherche université-communauté (ARUC) sur le thème des savoirs de la gouvernance communautaire. Notre travail permettra de documenter la dimension « engagement » des travaux de l'Alliance.

3.1 Approche socio-historique

En simplifiant, on peut dire que la socio-histoire constitue un domaine de recherche au sein duquel convergent les principes fondateurs de deux démarches, soit la recherche archivistique en histoire, qui est « destinée à comprendre et non à juger les actions humaines » à l'aide de la documentation existante, couplée à l'étude des rapports de pouvoirs et des liens relationnels qui constituent la société¹²⁸. Faire usage d'une approche socio-historique pour procéder au dépouillement des archives nous a permis d'en arriver à un aperçu des interventions accomplies par les trois acteurs et des événements auxquels ils ont participé ou qui se déroulaient en parallèle.

La période historique que nous avons délimitée pour notre recherche archivistique correspond aux années 1970-1990. Les archives consultées sont logées au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF) : ce sont les Fonds du Théâtre de la Vieille 17, les Fonds de Richard Hudon et les Fonds de l'ACFO¹²⁹. Nous avons été agréablement surprise, en particulier, de découvrir nombre de documents pertinents au sein des Fonds d'archives de Richard Hudon.

¹²⁸ NOIRIEL, Gérard, *Introduction à la socio-histoire*, Paris, Éditions la Découverte, 2006, p. 14.

¹²⁹ Les publications et procès verbaux officiels de l'ACFO se trouvent dans les boîtes C2 (6) 38/23-28 des Fonds d'archives de l'ACFO. Les informations concernant l'organisation des colloques régionaux des travailleurs et travailleuses et les revendications officielles et procès-verbaux publiés postérieurement à ces événements se trouvent dans les boîtes d'archives du Fonds de Richard Hudon. Les coupures du journal *Le temps* publiées durant la période qui nous concerne et portant sur les thématiques pertinentes ont été soigneusement archivées dans le Fonds de Richard Hudon.

Ces fonds regorge de traces mémorielles¹³⁰ et de textes reliés (directement et indirectement) à la grève d'Amoco, plusieurs ayant été rédigés par Hudon lui-même, par Denis et par Dalpé. Alors que nous étions plongée dans les archives de ces fonds dans l'objectif d'approfondir nos connaissances sur la carrière d'Hudon au Collège Algonquin et sur son rôle dans la grève d'Amoco, nous y avons ainsi découvert des publications de Dalpé dans le journal *Le Temps* (le journal officiel de l'ACFO) et des documents qui révèlent la participation de Denis à des projets conjoints avec Hudon¹³¹. Ces entrecroisements et recoupements ont été pour nous une démonstration de la fécondité heuristique de la recherche archivistique.

Nous avons également consulté avec profit les publications internes et notamment les correspondances échangées entre les administrateur(trice)s de l'ACFO et les représentant(e)s du Comité sectoriel de travail de l'ACFO. Ces correspondances offrent, entre autres, des informations relatives à l'organisation des six « colloques régionaux des travailleurs et travailleuses » qui se sont tenus simultanément le 11 juin 1983 et du colloque provincial qui a eu lieu à Sudbury les 17, 18, 19 juin 1983. Nous avons aussi consulté la liste des revendications qui ont été discutées dans ces colloques et les procès-verbaux qui leur ont fait suite, ainsi que les documents relatifs aux rencontres organisées par le Comité sectoriel du travail de l'ACFO (1983-1986). Nos recherches archivistiques nous ont permis de constater à quel point les interventions des trois acteurs que nous avons retenus pour notre enquête, effectuées durant et postérieurement à la grève, se sont inscrites dans la trame des événements associés aux premières tentatives visant à s'assurer que la voix des travailleur(euse)s soit entendue et prise en compte dans l'une des associations canadiennes-françaises les plus politisées de l'époque, l'ACFO. Cette tentative

¹³⁰ Vu le temps limité dont nous disposions, l'intégralité de ce fonds n'a pas été explorée. Nous invitons les chercheur(euse)s qui s'intéressent aux thématiques mentionnées dans ce travail à y recourir vu le potentiel archivistique qui s'y trouve.

¹³¹ Ces projets ont été mentionnés dans le chapitre 1 de notre thèse et concernent leur participation conjointe au Comité sectoriel de travail de l'ACFO et la publication intitulée *Les francophones tels qu'ils sont* (GUINDON, René, LEBRUN, Denis, W. THIFFAULT et L. ÉMOND (dir.), *Les Francophones tels qu'ils sont : regard sur le monde du travail franco-ontarien*, Ottawa, Association canadienne-française de l'Ontario, 1986 [1985]).

institutionnelle occupera une place importante dans l'analyse que nous proposons, et qui suivra les chapitres portant sur les entretiens réalisés avec les trois acteurs.

Les références socio-historiques de la période 1970-1990 qui sont apparues lors de nos recherches archivistiques ont agi comme des « filtres » au travers desquels nous avons posé des balises et formulé des « thèmes encadreurs » pour mener à bien nos entretiens. Nous avons ainsi cherché à nous donner un « appui didactique », afin de guider l'apprentie sociologue que nous sommes, de manière à assurer un déroulement fluide des entretiens semi-dirigés. Ces « appuis didactiques » ont pris la forme de tableaux (un pour chaque acteur) relevant distinctement les principales dimensions analytiques qui nous sont apparues nécessaires pour conduire nos entretiens et en tirer le maximum d'informations. Ces dimensions forment ce que nous appelons des « thèmes encadreurs », c'est-à-dire des références socio-historiques et théoriques à la fois propres aux modalités d'interventions de chacun et renvoyant à des ensembles historiques plus larges. Nous avons ainsi abordé nos entretiens en nous servant, premièrement, d'une série de dates renvoyant aux activités de l'acteur durant et postérieurement à la grève. Deuxièmement, sur un plan qu'on peut appeler « micro-conjoncturel », nous avons repéré les idées qu'on peut associer aux activités de l'acteur et éventuellement à ses œuvres, à la fois dans le souci de l'amener à détailler éventuellement plus en profondeur (les arguments, les circonstances) ses propos, et afin de l'amener à mettre en rapport sa voix et ses interventions avec celles d'autres auteurs qui ont participé aux mêmes activités ou qui les ont interprétées à distance (de manière, en somme, à rappeler à l'acteur quelle position fut la sienne). Troisièmement, nous avons formulé des questions provisoires susceptibles de nous aider à relancer la discussion après les premiers échanges tout en tissant des liens entre la dimension d'analyse « micro-conjoncturelle » et une autre que nous pouvons désigner comme « macro-conjoncturelle ». Par cette dernière, nous entendons le rappel de la conjoncture politique de l'événement qui nous intéresse, qu'on la

saisisse sur les plans régional, provincial, national ou international et qu'il s'agisse de faits historiques ou de courants idéologiques dont on discutait alors.

3.2 Approche ethnosociologique inductive

L'utilisation d'une approche inductive lors de nos entretiens s'explique par notre volonté d'accorder une importance cardinale aux points de vue des acteurs. Faire appel, pour la première fois depuis plus de trente ans, à leur mémoire à propos de leurs interventions relatives à la grève d'Amoco de 1980 a conduit les trois acteurs choisis à se prêter à un exercice de réflexivité qui nous a aidée à mieux faire apparaître les liens entre le social et le national, qui sont logés au cœur de notre question de recherche. Cette approche de « réflexivité provoquée et observée¹³² » à l'échelle individuelle en sociologie illustre la capacité de l'acteur social à réfléchir et même à théoriser sa situation singulière. La fécondité épistémologique d'une telle démonstration de réflexivité tient selon nous à la valeur des analyses élaborées au niveau de l'individu, qui contribuent à l'innovation en sociologie, au moment où il apparaît que les déterminations sociales traditionnelles ne suffisent plus à expliquer les expériences vécues¹³³.

L'entretien semi-dirigé, qui repose sur un postulat d'échange se distinguant des va-et-vient rituels de l'entrevue dirigée, est propice lorsqu'il s'agit de créer une ambiance familière afin de mettre à l'aise des acteurs à qui nous demandons de se remémorer des faits, des sentiments, voire des souvenirs sans préparation préalable¹³⁴. Comme il y avait peu de contraintes en matière de temps et de thématiques à aborder, il a souvent été possible pendant les entretiens de revenir à plusieurs reprises sur un thème. Ce montage lent de significations, celles-ci surgissant par

¹³² Nous pensons notamment à l'approche dite de l'« intervention sociologique », introduite par Alain Touraine. Cette méthode de recherche peut se décrire brièvement comme un plaidoyer pour la production de savoirs sociologiques sur l'action sociale développée à partir des échanges entre analyseurs et analysés. François Dubet, disciple de l'école d'Alain Touraine, a positivement été influencé par cette méthode.

¹³³ HAMEL, Jacques, « De la nature réflexive de la sociologie et de la disparition de son objet », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. XLV, n° 139, 2007, pp. 45-46.

¹³⁴ Les trois acteurs nous ont indiqué qu'ils n'ont pas revu les publications ou matériaux renvoyant aux actions qu'ils ont accomplies autour de la grève après nos premières prises de contact avec eux.

intermittence, nous a ainsi paru semblable à un délicat exercice de construction d'un édifice. Nous avons rencontré deux des trois acteurs chacun une fois pour une durée d'environ une heure et demie ; Richard Hudon, pour sa part, nous a proposé de poursuivre notre discussion une deuxième fois pour la même durée. Afin de satisfaire notre désir de mener les entretiens selon une approche inductive, en cherchant toutefois à éviter que les discussions ne dérapent, les « thèmes encadreurs » évoqués par la chercheuse lors des entretiens ont servi à garantir autant que faire se peut la pertinence des échanges pour notre recherche. En utilisant ces « thèmes encadreurs », notre objectif a été de provoquer avec les trois acteurs un débat, d'où pourraient surgir leurs réflexions sur le sens qu'ils accordent aux « actions » réalisées autour de la grève d'Amoco, tout en les situant sur une échelle plus large. Bref, notre démarche a consisté à nous intéresser d'abord à l'action pour ensuite mieux saisir son contexte.

L'approche méthodologique que nous avons utilisée durant les entretiens prend principalement modèle sur les travaux de François Dubet. Sa contribution théorique à la recherche qualitative repose sur l'importance analytique qu'il accorde aux expériences des individus, racontées par eux-mêmes, qui sont récoltées par le chercheur par le moyen d'une discussion ou d'un entretien. L'objectif est de démontrer comment les acteurs « ordinaires » sont capables de réflexions proprement sociologiques. Tout en étant consciente que nos entretiens avaient lieu avec des acteurs qui ont déjà effectué des études sur l'objet de notre recherche et qui ont donc la distance nécessaire pour l'analyser, nous nous sommes référée à la notion d'« expérience sociale » de Dubet, en tentant de tenir compte de l'avertissement de l'auteur, qui rejette les tentatives d'explication des actions par des logiques « unitaires » ou pures ou qui supposent une causalité réductrice.

Dubet s'intéresse aux « logiques d'action » qui animent les acteurs¹³⁵ dans leur « expérience sociale », celle-ci étant considérée comme un travail, individuel et social, de formation de soi, entrepris par un acteur dans l'espoir de devenir le sujet de sa propre vie¹³⁶. Le point de départ d'une analyse de l'« expérience sociale » est ainsi l'observation de la réflexivité manifestée par un acteur ; c'est la raison pour laquelle Dubet accorde une grande importance à la rencontre entre le chercheur et l'acteur en tant qu'elle donne lieu à des « connaissances partagées »¹³⁷.

Au cours des trois entretiens, la chercheuse a ainsi, à son grand étonnement, été souvent elle-même invitée à plusieurs reprises à exprimer quelles significations elle accordait à plusieurs concepts ainsi qu'à certains événements historiques inclus dans les « thèmes encadreurs ». Nous allons accorder de l'attention dans les prochains chapitres à cette façon d'échanger qui a donné lieu à des conversations vivantes et animées. Ces « renvois » vers la chercheuse témoignent non seulement de la souplesse ou de la fluidité de la discussion, mais peuvent être aussi interprétés, suivant les cas, soit comme un recours apparaissant nécessaire à l'interlocuteur en situation de « trou de mémoire » (un phénomène récurrent pendant les entretiens), soit comme un moyen de détourner la thématique discutée ou encore comme le désir d'établir une relation de confiance, par exemple lorsque l'acteur semblait réticent à vouloir se positionner selon ses convictions politiques actuelles.

Suivant Dubet, les éléments d'analyse qui ressortent des entretiens ont pour finalité de dégager le sens d'une action et d'une expérience en considérant les conditions sociétales qui les ont influencées.¹³⁸ En ce sens, ce sociologue s'oppose à la vision longtemps défendue par la sociologie classique, selon laquelle l'acteur serait déterminé par les rôles qui le lient

¹³⁵ Un « acteur » chez Dubet peut être à la fois un individu ou un acteur collectif.

¹³⁶ DUBET, François, *À quoi sert vraiment un sociologue?*, Paris, Éditeur Armand Colin, 2011, p.103.

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ DUBET, François, *Sociologie de l'expérience*, *op. cit.*, p. 243.

« organiquement » à la société, celle-ci étant conçue comme une « unité fonctionnelle¹³⁹ ». Il soutient que cette image de la société est en fait aussi réductionniste que celle des précurseurs de la sociologie, selon lesquels l'individu logé hors le monde était considéré, plutôt que la communauté, comme le centre de la représentation de la vie sociale¹⁴⁰. Aussi s'oppose-t-il également à des théories sociologiques récentes, qui stipulent que chaque individu dans sa singularité est possesseur de la capacité de s'« auto-construire » subjectivement lorsqu'il est placé devant les conditions particulières, les aléas relationnels et les enjeux collectifs de la vie moderne qu'il doit « éprouver »¹⁴¹. Selon Dubet, l'« action » se décline plutôt sur deux plans simultanément: d'une part, elle naît d'une orientation subjective et, d'autre part, elle prend forme à partir d'une relation avec autrui dans un contexte social donné. L'entremêlement des sources originelles de l'action donne ainsi lieu à différentes « logiques d'action », qui sont autant de manières spécifiques pour l'acteur de se situer face aux dimensions des différents systèmes¹⁴² composant la société. Les actions sont rarement le produit d'une seule logique, puisque l'acteur contemporain ne peut plus être considéré comme souscrivant aveuglément - sans distance critique - aux normes de la société et aux rôles auxquels il est rattaché : « L'hétérogénéité des principes de l'action, écrit Dubet, renvoie à celle du système et à l'hétérogénéité même des mécanismes de la “détermination” des logiques de l'action¹⁴³ ». Au final, Dubet défend ainsi une conception selon laquelle l'individu oscille toujours entre sa capacité d'être un acteur qui prend une distance à l'égard de la société – par l'entremise de l'action – et un être qui ne parvient que difficilement à devenir le sujet de sa propre vie, en raison des systèmes de domination et de l'aliénation dont il ne peut être complètement exempt.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 46.

¹⁴⁰ DUMONT, Louis, *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, ?dition du Seuil, 1983.

¹⁴¹ MARTUCELLI, Danilo, *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006.

¹⁴² Nous ne nous attarderons pas à définir plus en détail ces systèmes ; mentionnons simplement qu'ils représentent les sources structurelles des liens de causalité desquelles sont issus les processus qui constituent les logiques d'action (DUBET, François, *Sociologie de l'expérience*, *op. cit.*, p.136).

¹⁴³ *Ibid.*

En résumé, nous aurons donc recours dans notre travail à la notion d'« expérience sociale » dans l'optique d'explorer les façons dont les trois témoins interviewés décrivent le sens qu'ils accordent à leurs interventions respectives durant et autour de la grève. Il s'agit donc d'une auto-analyse de leur « action » (un concept qui, dans le cadre de cette recherche, est interchangeable avec celui d'« intervention », qui inclut à la fois les publications et les gestes « concrets » posés par les acteurs), celle-ci apparaissant, au terme de nos entretiens, comme rien de moins que le fruit du partage des connaissances qui s'y est produit. Conformément à la définition de l'« expérience sociale » avancée par Dubet, nous verrons que le sens conféré par les trois acteurs aux actions dans lesquelles ils se sont engagés en relation avec la grève n'est pas sédimenté dans des « logiques d'action » univoques, facilement distinguables et repérables (autant pour eux que pour la chercheuse). Il ne s'agit donc aucunement d'en arriver à une image glorifiante¹⁴⁴ au terme des réflexions et des connaissances que nous aurons partagées avec eux (cela, même si le choix de centrer notre recherche sur l'expérience de ces trois acteurs fut sans doute influencé au départ par un sentiment d'admiration de notre part). Considérer les actions comme l'objectivation de plusieurs logiques qui se présentent comme entremêlées les unes aux autres a certainement facilité l'adoption d'une posture fondée sur l'écoute et sur l'ouverture face aux différentes pistes analytiques qui nous sont apparues lors de l'écoute des fichiers audio enregistrés durant les entretiens.

*

Les deux méthodes de recherche dont nous venons de parler ont été choisies afin de nous permettre de juxtaposer notre regard à ceux des trois acteurs retenus en distinguant trois moments analytiques : un premier, constitué par l'analyse des écrits publiés par ces trois intellectuels autour de la grève d'Amoco et des archives qui permettent de donner un aperçu de la conjoncture

¹⁴⁴ Plusieurs ouvrages sociologiques s'intéressant à l'« engagement » des intellectuels ou des « leaders » adoptent souvent cette perspective.

socio-historique dans laquelle ces publications s'inscrivent ; un deuxième, constitué par l'analyse des réinterprétations, trente ans plus tard, par ces trois acteurs, des actions qu'ils ont menées autour de la grève; et un troisième, constitué par l'analyse des entretiens à la lumière de notre question de recherche.

Chacun des trois chapitres d'analyse qui traiteront des entretiens effectués avec Dalpé, Hudon et Denis débutera par une présentation du corpus spécifique à chaque acteur. Ce corpus a servi à justifier, préalablement aux entretiens, l'importance accordée à ces acteurs et à situer leurs interventions dans leur contexte à l'aide d'une approche socio-historique (ainsi que nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent). Cette description du contexte à partir duquel s'est profilée la modalité d'intervention de chaque acteur se limite généralement à une description du cadre institutionnel dans lequel chacun œuvrait durant la période qui nous concerne.

La majeure partie de nos trois chapitres d'analyse se consacrera à la présentation des données récoltées lors des entretiens (ce qui ne nous empêchera pas de préciser les idées et les concepts théoriques qui ont façonné notre regard préalablement à ceux-ci). Étant donné que le modèle d'entretien utilisé pour cette recherche s'inspire d'une approche ethnosociologique inductive, nous avons inclus dans les trois prochains chapitres de très nombreux extraits tirés des discussions de manière à restituer, autant que possible, leur « fil conducteur ». En évitant de citer des segments isolés tirés des entretiens, nous avons ainsi voulu montrer le partage de connaissances qui a eu lieu pendant ceux-ci.

Nos chapitres s'appuient sur une structure qui distingue la période qui renvoie directement au mouvement de grève qui nous intéresse et une autre qui concerne la situation actuelle des Franco-Ontarien(ne)s. Passons maintenant aux trois chapitres de notre thèse qui se concentrent sur les entretiens que nous avons réalisés.

Chapitre 4 : Analyse de l'entretien effectué avec Jean-Marc Dalpé

4.1 Premier regard sur les écrits de Jean-Marc Dalpé et le contexte institutionnel de l'émergence du « théâtre franco-ontarien »

Le 27 juin 1980¹⁴⁵, Jean-Marc Dalpé et les autres membres fondateurs du Théâtre de la Vieille 17 ont, par solidarité, spontanément offert une prestation (préparée peu de temps avant, à l'aide de témoignages de grévistes) sur le piquet de grève maintenu par les grévistes d'Amoco¹⁴⁶. Une année plus tard¹⁴⁷, le duo formé par Jean-Marc Dalpé et Brigitte Haentjens rédige la pièce *Hawkesbury Blues*. Cette « comédie musicale et sociale¹⁴⁸ » présente la trame de l'histoire industrielle d'Hawkesbury et celle de plusieurs autres « company towns » majoritairement franco-ontariennes qui ont connu un développement industriel d'origine « exogène¹⁴⁹ ». Dans le cas de Hawkesbury, comme nous l'avons mentionné dans notre introduction, cette situation coloniale est à l'origine de la migration des travailleurs et travailleuses francophones venus s'engager au moulin à scie implanté à l'île du Chenail, terre originelle à partir de laquelle s'est fondée la ville telle que nous la connaissons aujourd'hui. Les protagonistes de *Hawkesbury Blues* représentent ainsi les ouvriers comme les héritiers d'une longue histoire d'assujettissement des travailleurs et travailleuses francophones, du fait notamment d'un système d'endettement entretenu au départ par les familles propriétaires du moulin à scie sur l'île du Chenail¹⁵⁰ et transmis – culturellement – par les habitudes de surconsommation liées au fonctionnement du

¹⁴⁵ Information tirée de l'Annexe E de *Une communauté en colère : La grève contre Amoco Fabrics à Hawkesbury en 1980, op. cit.* p. 270.

¹⁴⁶ Souvenirs racontés par Dalpé dans le film *Le cri du silence*, réalisé par BISAILLON, Yves et COLLINS, Alan (production/réalisation), avec la participation financière du Conseil des arts de l'Ontario, de la Société de développement de l'industrie cinématographique de l'Ontario et de Téléfilm Canada et en collaboration avec TV Ontario, 1991.

¹⁴⁷ Information tirée du document intitulé « Horaire du spectacle Hawkesbury Blues », C142-1/8/48, Fonds d'archives du Théâtre de la Vieille 17.

¹⁴⁸ Titre du document diffusé par le Théâtre de la Vieille 17 pour faire la promotion des spectacles et du volet « animation » offert par la troupe. Document situé dans le dossier de presse consulté sur les lieux du Théâtre de la Vieille 17 en octobre 2011.

¹⁴⁹ Expression empruntée de Jacques Palard, qui oppose un tel développement au parcours – très exceptionnel – des villes ou des régions d'origine canadienne-française qui ont connu historiquement un développement industriel endogène, telles que la Beauce. PALARD, Jacques, *La Beauce inc. Capital social et capitalisme régional*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2009, p. 18.

¹⁵⁰ « Les frères Hamilton exerçaient une emprise patronale sur les gens du Chenail. Au tout début, tout leur appartenait, aussi bien l'usine que les maisons et le magasin général, ils ont conservé cette emprise sur la ville pendant plus d'un siècle, se déléguant l'entreprise familiale ». Citation tirée du document intitulé « Brève histoire du développement industriel à Hawkesbury », C142-1/8/50, Fonds d'archives du Théâtre de la Vieille 17.

capitalisme moderne. Le refrain percutant de la chanson d'ouverture de la pièce donne une idée du ton de la pièce :

Hawkesbury, Hawkesbury
pour des cennes à goût de famine
vend son corps à la C.I.P
Hawkesbury, Hawkesbury,
Le cul moulé dans sa paire de jeans
se paye sa mort made in U.S.A
se paye sa mort made in U.S.A¹⁵¹

Outre la mise en scène de la situation socio-économique de Hawkesbury et des effets quotidiens qui en résultent (domination masculine, chômage, pauvreté, analphabétisme, etc.), la pièce se termine avec une lueur d'espoir, symbolisée par la prise de conscience du personnage de Louise, qui, en participant activement à la grève dans son usine et en larguant son mari machiste, se transforme en héroïne. Le cas de ce personnage n'est pas unique, le militantisme syndical marquant de manière très significative les parcours de nombreux personnages féminins présentés dans les deux pièces co-écrites par le duo Haentjens-Dalpé, *Hawkesbury Blues* (1982) et *Nickel. Une histoire d'amour sur fond de mines* (1984).

Les interventions théâtrales présentées par Dalpé et les comédiens du Théâtre de la Vieille 17 sur les piquets de grève en face de l'usine d'Amoco ainsi que les représentations de la pièce *Hawkesbury Blues*, accueillies sur plusieurs scènes en Ontario et au Québec et dans les écoles publiques primaires¹⁵², sont le signe de ce que l'intervention artistique peut aussi être une forme de critique radicale de la société. Dans *Le cri du silence*, un film documentaire biographique sur Jean-Marc Dalpé produit en 1990, ce dernier relève d'ailleurs l'importance que l'expérience de Hawkesbury a eue sur sa carrière artistique : « Mon intervention à Amoco a provoqué *Hawkesbury Blues* et une direction politique à mon travail, soit le souci de démontrer que la

¹⁵¹ DALPÉ, Jean-Marc et HAENTJENS, Brigitte, *Hawkesbury Blues*, Sudbury, Prise de parole, 1982, p. 6.

¹⁵² Accompagnées d'un matériel pédagogique rappelant l'histoire de l'exploitation forestière et par extension celle des « canayens-français ». « [A]près chaque spectacle, nous animons un échange avec le public pour approfondir le thème soulevé durant la représentation et à la fin du spectacle ou de la tournée nous remettons un rapport thématique à l'organisme » (Information tirée du document intitulé « Horaire du spectacle Hawkesbury Blues », C142-1/8/48, Fonds d'archives du Théâtre de la Vieille 17).

francophonie en Ontario n'est pas monolithique. Il existe des classes sociales avec des laissés-pour-compte¹⁵³. »

Les pièces de théâtre et la poésie écrites par Dalpé au début des années 1980 visent non seulement un large public, de par son usage d'un langage fidèle à celui employé parmi les couches populaires franco-ontariennes, mais elles cherchent aussi à conscientiser les personnes issues des milieux sociaux plus aisés sur la réalité des travailleurs et travailleuses. Le poème intitulé « Gerry Brault¹⁵⁴ », publié dans la revue *Le temps* en décembre 1981, dépeint avec morosité le triste quotidien d'un ouvrier qui doit travailler durant les vacances de Noël et les conditions misérables qu'il subit afin de joindre les deux bouts. Ce poème a suscité un réel débat sur la réalité des conditions de vie des ouvrier(ère)s dans le journal hebdomadaire de Hawkesbury, *Le Carillon*. En fait, ce débat a révélé la divergence radicale des points de vue entre l'éditeur en chef et propriétaire de ce journal et le député fédéral de Prescott-Russell, qui tous les deux cherchaient à délégitimer la caricature selon eux misérabiliste de Gerry Brault, et celui d'un ouvrier hawkesburien qui déclarait adhérer davantage à la description du personnage faite par Dalpé¹⁵⁵. Le poème *Nigger Frogs*¹⁵⁶ (1982) avance des propos similaires, mais plus virulents encore, en dénonçant (le poème s'amorce en faisant explicitement la liste des employeurs étrangers de plusieurs « company towns ») l'exploitation de la main-d'œuvre franco-ontarienne et le déracinement culturel des Franco-Ontarien(ne)s, présenté comme un effet inévitable de la vente de la force de travail à des employeurs incarnant un mode de production capitaliste déshumanisant. Tout comme *Hawkesbury Blues*, ces deux poèmes empruntent une voie détournée (les personnages adoptent souvent une posture de témoin) pour véhiculer un message politique. En esquissant un portrait du quotidien reflétant les caractéristiques et les pratiques culturelles des

¹⁵³ Information tirée de l'Annexe E de *Une communauté en colère : La grève contre Amoco Fabrics à Hawkesbury en 1980*, op. cit., p. 270.

¹⁵⁴ DALPÉ, Jean-Marc, « Gerry Brault », *Le Temps*, vol. 3, n° 12, Ottawa, décembre 1981.

¹⁵⁵ VACHON, Marc, « Quand les Brault se réveillent et que les médias s'en mêlent », *Liaison*, n° 20, 1982, p. 20-40.

¹⁵⁶ DALPÉ, Jean-Marc, « Nigger frogs », *Les gens d'ici*, Sudbury, Prise de parole, 1982.

Franco-ontarien(ne)s, les écrits susmentionnés visent à susciter des questionnements en profondeur à propos des liens entre ce quotidien jalonné de pauvreté, d'endettement et de précarité culturelle et l'histoire socio-économique des Franco-ontarien(ne)s et par extension celle des Canadiens-français. Les thèmes récurrents, en particulier l'endettement des ouvrier(ère)s franco-ontarien(ne)s, soulignent le caractère systémique qui sous-tend leurs conditions de vie. Bref, il ressort de ces écrits qu'il existe des formes de domination qui à la fois se perpétuent et se transforment en fonction des configurations changeantes du mode de production capitaliste.

Ces publications peuvent être considérées comme des modalités d'actions concrètes, créées pendant la grève et postérieurement à elle, qui s'inscrivent donc dans la durée. Dalpé a ainsi entretenu des contacts de proximité avec les communautés dans lesquelles il a œuvré durant la décennie 1980, tantôt par l'entremise de ses créations qui ont émergé durant les premières années de fonctionnement du Théâtre de la Vieille 17, tantôt en tant que dramaturge en résidence au Théâtre du Nouvel-Ontario (TNO) à Sudbury, poste qu'il a occupé à partir de 1983 aux côtés de Brigitte Haentjens, qui en assumait la direction artistique.

L'idée d'un théâtre populaire conçu comme une forme d'expression contestataire a connu un grand succès dans le monde francophone à partir des années 1950-1960 en France autour du Théâtre National Populaire de Jean Vilar, célèbre pour ses publications et mises en scène des pièces de Brecht, représentées entre autres au festival de théâtre d'Avignon¹⁵⁷. À partir des années 1960-70, il y a eu des échos de cette idée au Québec, alors que des troupes d'amateurs et des troupes professionnelles ont mis en scène le théâtre brechtien et ont cherché à se réapproprier ses aspects militants et « avant-gardistes ». Le théâtre « engagé » - sous sa forme institutionnalisée - voit alors le jour grâce à des regroupements tels que le Jeune Théâtre et Grand

¹⁵⁷ *Mère Courage et ses enfants* (1951), *La résistible ascension d'Arturo Ui* (1960), *La Vie de Galilée* (1963). Voir GILBERT, David, « Brecht au Québec : au-delà des malentendus », *Jeu : revue de théâtre*, n° 43, 1987, p. 116.

Cirque Ordinaire et le Théâtre Euh!¹⁵⁸. L'apogée de cette tentative de réappropriation de Brecht se trouve dans le manifeste du Théâtre Euh!, qui exhorte à aller au-delà de la représentation brechtienne *stricto sensu* pour viser « un renversement de l'ordre capitaliste en lui-même¹⁵⁹ ». Mais les artistes du milieu théâtral ne sont pas les seuls à vouloir explorer le potentiel du théâtre populaire : ainsi, une expérience de théâtre « autogéré » par des travailleur(se)s s'est concrétisée au Théâtre des travailleurs, à Montréal, pendant quatre ans. Son bilan d'activité publié en 1971 offre un autre regard sur le rôle social qui devrait être joué par l'artiste : « L'artiste "professionnel" est donc momentanément placé entre deux mondes, celui qui s'en va et celui qui arrive et pour lequel il se doit de travailler [...]. L'art produit d'une culture en devenir ne peut être que révolutionnaire¹⁶⁰ ».

Les auteurs qui ont alors trouvé un écho favorable dans les milieux de théâtre québécois et franco-ontariens sont surtout Brecht et également Augusto Boal. Bien que tous deux aient été des lecteurs de Marx, leurs conceptions du théâtre comme outil de contestation se distinguaient à plusieurs niveaux : alors que Brecht défendait l'idée d'une vocation didactique du théâtre, qui devait fonder un rapport « dialectique » entre le comédien et les spectateurs, fondé sur le procédé de « distanciation¹⁶¹ » et par définition toujours en reconstruction, Boal, de son côté, préconisait une forme de théâtre où la hiérarchie entre le comédien et le spectateur passif devait être abolie. À cet effet, les spectateurs et les comédiens étaient invités à changer de rôle selon le « système du joker », c'est-à-dire à intervenir à n'importe quel moment de la pièce pour modifier le cours des événements qui y sont racontés. Cet exercice consistant en une « répétition de la révolution¹⁶² »

¹⁵⁸ Fondés par des élèves du Conservatoire d'art dramatique et de l'École nationale de théâtre du Canada qui décident de prendre leurs distances vis-à-vis de ces institutions jugées trop élitistes (*Ibid.*, p. 123).

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 124.

¹⁶⁰ Collectif, « Le Théâtre des travailleurs : 1970 », *Jeu : revue de théâtre*, n° 7, 1978, p. 41.

¹⁶¹ « Montrer directement sur scène (grâce à la distanciation) que le monde est transformable, cela ne signifie pas seulement une intervention qui déchire le voile idéologique : cela revient déjà à changer la réalité », extrait tiré du texte de HÖHN, Gerhard, « Brecht-Korsch-Marxisme critique, critique du marxisme », dans *Bertolt Brecht*, dirigé par DORT, Bernard et PEYRET, Jean-François, Paris, Éditions de L'Herne, 1979, p. 186.

¹⁶² BOAL, Augusto, *Théâtre de l'opprimé*, Paris, Éditions Maspero, 1983 [1975], p. 48.

devait se réaliser soit en modifiant la pièce, soit en s'introduisant sur la scène (on pouvait ensuite faire l'inverse et céder sa place aux autres) comme « sujet » capable d'agir sur la réalité.

Mais revenons maintenant aux efforts d'institutionnalisation qui concernent directement le développement du théâtre populaire en Ontario français, afin de mieux circonscrire le milieu dans lequel évoluait Jean-Marc Dalpé.

Ce fut avec l'apparition du théâtre de l'intervention en Ontario français, initié par le Théâtre de la Corvée en 1975 suite à la création de *l'Hiver Show* et du *Spectacle de Noël* présenté aux grévistes de l'usine E.B Eddy à Hull¹⁶³ et dans les autobus municipaux à Ottawa, que le théâtre engagé en Ontario français s'est manifesté pour la première fois. De l'apparition du Théâtre du Nouvel-Ontario (1971) à la fondation du Théâtre de la Vieille 17 par Dalpé et trois autres personnes en 1979, peu de temps après la fin des études de Dalpé au Conservatoire d'art dramatique du Québec¹⁶⁴, l'évocation de thèmes tels que « la dépossession, l'isolement, et la pauvreté d'un peuple qui exprimait sa peur de la minorisation et de l'assimilation¹⁶⁵ » a été au centre des pièces présentées au public franco-ontarien, dans un contexte où les artistes exprimaient une quête identitaire qui supposait l'institutionnalisation d'un théâtre populaire proprement franco-ontarien. À la fin des années 1970, se manifeste explicitement dans ce théâtre des thèmes sensibles au croisement de la question sociale, voire à la question des classes sociales, et de la question nationale (relative à l'histoire socio-économique de la nation canadienne-française).

Pour comprendre l'émergence de ce phénomène et par extension l'intervention de Dalpé sur les piquets de grève de l'usine d'Amoco en 1980, il faut aussi relever le rôle institutionnel

¹⁶³ LAFON, Dominique, Préface à la réédition conjointe des pièces *La parole et la loi*, une création collective du Théâtre d'la Corvée (1980) et *Les murs de nos villages*, une création collective du Théâtre de la Vieille 17 (1983), Sudbury, Prise de parole, 2007, p. 7.

¹⁶⁴ « C'est au conservatoire, à Québec. Au contact de Marc Doré. Je découvre l'importance de la parole ancrée dans le politique, dans la cité. Une parole tournée vers le public et non vers soi. La parole vers, pour l'autre » (entrevue dirigée par HAENTJENS, Brigitte, « Jean Marc Dalpé : L'amour de l'écriture », *Lettres québécoises*, Hiver 2007, p. 6).

¹⁶⁵ MOSS, Jane, « Le théâtre francophone en Ontario », dans HOTTE, Lucie et MÉLANCON, Joanne (dir.), *Introduction à la littérature franco-ontarienne*, Sudbury, Prise de parole, 2011, p. 74.

qu'a joué l'organisme Théâtre-Action. Fondé en 1971, celui-ci a eu pour vocation de consolider les assises identitaires et matérielles de l'activité théâtrale en Ontario français en obtenant pour la première fois dans ce domaine un financement des agences gouvernementales. Était soulignée par-là l'importance de revendiquer une autonomie institutionnelle et culturelle dans le domaine du théâtre. Très actif au cours des années 1970-1980, pendant lesquelles il a mis sur pied des ateliers et a offert des outils pédagogiques pour les artistes professionnels, amateurs et enseignants œuvrant dans le milieu du théâtre, Théâtre-Action a également organisé des rencontres annuelles – le fameux festival Théâtre-Action – où les troupes et les adeptes du théâtre pouvaient se rencontrer¹⁶⁶. Théâtre-Action a ainsi agi comme lieu de convergence, où les troupes de théâtre émergentes pouvaient partager leurs expériences et leurs connaissances et par-là générer des affinités vocationnelles selon une « orientation globale¹⁶⁷ » : le théâtre populaire. Dans cet esprit, comme nous l'avons mentionné auparavant, le Théâtre d'la Corvée (basé dans le centre urbain de Ottawa-Vanier) s'est orienté au mitan des années 1970 vers l'expérimentation de formes théâtrales prônant la conscientisation collective telles que l'« intervention sociale et la création collective¹⁶⁸ ». Cette orientation vers l'animation communautaire fut par la suite adoptée par le Théâtre de la Vieille 17 à l'aube de la décennie 1980, qui l'a transposée de manière à « offr(ir) à la fois des créations professionnelles en tournée et un programme d'animation régionale¹⁶⁹ ». Dans un article co-écrit par Jean-Marc Dalpé, Marc Haentjens et Lise Leblanc¹⁷⁰ en 1983, ceux-ci soutiennent que grâce à la dynamique créée par les orientations sociales et avant-gardistes de Théâtre-action, le statut d'artiste traditionnel s'en est trouvée dépassé : « les

¹⁶⁶ MOSS, Jane, « Le théâtre francophone en Ontario », dans HOTTE, Lucie et MÉLANCON, Joanne (dir.), *Introduction à la littérature franco-ontarienne*, op. cit., p. 73.

¹⁶⁷ DALPÉ, Jean-Marc, POIRIER, Alain, L. LEBLANC et M. HAENTJENS, « Formes théâtrales et communauté franco-ontarienne », *Études canadiennes/Canadian Studies*, n° 15, 1983, p. 96.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 94

¹⁶⁹ *Ibid.*

¹⁷⁰ À l'époque de la publication de cet article, Marc Haentjens occupait le poste de coordonnateur et Lise Leblanc occupait le poste d'administratrice de Théâtre-Action. Information recueillie dans l'article sans mention d'auteur intitulé « Théâtre-Action : organisme pour la promotion du théâtre franco-ontarien », *Liaison*, vol. 3, n° 10, 1980, p.10.

professionnels en théâtre franco-ontarien deviennent principalement des ressources au service de la population, que ce soit par l'exercice de leur métier (création) ou par les occasions d'apprentissage qu'ils offrent (animation) »¹⁷¹. Plusieurs pièces créées entre 1975 et 1985 par le Théâtre d'la Corvée, le Théâtre de la Vieille 17 et également le Théâtre du Nouvel Ontario évoquaient ainsi les « techniques brechtiennes du théâtre épique¹⁷² » et des thématiques traversées par la dramaturgie brechtienne, notamment celle des classes. Le théâtre franco-ontarien de cette époque s'est aussi revendiqué des écrits de Boal qui, à l'instar des Latino-américains qui s'en sont servis pour combattre l'analphabétisme et le manque de « conscientisation » politique, sont apparus féconds afin de susciter des réflexions pouvant répondre aux besoins socioculturels spécifiques des Franco-Ontarien(ne)s et ainsi « servir d'indices pour une réflexion plus large sur le théâtre¹⁷³ ».

Dans ce qui précède, nous avons mentionné les publications de Dalpé qui ont attiré notre attention en rapport à notre question de recherche. L'identité ouvrière des protagonistes de plusieurs pièces et poèmes écrits par Dalpé renvoie le lecteur à l'histoire socio-économique des Canadiens-français et aux racines de la précarité socioéconomique d'une grande partie des Franco-Ontarien(ne)s. Ces écrits et plus globalement les activités entreprises durant les premières années de production des théâtres franco-ontariens montrent, selon nous, comment les idées concernant la question sociale s'arrimaient alors à la question identitaire et nationale. Si nous avons rappelé la conjoncture relative à l'émergence du « théâtre franco-ontarien » durant les années 1975-1985, c'est essentiellement afin d'illustrer quelles informations et quelles idées ont façonné notre premier regard face à l'activité déployée par Dalpé avant notre rencontre. En particulier, il nous est apparu que l'idée de faire du théâtre une arme de contestation, relevant les

¹⁷¹ DALPÉ, Jean-Marc, POIRIER, Alain, L. LEBLANC et M. HAENTJENS, « Formes théâtrales et communauté franco-ontarienne », *op. cit.*, p. 96.

¹⁷² « Narrateur, masques, chansons, mises en scène antiréaliste » (MOSS, Jane, « Le théâtre francophone en Ontario », *op. cit.*, p. 77.

¹⁷³ « Théâtre-Action : organisme pour la promotion du théâtre franco-ontarien », p. 96, note 26.

inégalités de classes, ou une arme d'innovation, esquissant les possibilités de rapports humains qui pourraient essaimer dans une autre société, émancipée de la domination extérieure et plus égalitaire, était au cœur de ce qui se tramait alors sur la scène théâtrale franco-ontarienne.

4.2 Entretien effectué avec Jean-Marc Dalpé

Notre premier contact avec Jean-Marc Dalpé a eu lieu suite à la représentation de la pièce *II* dans laquelle il a joué (et qu'il avait d'ailleurs traduite de l'anglais au français) le 28 mars 2012 au Théâtre de la Nouvelle Scène. L'entretien s'est concrétisé en août 2012 dans un café montréalais choisi par Dalpé et s'est étendu sur environ deux heures. Notre présentation de l'entretien est divisée en deux, suivant les époques dont il a été question dans l'entrevue (1980/maintenant). Nous avons choisi des sous-titres qui résument chaque fois les thèmes des discussions qui sont ressortis de l'entretien.

4.2.1 L'époque de la grève

4.2.1.1 Les débuts du théâtre populaire franco-ontarien

Nous avons amorcé l'entretien en mentionnant l'action survenue sur le piquet de grève l'été 1980 qui a inspiré l'écriture de la pièce *Hawkesbury Blues*, de même que les différentes modalités d'intervention sociale et de création collective institutionnalisées dans le milieu du théâtre au Québec et en Ontario durant les années 1970-1980. Dalpé a réagi d'abord en se référant au contexte politique qui aurait préparé le terrain pour qu'un tel acte ait lieu :

JMD : « Nous autres en Ontario français, nous étions un peu en retard, ou si tu veux, à la remorque, en réaction. Ça l'arrive à la fin de la vague très politique des années 1960-1970, qui va terminer un peu au Québec, avec sans doute le référendum, mais aussi qui avait terminé un p'tit peu avant [...]. C'est la fin de la vague, nous on ne le savait pas mais, par rapport au théâtre, on peut dire qu'il y a deux aspects de cette vague-là qui sont importants : c'est l'aspect de la création collective [...] et de l'intervention sociale. Au Québec c'est le Grand Cirque Ordinaire, le Théâtre Euh!, etc. »

« Il y avait cet esprit-là, le théâtre au service de la cause. Aussi bien la cause nationale, au Québec comme chez nous, t'sais, la cause franco-ontarienne, mais qui était aussi liée à cette mouvance de gauche, ou mouvance

gauchiste, progressiste, qui est proche à l'esprit des syndicats et proche de la classe ouvrière, qui se veut prolétariat. Nous autres [...] on a envie de bousculer le statu quo du métier du théâtre et celui du milieu social, du milieu politique de ce moment-là. »

Dalpé situe le théâtre populaire à une époque où les idées de transformation sociale circulent beaucoup au Québec. La décennie 1970 fut celle de l'élection du Parti Québécois (1976), un parti souverainiste qui avançait un projet de société progressiste à plusieurs niveaux : nationalisation (partielle) des ressources naturelles, lois pro-syndicales avant-gardistes (loi anti-briseurs de grève), etc. Lorsque Dalpé mentionne « la fin de la vague », nous pouvons émettre l'hypothèse selon laquelle il se réfère aux effets que la fin de la Révolution tranquille et l'échec du référendum de 1980 ont eus sur la société québécoise, principalement l'éclipse d'un véritable débat de société posant des questions fondamentales quant à l'avenir de la société québécoise. Témoins de cette effervescence politique, le « nous » dont parle Dalpé renvoie aux Franco-Ontarien(ne)s qui vivaient, en ricochet, les derniers soubresauts d'une période de vie politique très animée dans la province voisine.

Notons que Dalpé établit une analogie assez étroite entre la cause nationale des Québécois(se)s et celle des Franco-Ontarien(ne)s. À différents degrés, ces deux « causes » reposaient sur des revendications similaires (une autonomie accrue, la préservation d'une certaine spécificité culturelle) même si elles différaient du fait que le projet souverainiste québécois visait depuis la fin des années 1960 la constitution du Québec en un État distinct. Mais la similarité de ces deux projets nationalitaires tenait également dans le lien établi avec des « principes » traditionnellement de gauche, tels que la critique (même feutrée dans le cas du Parti québécois) du système économique capitaliste, l'intervention de l'État dans le développement de la société et la reconnaissance du syndicalisme comme acteur politique de poids.

Lorsque la chercheuse a demandé quelle littérature de gauche circulait dans le milieu du théâtre franco-ontarien, Dalpé a plongé dans ses souvenirs des festivals organisés par Théâtre-Action :

« Au sein des festivals organisés par Théâtre-Action, qui était un moment important à chaque année [...]. Les festivals – à cette époque là –, c'était le moment où les gens du théâtre se rassemblaient, mais aussi les artistes visuels, mais aussi les poètes [...]. Des liens formidables se créaient entre le nord et l'est ontarien [...]. C'est suite à un des festivals qu'on a décidé de créer la Vieille 17 [...]. Plusieurs de ces événements-là ont été importants pour consolider le sentiment d'une génération [...]. »

« On avait des ateliers avec des personnes qui avaient étudié avec Boal. Ateliers avec toutes ces idées-là, ateliers avec les gens du Québec, des troupes de théâtre, des théâtres de quartier. [...] L'Association québécoise du jeune théâtre qui était très à gauche [...], toute cette génération ne se sentait pas à l'aise à l'intérieur des structures qui existaient à l'époque, l'Union des artistes, les associations de théâtre, toutes ces institutions-là [...]. Il y avait beaucoup de liens entre les Franco-Ontariens et les gens du Québec, à cette époque-là. Notamment à cause de Théâtre-Action [...]. »

« Ce dont je te parle, ça se passait dans les années 1978-1985. »

« Il y a plusieurs groupes de théâtre québécois qui ont été récupérés par des groupuscules, les plus radicaux de gauche, les « En lutte ! », les partis communistes, les partis léninistes-marxistes, les « mon dieux » [il tape sa main sur son front]. Ils ont tenté, ils m'ont approché à plusieurs reprises, évidemment parce que je prenais la parole, j'ai écrit le poème « Les murs de nos villages » et « Nigger Frogs », t'sais, on m'a approché à plusieurs reprises pour me dire « on te veut » et ça m'a jamais intéressé. »

Dalpé se réfère avec insistance aux rassemblements qui ont donné lieu à une véritable mise en commun des connaissances et des idées entre le milieu du théâtre québécois et celui franco-ontarien. Plusieurs de ces troupes de théâtre cherchaient alors à fonctionner hors des cadres traditionnels, tant au niveau des idées qui les animaient que sur le plan institutionnel. Dalpé souligne à plusieurs occasions que les festivals et les rencontres où les idées des penseurs de gauche se transmettaient et où se découvraient nombre d'affinités vocationnelles se limitent à une période spécifique : 1978-1985. En même temps, il n'hésite pas à tourner en ridicule les activités des groupes militants d'extrême gauche qui, en se référant à la littérature marxiste classique, défendaient selon lui un radicalisme déplacé dans le milieu du théâtre franco-ontarien.

4.2.1.2 Écart générationnel, rejet du « nationalisme traditionnel » et balbutiements d'un nouveau mouvement nationaliste

La définition que Dalpé donne du mouvement nationaliste auquel il a participé se révèle au mieux dans cet échange :

AG : Durant ces rassemblements [Théâtre-Action], est-ce que les discussions portaient davantage sur la question classiste, ou bien sur la question de la quête identitaire, à saveur nationale ?

JMD : Pour nous, ça allait de pair. C'est-à-dire que la raison pourquoi on se rencontrait, eh, certainement le thème de la nation franco-ontarienne était plus forte, t'sais, la thématique nationale, la thématique de la défense de la langue parce que les batailles se faisaient autour des écoles. Mais cela dit, ce qui nous opposait aux autres générations de nationalistes, c'était notre volonté de vouloir faire le lien avec le mouvement ouvrier. C'est dire, Christ! Les Franco-ontariens c'est qui ? C'est les bucherons, c'est le monde dans les mines, c'est pas des profs et des professionnels.

JMD : Les élites traditionnelles étaient dans le milieu de l'éducation, les professionnels. Ça ressemble aussi à ce qui s'est passé au Québec [...].

AG : Les néonationalistes ?

JMD : C'est ça, nous autres ont fait la jonction avec une politique de gauche, une idée d'une lutte de classe.

Dans le lexique employé par Dalpé, il semble que « la thématique nationale et la thématique de la défense de la langue » sont synonymes, tout comme « les élites traditionnelles » et « les autres générations de nationalistes ». Dalpé indique explicitement la raison de la répugnance du milieu des artistes (dans lequel il baignait) face aux défenseurs du « nationalisme traditionnel » : l'occultation de la question sociale.

Un exemple concret de l'écart qui existait entre ces deux générations de nationalistes se manifeste dans cet extrait où la chercheuse aborde le thème des alliances qui existaient jadis avec d'autres acteurs politiques franco-ontariens tels que l'ACFO qui embrassait, surtout durant la présidence d'André Cloutier (1982-1984), des projets articulant les préoccupations nationales et sociales.

AG : Te souviens-tu quand l'ACFO a commencé à intégrer la voix des ouvriers dans leurs activités ? On avait publié le poème « Gerry Brault » dans la revue *Le Temps*. André Cloutier, le directeur de l'ACFO à l'époque, était très sensible à ces questions. On avait organisé des colloques pour rassembler les travailleurs en 1983. Enfin, je me demandais si dans le milieu du théâtre on discutait de ces tentatives. Est-ce que dans

le milieu du théâtre on discutait du besoin de créer des réseaux vu que l'ACFO était l'association la plus politique ?

JMD : C'était la seule [...]. On était pas assez politisé peut-être. On était en lien avec certaines personnes dont André Legault [ancien directeur de la Corvée] qui étaient plus politisées. On était une gang de jeunes artistes. On était trop occupés à organiser nos shows que aller aux Assemblée générales. [...]. Je me voyais pas là [...]. J'étais trop fâché, de me retrouver parmi des profs du primaire et du secondaire, non.

Mises à part quelques initiatives marginales, portées par des personnes (telles qu'André Legault) plutôt que par les institutions en tant que telles, il n'y a donc pas eu beaucoup de rapports entre le milieu du théâtre et l'ACFO. Dalpé nous donne même l'impression qu'il associait les membres de l'ACFO aux « nationalistes traditionnels ».

L'antipathie que Dalpé exprime face aux « nationalistes traditionnels » représente une thématique sur laquelle il est revenu à plusieurs reprises dans les échanges que nous avons eus et qui concernaient le climat politique contemporain. Nous aurons l'occasion de souligner cette tendance dans la deuxième partie de cette section.

4.2.1.3 La fin du théâtre à penchant social/national en Ontario français

Pour comprendre l'époque charnière (la « fin de la vague ») décrite par Dalpé, c'est-à-dire le moment où le théâtre franco-ontarien a cessé d'associer les questions sociales (en matière de thématiques mises en scène, de techniques théâtrales et sur le plan des missions institutionnelles) et nationales (les revendications d'autonomie, la quête identitaire, le rappel de l'histoire socio-économique des Canadiens-français), à la fin des années 1980, il nous semble que la discussion suivante fournit quelques éléments de compréhension :

AG : Pourquoi la préoccupation des thèmes classistes et nationalistes est disparue dans les pièces franco-ontariennes? Est-ce que ça s'explique tout simplement par le départ des créateurs qui s'inspiraient de ces thèmes ou bien par des raisons plus macro comme les conséquences des lois linguistiques et leur inscription dans la charte des droits et libertés de la Constitution canadienne et comment le mouvement nationaliste s'est essoufflé dans les années 1980?

JMD : C'est les deux, on vit pas dans un vase clos. [...] On est en pleine ère de Reagan et Thatcher, la montée de la droite à plusieurs égards et la gauche qui s'essouffle, ailleurs au monde, mais surtout en Amérique du Nord.

AG : Au Québec ?

JMD : Ouais, surtout après le référendum. Donc il y a eu ce recul-là.

JMD : On avait exploré, on avait mis de l'avant, on avait pris la parole. Puis, là *so*, après tu fais quoi? Puis les gens, au niveau thématique, on avait envie d'explorer autre chose, en tant qu'artistes, d'autres aspects de l'expérience humaine.

Ici, Dalpé renvoie d'abord à une explication macrosociologique, qui concerne davantage le climat politique international (Reagan, Thatcher) que celui du Canada, tout en concédant l'idée que c'est en Amérique du Nord (notamment au Québec) que l'essoufflement de la gauche a été le plus important. Ensuite, il change de registre analytique pour justifier ses choix de parcours en tant qu'individu, tout en s'associant aux autres artistes qui œuvraient dans le milieu du théâtre à la même époque : ils avaient envie de changement. Bref, Dalpé se positionne en tant qu'individu lié à une communauté d'artistes qui, non sans réfuter l'influence du contexte politique, ont fait le choix de s'intéresser à d'autres thématiques.

Par contre, dans le prochain extrait, nous pouvons remarquer un déplacement quant aux explications que Dalpé donne de ce phénomène :

« Il y a eu un certain essoufflement de la génération qui portait ces thématiques-là. Il y a un repli sur des thématiques plus individuelles qui se sont désolidarisées des mouvements ouvriers. Il y a eu le constat par certains que « Christ, ils [les ouvriers] nous suivent pas, on a fait l'effort d'aller sur les lignes de piquetage, est-ce qu'ils font l'effort de rentrer dans nos théâtres? Non! ». C'est le discours de certains, ce n'est pas le mien. C'est l'aspect condescendant des élites culturelles, même s'ils ont affiché leur solidarité ouvrière. C'est ça que je voulais dire avant, c'était à la mode donc tout le monde appuyait ces discours là, mais il y a toujours le fondement élitiste, paternaliste. C'est l'aspect « nous venons auprès de vous pour vous éduquer » ».

Dans cet extrait, Dalpé indique qu'il y a des raisons plus profondes qui expliquent pourquoi le théâtre à penchant social/national a duré si peu de temps. Comment oublier l'écart qui sépare les producteurs de la culture, reconnue comme « légitime », des groupes sociaux issus des milieux populaires ? Le message social et politique dont le théâtre franco-ontarien aspirait à devenir le porte-étendard, c'est-à-dire l'idée d'un théâtre populaire incluant la voix de la classe ouvrière dans la culture franco-ontarienne, a échoué : parce qu'elle n'a pu rejoindre et inclure les

milieux populaires, elle n'a pu faire l'objet d'une transmission et ainsi durer. Par ailleurs, Dalpé nous décrit une sorte de « logique de marché » qui sous-tendait, implicitement, la vocation missionnaire, voire paternaliste, de certains artistes qui s'attendaient à recevoir, en échange de leurs prestations, une satisfaction immédiate de la part de la classe ouvrière, en termes de reconnaissance. Par la suite, lorsque la chercheuse cherche à situer cette critique dans le parcours de Dalpé, ce dernier décrit sa propre expérience d'« échec », qui s'est concrétisé durant son expérience au Théâtre du Nouvel Ontario, tout en relevant que la réussite d'un tel projet – d'une portée aussi révolutionnaire – nécessiterait des efforts de très longue haleine.

AG : Alors que le Théâtre du Nouvel-Ontario avait jumelé les deux volets de la création artistique et l'intervention communautaire, je me demandais justement jusqu'à quel point le prolétariat, qui était surtout composé de mineurs à Sudbury, s'est approprié des espaces de théâtre comme celui du Théâtre du Nouvel-Ontario ?

JMD : Ma réponse c'est non. On a tendance à dire : c'est leur faute. Mais, ce n'est pas de leur faute. Le théâtre et la culture, on leur inculque la notion que ce n'est pas à eux dans la société en général. Cela dit, vraiment ce que je crois c'est qu'il faut être patient, c'est pas l'affaire d'une génération, [cela exige] une transformation profonde de la société. [...]

4.2.2 La situation actuelle des Franco-Ontarien(ne)s

4.2.2.1 La reformulation de la question nationale

La deuxième partie de l'entretien a donné lieu à des échanges ayant une portée davantage rétrospective. Quelles conclusions peuvent être tirées lorsqu'on tente d'établir des liens entre la disparition des mouvements nationalistes franco-ontariens et celle des idées de gauche dans les milieux qui les soutenaient durant les années 1970-1980 en Ontario français ?

AG : Est-ce que cette quête identitaire, à saveur nationale, est disparue en même temps que l'essoufflement des idées de gauche en Ontario français ?

JMD : Je n'ai pas l'impression qu'elle est disparue. Elle a pris une autre forme. La loi 8. Il y a toute une série de victoires. Les lois, les écoles, les services. Montfort, les derniers soubresauts. Je n'étais pas là, mais j'étais content de voir comment on a réagi avec force et fermeté.

Aussitôt qu'on attaque certains de ces acquis, les gens sortent. On s'organise, on réagit. On est une minorité et on vit avec cette réalité-là d'être bilingue. Chaque vieille génération se plaint de la nouvelle en disant : « Ils ne savent pas parler en français ». Ce discours, je ne peux pas l'entendre, je n'y adhère pas. Chaque génération doit s'approprier la culture, la culture bouge.

L'ancienne façon, un peu sclérosée, des vieux nationalistes québécois c'est de voir la culture, c'est de la voir comme quelque chose de fixe. [...] L'ancienne vision, fermée, d'un certain nationalisme qui est encore là, qui est celle qu'on combattait à l'époque, celle des élites, une vision élitiste de la culture.

Il semble ici que Dalpé retient surtout des mouvements nationalistes franco-ontariens plus récents les luttes qui visaient les services et les efforts d'institutionnalisation scolaires. Les victoires remportées auraient rendu caduques certaines revendications nationalistes classiques. Désormais, les Franco-Ontarien(ne)s acceptent « leur réalité d'être bilingue » et s'approprient selon Dalpé une culture qui est en transformation perpétuelle. Dalpé oppose cela aux « nationalistes et élites traditionnelles », qui refusent d'accepter que la culture populaire est légitime même si elle se démarque de la « grande » culture.

Cela dit, Dalpé tisse également des liens – explicites – entre la fin des revendications nationalistes classiques chez les Franco-Ontarien(ne)s et la disparition des préoccupations sociales affichées dans les pièces de théâtre :

« Les victoires des années mi-1980, fin 1980 vont faire en sorte que le mouvement nationaliste spécifiquement franco-ontarien va connaître un recul. Au niveau du théâtre, au niveau des arts, ce que ça fait c'est que la thématique identitaire, la thématique du social va être moins présente. En fait, c'est positif, il y a une certaine maturité là-dedans. Être « monothématique » c'est au détriment de la culture. »

Sur le plan idéologique, Dalpé considère que la montée des mouvements nationalistes (territorialisés et religieux) survenue au début des années 1990 sur le plan international aurait eu de fortes répercussions quant à la dé-légitimation de la question nationale.

JMD : La fin de la guerre en Yougoslavie, la montée des nationalismes, de l'islamisme. Après tout ça, le nationalisme commence aussi à avoir mauvaise presse. On fait le parallèle entre le nationalisme et le tribalisme, le nationalisme et la fermeture envers l'autre. La xénophobie qui était complètement contre l'esprit du nationalisme au Québec comme celui qu'on a vu chez Lévesque et compagnie.

AG : Donc, on pourrait faire la distinction entre le nationalisme « xénophobe » et le nationalisme qui cherche à préserver des formes culturelles et une certaine histoire politique... la transmission de cette histoire.

JMD : Oui, c'est aussi de ne pas être assimilé à la culture mondiale, sans saveur.

L'idée que Dalpé se fait du nationalisme rétrograde et traditionnel est donc liée selon lui à un phénomène idéologique plus global : il s'agit des mouvements nationalistes radicaux

(instigateurs de guerres dans plusieurs cas), sur lesquels ont beaucoup insisté les médias et la littérature récente en sciences sociales, qui seraient parvenus à délégitimer la valeur accordée à un projet nationaliste, quelle que soit sa forme.

Un dernier extrait de notre entretien, ci-dessous, démontre que Dalpé n'accorde pas beaucoup d'importance aux conséquences du rapatriement de la Constitution canadienne, survenu en 1982, et plus précisément au refus du gouvernement Trudeau d'accorder un statut binational et biculturel au pays. En outre, selon lui, la peur de l'assimilation relève d'une tactique idéologique et y accorder trop d'attention serait synonyme de spéculations exagérées. Toutefois, Dalpé accorde de l'importance à la défense et à l'épanouissement des institutions qui cherchent à préserver le fait français au Canada.

AG : Est-ce que malgré les effets post-1982, les Franco-Ontarien(ne)s ont pu développer une certaine culture, comme tu l'as dit, « en mouvement » et que les francophones se sont appropriés de la culture bilingue en toute confiance ?

JMD : On pourrait dire que les victoires ont un mauvais effet et dire que les Franco-Ontariens se disent « laisse tomber » et que ça participe à l'assimilation *down the road*. On verra avec le temps. Ça fait très longtemps depuis que je ne me préoccupe plus des taux d'assimilation. Moi, je suis dans la vie [...]. C'est comme le discours des nationalistes qui s'énervent de la présence des anglophones sur l'île de Montréal.

AG : On crée des peurs ?

JMD : On crée des crises pour justifier le discours nationaliste. Je ne suis pas en train de dire qu'il faut démanteler la loi 101. Au contraire, je crois qu'il faut toujours mettre en place des institutions qui vont permettre de développer, c'est pour ça que j'ai travaillé là-dedans à l'époque, mais cette mentalité-là, d'inventer des crises, ça m'énerve.

4.2.2.2 L'espoir du Québec et l'échec de la transmission de l'histoire ouvrière

Tandis que Dalpé refuse d'adopter une attitude misérabiliste face à la situation culturelle et politique des Franco-Ontarien(ne)s, il fait preuve d'enthousiasme quant aux innovations que plusieurs artistes ont mis de l'avant durant la grève étudiante québécoise de 2012, qui a duré au total sept mois dans plusieurs cégeps et universités québécois.

JMD : Je suis très content, parce qu'aujourd'hui je trouve qu'on est en train de revivre cela (au Québec). Il y a toute une nouvelle génération de créateurs qui redécouvre la puissance de la parole directe et de

l'intervention politique au niveau de la musique, de la chanson, comme Loco Lacass, et au niveau du théâtre, le mouvement du théâtre documentaire.

En rebondissant sur cette question, la chercheuse a tenté de tracer des parallèles entre le regain de popularité du discours de gauche qu'on peut observer dans le mouvement étudiant, de par sa critique du néolibéralisme, et la place qu'occupe le Québec aujourd'hui en tant noyau de la culture francophone en Amérique du Nord et terreau d'une histoire politique « à gauche », toujours vivante.

AG : En réaction au commentaire que tu as fais auparavant, est-ce que depuis les années 1980, on observe au Québec un rebondissement, voire une reformulation des préoccupations sociales qu'on voyait à l'époque en Ontario français et au Québec ?

JMD : C'est des cycles qu'on peut observer dans les cultures, dans tous les pays [...]. Nous autres [les Franco-Ontariens], parler de nationalisme et de la question sociale, on est avec les communistes des années 1950, des années 20-30 tels que les syndicats Mind Mill à Sudbury, ils s'occupaient de la culture, ils installaient des bibliothèques dans les communautés. [...] Toute cette histoire-là, surtout aux États-Unis et en Amérique du Nord, on veut toujours l'effacer. L'histoire des organisations syndicales, l'histoire des ouvriers, chaque génération on essaie de l'effacer [...]. L'histoire ne se transmet pas.

JMD : Surtout lorsqu'on compare aux sociétés plus anciennes [...] comme en Angleterre et en France où il y a eu cette *long history of unionism*. Mais il y a une culture, une transmission de cette culture des syndicats qui se fait mieux là-bas qu'ici [...].

C'est un peu différent au Québec parce que le passé est moins oublié qu'ailleurs, au Canada anglais. Même dans les théâtres et chez les politiciens [...], la mobilité sociale est plus récente, une bonne partie de l'élite où le souvenir de l'appartenance à la classe ouvrière, à la classe paysanne n'est pas trop loin.

Dans cet extrait, Dalpé introduit donc spontanément la thématique de l'échec de transmission de l'histoire sociale ou ouvrière sans que la chercheuse oriente la discussion dans ce sens. À la mention de la perdurance des préoccupations sociales dans l'espace public au Québec, qui seraient en quelque sorte une réappropriation du legs des années 1960-1980, Dalpé associe ce phénomène aux « cycles », aux mouvements politiques d'ampleur sociétale qui jalonnent l'histoire de l'humanité et auxquels se sont arrimées des initiatives d'éducation populaire. Il associe ainsi les initiatives auxquelles il a participé dans le milieu du théâtre à l'histoire du syndicat Mine Mill¹⁷⁴, qui tient toujours un local (mais dont les orientations politiques sont

¹⁷⁴ BLAIS, Sophie, « Une grève d'intérêt national. Réflexions sur la mobilisation en temps de grève », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 37, 2012, pp. 109-132. Nous n'avons pris connaissance de cet article qu'au moment où la rédaction de notre thèse s'achevait. Il s'agit d'une étude archivistique qui porte sur les différentes formes d'appui qui se sont manifestées lors de la grève de Kirkland qui a eu lieu en novembre 1941-

maintenant – sans surprise – strictement corporatistes) à Sudbury et qui, dans les années 1920-1940 aurait, selon Dalpé, fait des tentatives afin de créer des institutions centrées sur l’accessibilité de la culture, alimentées par les idées de gauche.

Le thème de l’échec de la transmission de l’histoire ouvrière des Franco-Ontarien(ne)s nous paraît très fécond au regard de notre question de recherche et nous développerons davantage nos intuitions en ce sens dans le chapitre qui se concentrera sur l’analyse globale des trois entretiens effectués avec Dalpé, Hudon et Denis. Vu que cet entretien a été le premier que nous avons effectué, il nous a permis d’appréhender comment les thèmes liés fortement à la question nationale, tels que la préservation de la langue, le développement institutionnel dans le domaine de la culture et la transmission d’une histoire de luttes politiques, ont eu différentes significations selon les époques. Si Dalpé conçoit la fin du théâtre à penchant social/national en Ontario français comme le résultat des choix de parcours des artistes franco-ontarien(ne)s, il relève aussi des raisons plus complexes qui l’expliquent, telles que la dé-légitimation de la question nationale à l’échelle mondiale, la montée des forces politiques de droite et, sur un plan plus rapproché, le déclin de « l’esprit de lutte contestataire » chez les Franco-Ontarien(ne)s suite à l’obtention d’acquis en matière de services et d’éducation obtenus durant la décennie 1980.

février 1942, menée par l’unité locale 240 du syndicat *United Mine, Mill and Smelter Workers*, qui a rassemblé au total 4 000 travailleurs. Pour un résumé de la résistance des syndiqués de Mine-Mill de Falconbridge à l’égard des tentatives de « maraudage » menées par le syndicat des Métallos Unis d’Amérique, voir l’année 1959 du tableau chronologique de l’histoire ouvrière inséré dans la publication Association canadienne-française de l’Ontario (ACFO), *Les Francophones tels qu’ils sont : regard sur le monde du travail franco-ontarien*, op. cit., p. 34.

Chapitre 5 : Analyse de l'entretien effectué avec Serge Denis

Il importe, avant de faire le compte-rendu de l'entretien que nous avons eu avec Serge Denis, de faire un détour quelque peu anecdotique. Le matin de notre rendez-vous, nous avons croisé Denis au terminus de bus à Ottawa et nous sommes convenus de nous tenir compagnie durant le voyage, à destination de Montréal (où devait avoir lieu notre entretien), qui devait durer normalement deux heures et demie. Durant le trajet, nous avons discuté de la grève étudiante québécoise (toujours active à ce moment-là), du forum de gauche qui allait avoir lieu au Québec le lendemain¹⁷⁵ et du « *Left forum* » qui avait eu lieu aux États-Unis quelques mois auparavant. Le hasard a fait que notre bus est tombé en panne, de sorte que nous avons été arrêtés pendant près de trois heures... à Hawkesbury. Pendant ces trois heures, nous avons marché dans le quartier avoisinant, ce qui a donné l'occasion à Denis de nous parler des débuts de son parcours militant, des professeurs et des auteurs qui l'ont marqué durant ses études universitaires et également de son expérience de recherche et d'intervention à Hawkesbury. Il va sans dire que le fait d'avoir côtoyé cet acteur pendant quasiment une journée entière a beaucoup contribué à faciliter notre entretien (qui a été finalement reporté au lendemain), puisque les échanges qui ont eu lieu – sur les lieux mêmes de notre objet de recherche – ont permis d'instituer un rapport de confiance entre la chercheuse et l'interlocuteur.

La deuxième partie de ce chapitre offrira une présentation des écrits de Denis concernant directement la grève d'Amoco et de ce que nous avons trouvé dans les archives que nous avons dépouillées à propos de son implication au Comité sectoriel sur le travail de 1983 à 1986. Cette partie se distingue des deux autres chapitres relatant les entretiens menés avec Dalpé et Hudon en

¹⁷⁵ Nous avons donné rendez-vous à Serge Denis la journée précédant la soirée d'ouverture de l'Université d'été des Nouveaux Cahiers du socialisme (15-17 août 2012). Pendant cet événement, Denis a animé un atelier qui avait pour thème le syndicalisme au Québec de la Révolution tranquille à maintenant.

raison de la démarche comparative dans laquelle s'engage souvent Denis, qui juxtapose l'histoire politique (syndicale et militante) du Québec à celle de l'Ontario durant la période qui nous concerne. Quant à la troisième partie, étant donné que les éléments dégagés lors de l'entretien effectué avec Denis s'articulent essentiellement autour d'une période très étroitement liée à la grève et ses suites immédiates, nous concentrons notre analyse sur celles-ci. Cela dit, en guise d'introduction, nous présenterons une première partie qui situe le militantisme de Denis dans le contexte politique québécois des années 1960-1980.

5.1 La gauche québécoise face à la question nationale

Commencer ce chapitre par une description (évidemment non exhaustive) de l'ambiance politique qui régnait à l'aube de la décennie 1970 au Québec nous paraît pertinent compte tenu de ce que l'activité intellectuelle de Serge Denis est indissociable de son engagement militant. On constatera sans peine que les engagements de Denis dans le contexte québécois constituent une sorte de présage des interventions accomplies en liaison avec la grève d'Amoco.

Selon l'historien Sean Mills, la manifestation dite « Opération McGill français » en 1969 (dirigée contre le Bill 63¹⁷⁶) symbolise l'aboutissement d'une décennie durant laquelle la question de la domination exercée sur le terrain de la langue a agi comme une « interface » permettant la rencontre des différents groupes et mouvements qui contestaient le pouvoir culturel et impérial du Canada anglais exercé au sein de la société/nation québécoise.

Il faut d'abord parler, à ce titre, du mouvement syndical québécois. Dans la foulée de la radicalisation graduelle dont la Révolution Tranquille et ses suites sont l'occasion, les grandes centrales québécoises en viennent à adopter un discours explicitement anticapitaliste à la fin des

¹⁷⁶ La loi que « tous les parents de la province – y compris les francophones – auront le droit de choisir, entre l'anglais et le français, la langue dans laquelle leurs enfants seront scolarisés » (MILLS, Sean, *Contester l'empire. Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*, Montréal, Éditions Hurtubise, 2011 [2010], p. 185).

années 1960¹⁷⁷. Même si elles n’adoptent pas alors un discours ouvertement indépendantiste¹⁷⁸, le penchant « social-national » des trois grandes centrales syndicales nationales, la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et la Centrale de l’enseignement du Québec (CEQ), est cependant évident au début des années 1970, au moment de la publication de leurs manifestes respectifs¹⁷⁹, qui en appellent à une transformation profonde et dans un sens socialiste de la société québécoise, parallèlement à la formation du « Front Commun » et à la dure grève générale du printemps 1972 (qui s’est conclue par l’emprisonnement des trois chefs syndicaux). Au même moment, le Conseil central de Montréal de la CSN se pose comme « l’aile radicale¹⁸⁰ » de cette centrale syndicale, surtout pendant la période où il est dirigé par Michel Chartrand (1969-1972), qui met en œuvre plusieurs projets « anti-impérialistes et de libération nationale¹⁸¹ » et circonscrit de la sorte un espace de convergence politique à gauche.

Ce durcissement de ton du mouvement syndical québécois se fait sentir au moment même où se « profil[ent] dans les quartiers pauvres et ouvriers de Montréal » de multiples comités de citoyens et des comités d’action politique¹⁸². Ces regroupements de la « base », alliés à des éléments syndicalistes militants, donnent ainsi naissance en 1968 au Front d’action politique des salariés à Montréal (FRAP)¹⁸³, qui se veut « l’expression de la recherche par le mouvement

¹⁷⁷ Voir ROUILLARD, Jacques, *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d’histoire*, Montréal, Boréal, 2004.

¹⁷⁸ Comme Louis Gill le rappelle : « Ce n’est qu’en 1990 que les centrales syndicales se sont définitivement prononcées en faveur de l’indépendance du Québec, au lendemain du rejet définitif de l’accord du Lac Meech » (GILL, Louis, « Le Groupe socialiste des travailleurs (1974-1987) », un article en deux parties paru dans le *Bulletin d’histoire politique*, vol. 14, nos 2-3, 2006, consulté sur le site des Classiques des sciences sociales : http://classiques.uqac.ca/contemporains/gill_louis/groupe_socialiste_travailleurs/GST_intro.html, p. 22).

¹⁷⁹ Fédération des travailleurs du Québec, *L’État rouage de notre exploitation*, Ville Mont-Royal, M éditeur, 2012 [1971]; Centrale de l’enseignement du Québec, *L’école au service de la classe dominante*, 1973; La confédération des syndicats nationaux, *Ne comptons que sur nos propres moyens*, 1971.

¹⁸⁰ MILLS, Sean, *Contester l’empire. Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*, op. cit., p. 199.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 201.

¹⁸² *Ibid.*, p. 196.

¹⁸³ Sur les origines du FRAP, le seul parti ayant réussi à ressembler des ouvriers de la « base », des militants syndicaux et des militants des organismes étudiants et communautaires, voir *Ibid.*, p. 208.

ouvrier d'une voie politique autonome¹⁸⁴ » (ce parti obtient 15.6% des voix lors des élections municipales de 1970)¹⁸⁵.

Sur la scène politique « classique », le Parti Québécois (PQ) gagne l'adhésion de plusieurs groupes et individus militants de la gauche, qui fondent leurs espoirs sur les éléments du programme de ce parti faisant la jonction entre des idées à coloration socialiste (condamnation de « l'exploitation des travailleurs », position favorable à l'expansion du syndicalisme¹⁸⁶) et souverainiste¹⁸⁷. Selon Gilles Labelle, le Parti Québécois cherche alors à faire la synthèse de deux propositions ayant émergé suite à la rupture avec la « matrice symbolique théologico-politique » au début des années 1960 : il s'agissait de combiner l'émergence d'une bureaucratie et d'une technocratie étatiques modernes et professionnelles avec une *praxis* interpellant les couches populaires de la société québécoise et visant la décolonisation et le socialisme¹⁸⁸.

Les discours et les pratiques qui témoignent d'un penchant social-national, lisible à fois dans les programmes du PQ (au moins en partie) et dans les revendications socialistes des syndicats et des comités de citoyens face à l'État, ont par ailleurs connu un déclin rapide au début des années 1980. Les causes de ce déclin sont multiples : il faut avant tout parler de l'adoption de politiques néolibérales (dans la foulée de la crise économique globale suivant le « choc pétrolier » et, en 1982, de la récession économique mondiale) par le gouvernement fédéral¹⁸⁹. Mais il faut également mentionner que le mouvement indépendantiste québécois est entré en crise profonde,

¹⁸⁴ COMBY, Marc, « Élections municipales du 25 octobre 1970. Quand un nouveau parti politique contestait Jean Drapeau », *Le Devoir*, 25 octobre 2005.

¹⁸⁵ *Ibid.*

¹⁸⁶ Ces commentaires s'inspirent des programmes officiels du PQ publiés durant la décennie 1970. Par exemple : « Le Québec doit accepter enfin le syndicalisme comme un élément normal et indispensable de sa vitalité économique, sociale et politique et il doit faire disparaître les restrictions désuètes qui gênent encore son expansion » (Programme de 1970, <http://pq.org/parti/publications>); ou : « [U]n gouvernement du Parti québécois s'engage [...] à établir un système économique éliminant toute forme d'exploitation des travailleurs et répondant aux besoins réels de l'ensemble des Québécois plutôt qu'aux exigences d'une minorité économiquement favorisée » (Programme de 1973, <http://pq.org/parti/publications>).

¹⁸⁷ Notons ici que le PQ n'a pas été le premier parti nationaliste à se positionner favorablement face aux syndicats et à la classe ouvrière. Il faut mentionner aussi le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), qui avait une position plus radicale que le PQ. Voir DENIS, Roch et DENIS, Serge, *Les syndicats face aux pouvoirs. Syndicalisme et politique au Québec de 1960 à 1992*, Ottawa, Les Éditions du Vermillon, 1992, p. 64.

¹⁸⁸ LABELLE, Gilles, « Repenser la Révolution tranquille et refonder l'indépendance », *Redonner sens à l'indépendance*, ouvrage collectif publié par Les intellectuels pour la souveraineté (IPSO), Montréal, VLB éditeur, 2005, p. 44.

¹⁸⁹ ROUILLARD, Jacques, *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*, op. cit., p. 163.

quand il s'est montré incapable de s'opposer au rapatriement unilatéral de la Constitution en 1982, deux ans après l'échec référendaire de mai 1980. Cette incapacité a eu des effets néfastes à long terme sur le mouvement, la secondarisation de la question nationale canadienne-française par la Charte des droits et libertés de 1982 provoquant une véritable « diabolisation » du mouvement indépendantiste au Canada¹⁹⁰.

Le parcours militant de Serge Denis a été fortement en résonance avec le contexte que nous venons tout juste de résumer. Denis a été un membre actif d'une composante de la gauche québécoise dont nous n'avons pas parlé jusqu'à maintenant : les groupes militants marxistes. Du début des années 1970 (après la « crise d'Octobre » et la fin du Front de Libération du Québec) jusque vers le milieu des années 1980, le Québec a été le terreau de l'activisme de plusieurs groupes à tendance marxiste-léniniste, maoïste ou trotskyste, etc., tous militant activement pour le déclenchement d'une révolution sociale. S'ils s'accordaient sur la fin, ces groupes ne s'entendaient pas sur les moyens et sur la façon d'opérer la transposition dans le contexte québécois du schéma marxiste et léniniste. Denis a été membre du Groupe socialiste des travailleurs (GST), dont l'ancêtre a été le Groupe trotskyste québécois¹⁹¹. Le GST reprenait le projet politique principal défendu par Léon Trotsky; il s'agissait ainsi de créer un « parti des travailleurs » ou un « parti ouvrier » (soutenu par les syndicats), totalement indépendant du patronat. Un tel parti, s'il était amené à prendre le pouvoir, formerait d'abord un « gouvernement ouvrier » et serait ensuite susceptible de se radicaliser, ce qui pourrait ouvrir la voie à la révolution sociale. Il est important de souligner que le GST fut l'un des rares groupes marxistes québécois à reconnaître l'importance fondamentale de la question de l'indépendance du Québec pour la cause socialiste. Pour le GST, il fallait partir de ce que l'État fédéral canadien était le

¹⁹⁰ Dans sa déclaration de Washington, en 1977, le Premier Ministre Trudeau affirme que l'indépendance au Québec serait un « crime contre l'humanité ».

¹⁹¹ La GTQ était affilié au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^{ème} Internationale, fondé en 1972, qui regroupait des organisations trotskystes de plusieurs pays (GILL, Louis, « Le groupe socialiste des travailleurs (1974-1987) », *op. cit.*, p. 6).

produit de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, une loi du Parlement britannique de 1867 adoptée sans consultation populaire, dans la foulée de la défaite des revendications démocratiques et républicaines mises de l'avant dans le Haut et le Bas Canada en 1837-1838. Alors que d'autres groupes marxistes, les maoïstes particulièrement, qualifiaient le projet indépendantiste de « bourgeois » ou de « petit-bourgeois » et s'opposaient à l'indépendance du Québec, le GST considérait que celle-ci, même sans être d'orientation socialiste, ne pouvait qu'ébranler fortement la domination exercée par l'État fédéral. Puisque celui-ci était né sur des bases anti-démocratiques, l'indépendance devait procéder (plutôt que par un référendum) par l'élection d'une « Assemblée constituante », où le peuple québécois aurait l'occasion de participer à l'élaboration de sa propre constitution. Cette préoccupation pour que soit entendue la voix des couches populaires et en particulier celle des travailleurs – par le moyen d'un parti ouvrier et par les syndicats – est une constante de tout le parcours intellectuel et militant de Serge Denis¹⁹².

5.1.1 L'intervention de Denis en Ontario français : le syndicalisme franco-ontarien et le Comité sectoriel du travail

On doit constater que l'histoire syndicale des Franco-Ontarien(ne)s, de 1960 à 1980 (la période qui nous intéresse particulièrement), n'a pas suscité beaucoup d'intérêt dans les milieux de la recherche universitaire, ainsi qu'en témoigne la rareté des publications à son sujet. Nous avons repéré un seul numéro de périodique (*Revue du Nouvel Ontario*) dédié à cette thématique, publié en 1979, intitulé « Le mouvement syndical en Ontario... et les Franco-Ontariens¹⁹³ », dans lequel se trouve un texte pertinent signé par Donald Dennie. Ce dernier, auteur de plusieurs écrits

¹⁹² Parmi une longue liste de publications, nous ne citerons que ces deux ouvrages : DENIS, Roch et DENIS, Serge, *Les syndicats face aux pouvoirs. Syndicalisme et politique au Québec de 1960 à 1992*, op. cit. et DENIS, Serge, *Social-démocratie et mouvements ouvriers. La fin de l'histoire ?*, Montréal, Éditions Boréal, 2003.

¹⁹³ DENNIE, Donald, « Politique et syndicalisme : réalités négligées en Ontario français », *Revue du Nouvel Ontario*, n° 2, 1979.

portant sur les grèves d’Inco à Sudbury¹⁹⁴, déplore dans cet article le manque d’intérêt dont font preuve les Franco-Ontarien(ne)s (et selon lui les Canadien(ne)s de façon plus générale) à l’égard du fait syndical. À l’aube des années 1980, l’Ontario est pourtant la province canadienne qui compte le plus grand nombre de syndicats internationaux (américains en particulier) actifs, ce qui serait dû aux origines exogènes de son développement industriel et minier. Outre la domination des syndicats d’origine étrangère, Dennie insiste également sur le caractère conservateur des syndicats ontariens, qui se reflète tant sur le plan de la composition des équipes élues (surtout des ouvriers qualifiés) que sur celui de leur « idéologie » (militantisme syndical très modéré). On peut penser, à la lecture du texte de Dennie, qu’à la fois la structure de l’économie ontarienne (qui a les yeux rivés sur l’économie américaine), la présence de syndicats internationaux et la prégnance d’un discours social-démocrate modéré parmi les militants syndicaux (majoritairement anglophones), qui sont souvent membres du Nouveau Parti démocratique (NPD), sont trois facteurs qui expliquent (au moins en partie) les différences entre les syndicats ontariens et québécois à l’époque. Mais Dennie va plus loin encore en affirmant que « l’idéologie franco-ontarienne contient, de façon implicite, des éléments anti-syndicalistes¹⁹⁵ ». Ces « éléments » se manifestent, selon lui, par des attitudes qui témoignent de conduites qui ont particulièrement intériorisé l’« idéologie » bourgeoise antisyndicale, qui dominerait par ailleurs aussi bien à l’échelle de l’Ontario qu’à celle du Canada tout entier.

Quoi qu’il en soit de la valeur de cette explication, la situation décrite par Dennie fait paraître d’autant plus précieuses les réflexions de Serge Denis, qui projettent un autre éclairage sur le syndicalisme en Ontario français grâce à son analyse de la grève d’Amoco. Sa contribution à l’ouvrage collectif *Une communauté en colère*, intitulée « L’union ouvrière, ou la dynamique

¹⁹⁴ DENNIE, Donald, *Sudbury 1883-1946. A Social History of Property and Class*, Thèse de doctorat, Carleton University, Ottawa, 1989; DENNIE, Donald, « Le mouvement ouvrier dans le Nord de l’Ontario: les grèves de 1900 à 1945 », *Labour/ Le Travail*, n° 32, automne 1993, 247-59.

¹⁹⁵ DENNIE, Donald, « Politique et syndicalisme : réalités négligées en Ontario français », *op. cit.*, p. 54.

du mouvement des travailleurs d'Amoco », consiste en un rappel que la grève d'Amoco n'a pas été seulement de nature économique. Elle a été nourrie, dit-il, par des raisons socio-historiques profondes, avant tout par un besoin de reconnaissance du « nous » formé par une communauté dont la langue minoritaire était la caractéristique la plus emblématique de son identité. Plus encore, la grève s'explique par un sentiment d'exclusion ressenti par les habitants de cette communauté devant les décisions prises sur le développement industriel de leur région. Ces décisions favorisaient, même si elles étaient encadrées par les gouvernements fédéral et ontarien, les intérêts capitalistes d'investisseurs étrangers (britanniques dans un premier temps, américains ensuite). Finalement, les grévistes d'Amoco ont généré une forme de contestation, embryonnaire d'une alliance entre lutte linguistique et lutte ouvrière. Cette alliance était totalement étrangère aux démarches législatives traditionnellement entreprises par les élites francophones afin d'obtenir la reconnaissance des droits linguistiques franco-ontariens. C'est pourquoi, explique Denis, le syndicat d'Amoco et, plus largement, les syndicats de la région de Prescott-Russell avaient besoin d'une structure organisationnelle, tel un conseil régional, afin d'assurer une union durable des forces ouvrières. Cette structure, par surcroît, aurait pris en compte la situation linguistique particulière de cette région. En d'autres mots, un conseil régional aurait pu agir, selon Denis, comme le siège d'une force ouvrière francophone en situation minoritaire. Ce n'est pas la seule suggestion que fait l'auteur afin d'amener les forces ouvrières de la région à s'unir. Son texte examine plusieurs propositions susceptibles de permettre aux ouvriers de représenter un contrepoids aux entreprises multinationales profitant du caractère précaire de l'économie des communautés régionales. Mentionnons la mise sur pied d'alliances syndicales suivant les différents domaines de spécialisation du travail et des campagnes de boycott afin d'unir les couches populaires de façon large. Denis n'ignorait pas, cependant, les effets induits par l'émergence toute récente de la culture syndicale dans la région de Prescott-Russell, qui faisaient

obstacle à la constitution d'alliances avec d'autres partenaires potentiels et qui ralentissaient sinon empêchaient l'adoption de structures de contestation conjointes.

Ce qui précède conduit à analyser l'implication que Serge Denis a eue dans le Comité sectoriel du travail de l'ACFO. D'après notre reconstitution chronologique des événements, c'est au moment où les auteurs de l'ouvrage *Une communauté en colère* se sont présentés à Hawkesbury pour y effectuer une enquête de terrain (été 1981)¹⁹⁶ que Denis a tissé des liens, en particulier, avec Richard Hudon. Afin d'honorer les résolutions avancées lors du colloque provincial des travailleurs et travailleuses franco-ontarien(ne)s qui a eu lieu à Sudbury les 17, 18, 19 juin 1983¹⁹⁷, le Comité sectoriel du travail voit le jour officiellement en août 1983¹⁹⁸; Serge Denis y siège alors à titre de membre fondateur. La première mission confiée à ce comité est l'élaboration d'un manifeste exprimant les besoins et les revendications des travailleurs et travailleuses franco-ontarien(ne)s. Au préalable, le comité considère important de dresser un portrait de la situation socio-démographique des travailleurs et travailleuses franco-ontarien(ne)s dans toutes ses ramifications.

Ce fut là le début d'une longue démarche d'étude, débouchant deux années plus tard sur la publication *Les francophones tels qu'ils sont*, pour laquelle Denis a agi à titre d'« aviseur [sic]¹⁹⁹ ». Outre une illustration quantitative (tableaux statistiques) de la situation du marché du travail en Ontario et des types de métiers et professions les plus répandus parmi les Franco-Ontarien(ne)s (en comparaison avec la population totale de l'Ontario), ce document confirme la propension plus importante des Franco-Ontarien(ne)s par rapport aux autres groupes à exercer

¹⁹⁶ La description de ce projet de recherche constitue l'annexe XVII du rapport : HUDON, Richard et VILLENEUVE, André, *Algonquin face à la formation des travailleurs et travailleuses en relations ouvrières*, op. cit..

¹⁹⁷ Rappelons que ce colloque est la suite des six colloques régionaux des travailleurs et travailleuses organisés par Hudon et d'autres militants en collaboration avec l'ACFO simultanément le 11 juin 1983.

¹⁹⁸ Information tirée de la correspondance interne datant du 19 juin 1984 envoyée par une des membres du Comité sectoriel du travail à André Cloutier dans lequel est réitéré le besoin de financement du comité de la part de l'ACFO (Fonds Richard Hudon, P126-1/6/14, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF)).

¹⁹⁹ Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO), *Les Francophones tels qu'ils sont : regard sur le monde du travail franco-ontarien*, op. cit., p. 1.

des métiers manuels à bas salaire, de même que le très faible pourcentage de femmes syndiquées. La publication tire la sonnette devant le taux élevé d'analphabétisme parmi les couches populaires.

Quand ils s'interrogent sur l'insertion des Franco-Ontarien(ne)s au sein du « mouvement syndical » considéré dans son ensemble²⁰⁰, les auteurs du rapport émettent des réserves, tenant à la difficulté « de mesurer leur [Franco-Ontarien(ne)s] participation réelle au mouvement ouvrier, puisqu'ils sont généralement fondus dans l'ensemble²⁰¹ ». Pour trancher, il fallait donc enquêter davantage. Une lettre confirme ainsi le besoin du Comité sectoriel d'un renouvellement de l'appui financier en provenance de l'ACFO, comme le prévoyait son plan d'action. Celui-ci fut élaboré suite à une rencontre qui a eu lieu le 15 mars 1986, durant laquelle le grand public avait été convié à mettre à jour la mission du Comité, comme en témoigne le résumé suivant :

« Le comité veut [...] faire connaître la réalité ouvrière et populaire franco-ontarienne et assurer la présence de ses préoccupations au sein de l'ACFO d'un côté ; de l'autre côté, encourager l'action et l'intervention communautaire des travailleur(euse)s francophones de l'Ontario dans leur syndicat par exemple, conseil scolaire, ACFO et finalement faire de la table sectorielle un groupe d'intervention chez les travailleur(euse)s francophones en associant un plus grand nombre de nos activités pour éventuellement réaliser des projets²⁰² ».

Toutefois, le dernier document rédigé par les membres du Comité sectoriel que nous avons repéré date du 6 mai 1986, ce qui indique le déclin rapide de ses activités à ce moment. On peut croire que c'est dans le but de surmonter ce déclin que Denis et Fred Caloren ont présenté une demande de financement adressée à l'Office des affaires francophones en 1986-1987. L'objectif de la demande est de faire une recherche « en histoire orale sur les milieux populaires franco-ontariens, en vue de la publication sous forme de livre d'une douzaine de témoignages de vie de leaders communautaires et syndicaux francophones de l'Ontario²⁰³ ». L'absence d'une

²⁰⁰ Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO), *Les Francophones tels qu'ils sont : regard sur le monde du travail franco-ontarien*, op. cit., p. 33.

²⁰¹ *Ibid.*, p. 35.

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ Fonds d'archives de l'ACFO (la date d'envoi est absente), C2(6) 38/28, C2 (6) 612.2.2, consultés au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF). Mentionnons que Serge Denis nous a informée la journée précédant notre entretien que ce projet de recherche

correspondance répondant à cette demande dans les archives de l'ACFO indique que le financement a été vraisemblablement refusé, ce qui a arrêté net les efforts afin de prolonger ou de faire revivre l'esprit du Comité sectoriel du travail, qui a alors définitivement mis fin à ses activités quelque part en 1986 ou 1987.

*

Le texte de Donald Dennie que nous avons cité au départ nous force à nous interroger sur les raisons qui ont empêché l'édification d'un « modèle du syndiqué franco-ontarien ²⁰⁴ » au sein de l'imaginaire identitaire franco-ontarien : faut-il vraiment parler d'un manque d'intérêt envers le monde du travail et le syndicalisme exprimé par les Franco-Ontarien(ne)s ? Est-ce la force de « l'idéologie bourgeoise antisyndicale » ? Ou faut-il plutôt imputer la lente et difficile formation d'une culture syndicale chez les Franco-Ontarien(ne)s et sa disparition à la dissociation de ce qui avait été associé pendant la grève d'Amoco, soit la situation identitaire et culturelle des Franco-Ontarien(ne)s et une position sociale ouvrière ? Difficile de répondre à ces questions ; mais nous pouvons peut-être repérer des éléments nous aidant à mieux comprendre la complexité de ce questionnement dans l'entretien effectué avec Serge Denis.

5.2 Entretien effectué avec Serge Denis

Notre entretien avec Serge Denis a eu lieu à Montréal le 15 août 2012, où Denis a logé durant sa participation à l'« université d'été » organisée par le collectif des *Nouveaux cahiers du socialisme*.²⁰⁵

visait – tacitement – une interprétation historique opposée à celle présentée dans l'ouvrage de Paul-François Sylvestre *Le discours franco-ontarien* (*op. cit.*) dans lequel ce dernier se livre à une glorification des acteurs publics, surtout actifs dans des milieux de l'« élite » franco-ontarienne.

²⁰⁴ DENNIE, Donald, « Politique et syndicalisme : réalités négligées en Ontario français », *op. cit.*, p. 55.

²⁰⁵ Sur les *Nouveaux cahiers du socialisme* et son « université d'été », voir : <http://www.cahiersdusocialisme.org/>.

5.2.1 Les origines de la grève et l'amertume qui l'a impulsée

Nous avons débuté l'entretien en rappelant les explications que Denis donne à propos des origines de la grève dans son texte « L'union ouvrière, ou la dynamique du mouvement des travailleurs d'Amoco ». Voici un extrait de cet échange :

AG : Dans ton texte, tu décris la grève d'Amoco comme un évènement qui n'était pas extraordinaire du fait qu'il s'inscrivait dans une période fertile en débrayages dans la région de Prescott-Russell, une région qui avait accueilli plusieurs nouvelles industries fraîchement syndiquées dans les années 1970.

SD : [La grève d'Amoco a été impulsée par] une volonté [des grévistes] d'améliorer leur sort. Comme si le moment était enfin venu [...] de sortir de cette situation. [...] Quand on interviewait les gens, ils employaient souvent le mot [...] « abaissé », « ils [les pouvoirs] nous abaissent tout le temps ». Le patronat, la ville, les élites, etc. C'était l'occasion aussi d'agir contre ça et d'affirmer sa dignité. [...] C'est ça qui démontre que ce n'était pas une lutte [uniquement] économique [...].

Cette déclaration a permis ensuite à la chercheuse de tenter d'approfondir l'idée selon laquelle la grève d'Amoco pourrait être conçue comme le premier conflit ouvrier franco-ontarien où des militants, tels que Richard Hudon, ont tenté de faire la jonction entre la question sociale et la question nationale. Voici la réaction de Denis :

SD : Il faut rétablir la chronologie, il y avait eu des tentatives de franciser les noms de rue [au niveau municipal], ça c'est fait avant la grève. Ils ont été influencés [...] inspirés peut-être par ce qui se passe au Québec [...].

[Mais lorsqu'il s'agit] de mettre en lien le social et le national, certainement. Au niveau du municipal c'était plus modéré et dès qu'il y a eu de l'opposition, ils ont arrêté. Mais là, une lutte de classe, dans cette région c'était la première fois. [...] C'est un signe qu'il y avait une volonté [de revendication] dans l'air et c'est les ouvriers qui l'ont affirmé le plus [...].

[Toutes les levées de fonds et les activités d'appui liées à de la grève] se faisaient en français. C'est important, ça démontre une volonté d'affirmation.

AG : En fait, l'apparition des revendications linguistiques dans le milieu ouvrier de cette région se voit dès la mise en place du premier exécutif syndical [1974] d'Amoco, qui exige que les normes de sécurité soient affichées en français dans l'usine. Ensuite l'exécutif qui fonctionnait durant la grève, en collaboration avec Hudon, a exigé que les négociations et les conventions se fassent en français.

SD : Ça c'est énorme. [...] C'est comme au Québec, l'affirmation de soi, la dignité de soi a aussi cet aspect linguistique. Au Québec c'est à General Motors que ça s'est fait. Une grève qui a eu lieu un peu avant la loi 101, parce que [René] Lévesque avait convaincu [les grévistes] de rentrer [au travail] puisqu'il allait faire passer la loi.

Denis a mentionné à plusieurs reprises pendant l'entretien l'importance de la tentative infructueuse entreprise par les élus municipaux de franciser les rues de Hawkesbury en 1964²⁰⁶. Il semble que, pour lui, cet événement représente en quelque sorte l'échec des élites francophones de la ville à faire valoir le point de vue francophone, puisqu'elles craignaient le débat tendu que cela pouvait occasionner. Or, les grévistes d'Amoco ont réussi à poser la question par l'entremise d'une lutte ouvrière. Par exemple, l'acte consistant à demander que les négociations effectuées avec le patronat et les instructions concernant la sécurité à l'usine soient accessibles dans la langue majoritaire des ouvriers est un gage de respect pour les ouvriers qui symbolisait aussi la volonté de toute la communauté de s'affirmer en tant que groupe distinct.

5.2.2 Le syndicalisme québécois et ses échos

Afin de rebondir sur le sujet des acquis au Québec en matière de droits linguistiques dans le domaine du travail, la chercheuse a demandé à Denis quels facteurs explicatifs peuvent être invoqués afin de comprendre le décalage entre le rôle que le syndicalisme a joué au Québec et celui qu'il a rempli en Ontario.

Au Québec aussi c'est très récent [...]. Les années 1960 et la Révolution tranquille, mais aussi cette révolution de la base de la société qui était pour moi la plus centrale [...] dans toute la démocratisation de la province [...]. Et la question nationale, dans ce cadre-là, vient rendre les événements plus explosifs que dans le reste du Canada [...], le Québec dépasse « par la gauche » le Canada anglais [...] [comme cela est démontré par] la grève générale de 1972 [...]. Il est obligé que la grève d'Amoco à Hawkesbury [...], collé au Québec, [...] ressente ça. C'est une population qui était pauvre, en-dessous de la moyenne, elle voit avec le syndicalisme l'occasion [...]. C'est lié : la dignité sociale et la dignité ethnique, linguistique. Les élites sont pas capables, ils reculent tout de suite [...], c'est le « bon-ententisme » comme point de vue général.

Au Québec, la revendication nationale a tout nourri [...], c'est ça qui va donner les bases de la masse du Parti Québécois. [...] À la fin des années 1960, le PQ est créé, en même temps il y a la montée des grèves et il commence à y avoir des candidats ouvriers qui se manifestent au niveau municipal. Les syndicats, les conseils régionaux du travail font des candidatures ouvrières, des membres qui se présentent. On va voir à Montréal [l'émergence du] FRAP, parti ouvrier lancé par les syndicats et les comités de citoyens [...].

²⁰⁶ Nous avons pu établir la date de cet événement à l'aide du répertoire chronologique inséré dans l'annexe E de l'ouvrage *Une communauté en colère* qui présente une « chronologie des principaux développements économiques à Hawkesbury, établie à partir des journaux *Le Carillon*, *The Citizen*, *The Journal*, *Le Droit*, *Hawkesbury Express*, *Le Temps*, des procès-verbaux des réunions du conseil municipal et de documents syndicaux, patronaux et gouvernementaux ».

Le PQ, au tournant de 1980, c'est 300,000 membres. C'est dans le monde, le parti à affiliation directe [...] qui avait proportionnellement le plus de membres. Ça s'est effondré suite au « coup de force » de 1982, [c'est-à-dire] le rapatriement de la constitution de Trudeau.

Denis nous expose dans ces extraits les points qu'il considère marquants pour comprendre l'histoire de la gauche québécoise au cours des années 1960 à 1982. Le Québec est à l'avant-garde, du moins il « dépasse » largement le Canada anglais, du fait de la combinaison des luttes nationale et sociale. Compte tenu de la situation linguistique qui existait à Hawkesbury, de la question sociale qui s'y posait, la proximité géographique avec le Québec a certainement été un facteur qui a joué un rôle dans les événements qui nous intéressent.

La force politique du syndicalisme québécois pendant cette période s'inscrivait, souligne Denis, dans une conjoncture politique particulièrement fertile pour l'émergence de mouvements de la « base », comme en témoignent les tentatives de créer des espaces politiques représentatifs de la classe ouvrière et des couches populaires, tel que le FRAP. Pour Denis, le Parti Québécois représente en quelque sorte le giron qui a réussi à réunir plusieurs tendances de la gauche québécoise. Le projet de société qu'il défendait proposait de faire la synthèse entre la question nationale et certaines aspirations progressistes défendues par les mouvements populaires. Alors que le membership péquiste atteint son apogée vers 1980, Denis associe clairement son déclin au rapatriement de la constitution en 1982 et aux autres tactiques utilisées par le gouvernement Trudeau pour étouffer le mouvement indépendantiste.

5.2.3 Le colloque *Le Printemps des travailleurs* et la création du Comité sectoriel du travail

La chercheuse a ensuite tenté de retracer les débuts de l'intervention militante de Serge Denis dans le milieu de la gauche franco-ontarienne. Elle lui rappelle sa participation au colloque *Le printemps des travailleurs* à Hawkesbury, un événement qui ciblait la classe ouvrière et

populaire de la région de Prescott-Russell²⁰⁷. Voici comment Denis rend compte de son expérience :

SD : J'ai assisté à celle qui a eu lieu à Hawkesbury. [...] Moi je suis sorti de là enthousiasmé [...]. Le but était [de rendre] la présence ouvrière, populaire, dans l'ACFO [...] plus importante et que l'ACFO dans ses orientations témoigne de ça [...]. Parce que c'était une population ouvrière, la population franco-ontarienne. Je pense qu'il y a eu une poussée, mais je ne me souviens pas pourquoi... on a manqué, on n'a pas été assez bons, mais maudit qu'on avait eu des belles réunions.

Se remémorant sa participation à ce colloque, Denis pense immédiatement alors à son expérience en tant que membre du Comité sectoriel du travail. En fait, le « on » auquel il s'identifie représente les militants franco-ontariens qui baignaient dans ce milieu et, par extension, le Comité sectoriel du travail (indiqué par sa mention des « réunions ») auquel il a participé suite au colloque. On remarque dans cet extrait la première évocation, chez Denis, de sa déception devant les « échecs » du comité. La chercheuse a enchaîné en mentionnant l'unique publication du Comité sectoriel du travail, qui a jeté les bases d'un tableau de la réalité socio-démographique franco-ontarienne.

AG: Tu mentionnes l'importance d'inclure la voix des travailleurs et travailleuses dans l'ACFO parce qu'ils représentaient la majorité de la population franco-ontarienne. Justement, cette réalité démographique a été étudiée par *Les francophones tels qu'ils sont*, une publication à laquelle tu as participé.

SG: C'était un produit [qui manifestait] la présence plus grande [...] dans l'ACFO de la réalité ouvrière et populaire. L'argent qu'on avait obtenu [du gouvernement] pour faire cette publication, c'est parce que l'ACFO [nous] appuyait. Un truc qui a tué l'ACFO, c'est entre 1981-1983 : l'ACFO a refusé d'appuyer le rapatriement de la Constitution et la Charte des droits [...]. Le député Robert Gauthier [...] a expliqué que les droits des francophones n'avaient jamais été reconnus au Canada, mais que là c'était un document en bonne et due forme qui ne les reconnaissait pas et donc c'était pire. À partir de ce moment-là [...], les fonds ont été coupés chez l'ACFO, très largement. [...] Gauthier c'était un député libéral de Vanier très proche de l'ACFO et il a voté contre le rapatriement. [...]

Elle [l'ACFO] a été attaquée [...]. Elle existe à moitié [...]. [Il y a une] perte d'énergie et de dynamisme, mais aussi on change de décennie, on rentre dans la décennie 1980, il y a une poussée des forces conservatrices partout.

Serge Denis insiste sur le soutien indispensable donné par l'ACFO au Comité sectoriel, qui a assuré l'obtention du financement nécessaire au travail d'enquête²⁰⁸. Les raisons précises

²⁰⁷ Rappelons que ce colloque a eu lieu simultanément le 11 juin 1983 dans six régions au total.

²⁰⁸ Ce financement provenait de l'ACFO elle-même et du Ministère des Affaires civiques et culturelles de l'Ontario (Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO), *Les Francophones tels qu'ils sont : regard sur le monde du travail franco-ontarien*, op. cit., p. 2).

de l'arrêt de financement échappent à Denis. Toutefois, il reconnaît que l'ère post-1982 donne lieu à un nouveau cadre dans lequel l'action critique comme celle du Comité sectoriel n'est plus possible. La combinaison de deux facteurs exogènes au Comité lui-même marque le nouveau climat. Denis parle de l'intransigeance du gouvernement Trudeau à l'endroit de ses adversaires qui condamnaient le rapatriement de la constitution. À l'échelle internationale, les débuts de l'ère Reagan-Thatcher et la crise de l'État-providence constituent aussi l'arrière-plan permettant de comprendre le peu d'intérêt envers le Comité sectoriel.

5.2.4 Autres facteurs susceptibles d'expliquer l'impossibilité d'inscrire les travaux du Comité dans la durée

Dans les extraits de l'entretien retranscrits ci-dessous, Denis examine les difficultés rencontrées par le Comité sectoriel du travail à tisser des alliances. Celles-ci auraient peut-être permis, selon lui, la viabilité du Comité et la concrétisation de ses objectifs fondamentaux, par exemple la mise en place d'un conseil régional des syndicats.

SG : Peut-être qu'on s'est mal pris, on aurait dû faire une fraction, un courant francophone dans la FTO, on est pas allés jusque-là [...].

AG : Vous avez tenté de le faire, mais la FTO n'a pas répondu à l'appel.

SD : [...] On n'a pas [assez] renforcé le mouvement.

AG: Et si on pense au problème du manque d'alliances comme un facteur explicatif...

SD: En Ontario, il n'y a aucune alliance chez les Franco-Ontariens [...]. J'étais dans le NPD pendant longtemps; dans la liste des fêtes fériées, il n'y avait jamais la fête du 24 juin [et je le contestais] [...]. En même temps on faisait [des efforts pour créer] un comité francophone dans le NPD [mais ça a échoué].

AG: Si j'ai bien compris, tu militais en Ontario français et pour le GST au Québec en même temps. Dans le milieu militant québécois, on ne parlait jamais des Franco-Ontariens ?

SD: Non, jamais. Moi, j'étais là, donc on en parlait un peu, il y avait aussi [un dénommé] Henri qui était membre du Parti communiste, il avait un [réseau] à Ottawa et il était actif dans l'ACFO. Donc [...] il y en avait un peu, mais de façon générale, non, dans le milieu québécois on se préoccupait peu de ça.

En somme, les formations politiques comme le NPD ignorent les Franco-Ontarien(ne)s ainsi que les militants du Québec. Les Franco-Ontarien(ne)s sont isolé(e)s, ce qui n'aide pas leur lutte. On peut remarquer, au début de cet extrait, la résurgence du sentiment de regret exprimé par Denis face à l'inachèvement des projets visés par le Comité sectoriel du travail. Lorsque la chercheuse suggère le déficit d'alliances au sein des milieux progressistes en Ontario et au Québec comme une clé de compréhension qui expliquerait en partie pourquoi les projets du comité sont restés lettre morte, Denis se réfère spontanément aux efforts qu'il a menés pour inclure une sensibilité francophone et une structure officielle représentative des Franco-Ontarien(ne)s au sein du NPD. Ce dernier fut le seul parti à tendance social-démocrate qui ait réussi à rassembler un nombre considérable de membres en Ontario et à l'échelle pancanadienne pendant la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, mais, selon Denis, il était assez indifférent à la question franco-ontarienne. Dans le cas du Québec, Denis constate qu'à part lui (qui enseignait à Ottawa), il n'existait quasi personne affilié à gauche faisant un effort afin de créer des liens entre les réseaux militants québécois et ceux de l'Ontario français.

5.2.5 La disparition du comité, un microcosme de la chute du mouvement ouvrier sur le plan international ?

Nous avons ensuite mené l'entretien à terme en faisant intervenir un terrain d'analyse plus macrosociologique dans l'espoir d'obtenir davantage de renseignements quant à ce que Denis pense de la disparition du Comité. Voici ce qui en ressort :

AG : Peut-on faire un lien entre la disparition de ce comité, qui représentait une des seules tentatives d'institutionnaliser des lieux où la classe ouvrière pouvait prendre la parole, et la disparition du mouvement ouvrier sur une échelle plus grande au cours des années 1980 ?

SD : [...] À partir du moment où il y a une désindustrialisation, [le prolétariat] le paie cher. Si tu ne travailles pas [...], tu ne peux pas lutter contre le « abaissement » [...]. Les gens, ils partent, ça fait vieillir une population [...].

La question qui reste c'est que le vieux mouvement ouvrier et socialiste avait trouvé des formules pour revendiquer le pouvoir [...], à travers les syndicats, les partis. On ne peut pas [énoncer une norme prétendant] que c'est les syndicats qui obtiennent des meilleures conditions, dans beaucoup de pays ce n'est pas le cas, c'est la politique qui va les chercher [...]. Au Québec, ça a été les deux. Les syndicats étaient très revendicatifs et le PQ en a donné durant son premier mandat [...]. Le PQ [...], qui n'est pas un parti ouvrier, a fait des trucs qui sont allés bien plus loin que le NPD [...].

Pour Denis, il y a donc des causes structurelles qui expliquent pourquoi le mouvement ouvrier et les initiatives politiques de gauche ont cessé d'innover et de s'activer au cours des années 1980. Il mentionne principalement le phénomène de la désindustrialisation, qui a enclenché un processus du démembrement de plusieurs communautés ouvrières en Occident, un phénomène qui s'est réalisé également à Prescott-Russell, même si ce fut plus tardivement en raison de son industrialisation plus récente. Tout cela, souligne Denis, a eu un effet non seulement sur les organisations syndicales, mais aussi sur les partis politiques progressistes, auxquels il assimile le PQ durant son premier mandat (1976-1981), qui ont beaucoup fait pour la cause ouvrière.

À la fin de l'entretien, sur le pas de la porte, la chercheuse a suggéré l'hypothèse selon laquelle la grève d'Amoco (et les événements qui en ont découlé) pourrait être considérée comme un microcosme, rassemblant plusieurs éléments d'une période historique où s'est concrétisée la disparition abrupte de la jonction qui s'était réalisée au sein du mouvement ouvrier entre la question sociale et la question nationale. Denis a semblé accueillir favorablement cette idée.

*

C'est dans le contexte où la création d'un front syndical proprement franco-ontarien aurait nécessité selon lui des alliances avec la FTO et un « relai » dans le système politique (soutien du NPD et maintien de financement public) que Denis évoque l'« incapacité » du milieu militant franco-ontarien (auquel il s'identifiait) à inscrire dans la durée la vision véhiculée par le Comité sectoriel du travail. Il est à noter que Denis semble accorder plus d'importance à l'absence de soutien du NPD aux Franco-Ontarien(ne)s qu'à l'indifférence du PQ, le seul parti, pendant la

période qui nous concerne, à avoir soutenu le développement du syndicalisme en langue française. Par ailleurs, Denis insiste pour associer les difficultés rencontrées par les militants en Ontario français à des facteurs structurels sur lesquels ils n'avaient pas réellement de contrôle : 1) l'évolution du débat sur la question nationale de 1969 à 1982, moment du rapatriement de la Constitution canadienne ; 2) la montée politique de la droite néolibérale et le début de la fin de l'État-providence, couplés à un phénomène de désindustrialisation sur le plan international.

Le point de vue qu'offre Denis, à titre à la fois de chercheur et d'intervenant actif dans le milieu, peut être utilement complété par celui offert par Richard Hudon, militant de longue date de plusieurs causes en Ontario français, qui est l'objet de notre prochain chapitre.

Chapitre 6 : Analyse de l'entretien effectué avec Richard Hudon

Avant d'entamer ce chapitre, il nous faut préciser que nous avons eu l'occasion de rencontrer Richard Hudon dix mois avant notre entretien, à l'occasion de la célébration du 20^{ème} anniversaire de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF), qui a eu lieu le 22 septembre 2011 au Théâtre La Nouvelle-Scène à Ottawa. Cette rencontre a engagé notre recherche sur une voie fructueuse, puisque c'est à ce moment que Hudon nous a informée de la localisation de ses Fonds d'archives personnelles, au CRCCF, et de l'influence décisive que le penseur brésilien Paulo Freire a eu sur son parcours militant. Nous donnerons d'autres renseignements qui ont découlé de ce tête-à-tête impromptu à la fin de la première partie de ce chapitre.

Cette première partie consistera en une présentation des écrits de Hudon et des archives qui nous ont permis de comprendre quelles circonstances l'ont amené à jouer un rôle important lors de la grève d'Amoco et dans de nombreux autres projets voués à la « conscientisation » et à l'éducation populaire des travailleur(euse)s franco-ontarien(ne)s depuis 1980. Vu la quantité d'archives à dépouiller (ses fonds comprennent treize boîtes au total), nous avons décidé de nous limiter aux dossiers concernant la période durant laquelle Hudon a travaillé à Hawkesbury en tant qu'animateur social (1976-1982) et aux documents liés à son expérience en tant que membre fondateur du comité organisateur des six colloques régionaux des travailleurs et travailleuses organisés en collaboration avec l'ACFO en 1983 et ceux liés à son implication au sein du Comité sectoriel du travail de l'ACFO (1983-1986). Puisque la majorité des écrits retenus pour notre recherche ont été produits dans le cadre de projets que Hudon a effectués au Collège Algonquin, nous avons cru nécessaire de donner des détails concernant son parcours professionnel au moment de les présenter.

La deuxième partie de ce chapitre sera consacrée à l'analyse des deux entretiens effectués avec Hudon (ce chapitre sera donc un peu plus long que ceux consacrés à Dalpé et Denis).

6.1 Les archives de Richard Hudon : animation sociale, grève d'Amoco et autres projets sociétaux

Lorsque Hudon, qui était détenteur d'un diplôme en *Développement et organisation communautaire* obtenu du Collège Algonquin en 1975, devient « animateur social » au même collège à l'antenne d'Hawkesbury l'année suivante, il a déjà plusieurs années d'expérience dans ce domaine en raison de postes similaires (animateur et coordonnateur de projets communautaires) occupés dans des organismes publics, financés par les gouvernements fédéral et provincial, au Québec et dans l'Ouest canadien²⁰⁹. Alors que le Département de l'Éducation permanente du Collège Algonquin voit le jour au cours de la première moitié des années 1970, il est pour ainsi dire impossible de dater la naissance de son antenne à Hawkesbury (faute de traces ou d'archives)²¹⁰. Quoi qu'il en soit, l'établissement collégial central d'Ottawa et son antenne d'Hawkesbury bénéficient alors des financements offerts par les gouvernements fédéral et provincial pour embaucher de jeunes francophones dans l'objectif de créer des projets d'« engagement citoyen²¹¹ ».

Les postes d'animateurs sociaux administrés par le Département de l'Éducation permanente, à Ottawa comme à Hawkesbury²¹², se caractérisent à ce moment par une définition assez artisanale des tâches. En fait, les animateurs doivent répondre à des besoins (définis par des

²⁰⁹ Voici l'information tirée de son *curriculum vitae* : 1) Action sociale jeunesse, Hull, organisateur communautaire, 1968-1969; 2) Association canadienne-française de l'Alberta, région du Nord-Ouest, animateur et coordonnateur, 1971-1972; 3) Perspectives-Jeunesse, Outaouais québécois, chargé de projet et coordonnateur, 1972-1974; 4) Compagnie des jeunes Canadiens, Outaouais québécois, chargé de projets, 1974-1976.

²¹⁰ Comme Linda Cardinal l'explique dans *Le Rapport C'est L'temps. Le premier mouvement de revendication pour le droit à des services de justice en français en Ontario 1975 à 1977*, op. cit., p. 12 : « Il n'existe pas, à notre connaissance, d'étude sur l'action du département d'éducation permanente du Collège Algonquin ». Nous ajoutons à ce commentaire que nos nombreuses tentatives visant l'obtention d'informations retraçant l'historique de l'antenne du Collège Algonquin située à Hawkesbury ont été infructueuses, puisque les bibliothécaires des établissements du Collège et de la Cité Collégiale (incluant l'antenne actuellement située à Hawkesbury) que nous avons interrogées ignoraient même son existence.

²¹¹ *Ibid.*

²¹² Richard Hudon a été le seul à occuper le poste d'animateur social à l'antenne de Hawkesbury.

membres de la communauté ou par les animateurs eux-mêmes) en matière de développement communautaire qui varient grandement selon les contextes et les circonstances.

La prégnance de l'« animation sociale » au cours des années 1970 dans de nombreux projets ciblant des communautés francophones « en situation minoritaire » n'est pas un fait anodin. Peu après l'adoption des premières lois linguistiques en 1969, l'État fédéral lance un vaste programme de financement public lié à « l'action socioculturelle²¹³ ». Selon l'historien Michel Bock, certains de ces investissements publics visaient alors – tacitement – l'étouffement du mouvement indépendantiste québécois, la promotion d'une culture canadienne bilingue et donc la dé-légitimation de la question nationale posée par le Canada français²¹⁴. Cela n'a pas empêché ces fonds de servir à créer des institutions à vocation sociétale plutôt que d'être utilisés afin de défendre un statut de minorité linguistique voire ethnique, ainsi qu'en témoignent les projets mis en place par Hudon et ses collègues au Collège Algonquin.

Cette conception de l'« animateur social » comme acteur doté d'une relative autonomie morale et politique, qui agit sur les formes donnant consistance à la société, c'est-à-dire sur les rapports humains et les institutions, est apparentée à celle élaborée par le sociologue québécois Jacques Grand'Maison dans son ouvrage *Vers un nouveau pouvoir*, publié en 1969. Dans la foulée des activités liées au Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ), le rôle, quasi missionnaire, qu'accordait Grand'Maison à l'« animation sociale », s'arrimait à une forme de « praxis²¹⁵ » devant constituer, selon lui, un « moteur essentiel pour humaniser les mécanismes de

²¹³ HOTTE, Lucie et MÉLANCON, Joanne (dir.), « Introduction », *Introduction à la littérature franco-ontarienne*, op. cit., p. 58.

²¹⁴ BOCK, Michel, *Comment un peuple oublie son nom. La crise identitaire franco-ontarienne et la presse française de Sudbury (1960-1975)*, Sudbury, Prise de Parole/Institut franco-ontarien, 2001, p. 45-54.

²¹⁵ Quelques autres formes (la liste est non extensive) de *praxis* étudiées dans cet ouvrage sont « 1) l'action collective aux plans socio-économique et politique et 2) l'organisation communautaire dans la prospective de l'aménagement régional » (GRAND'MAISON, Jacques, *Vers un nouveau pouvoir*, op. cit., p. 29). Chez Grand'Maison, la *praxis* repose généralement sur une dialectique qui se résume par cet adage : « Agir en homme de pensée et penser en homme d'action (Bergson) » (*Ibid.*, p. 254).

l'organisation, la bureaucratie, les concentrations du pouvoir et la prédominance de la fonction économique²¹⁶ ».

Les rapports de Hudon avec les syndiqués d'Amoco ont commencé dès son embauche au Collège²¹⁷ et se sont formalisés lorsque l'exécutif du syndicat²¹⁸ lui a transmis une requête afin d'obtenir son aide en matière d'organisation et d'utilisation de l'aide financière du Collège Algonquin. L'appui de cette institution a été accordé, officiellement, en raison de l'étude que Hudon menait alors sur les syndicats de la région de Prescott-Russell. Voici un extrait de la lettre de l'exécutif syndical :

Le but de cette lettre est pour te demander tes aides et celle du Collège Algonquin du côté imprimerie et conseil précieux. Nous savons que votre dévouement pour les syndicalistes a une réputation à Hawkesbury comme aucune autre organisation n'a pas²¹⁹.

Comme tous les auteurs d'*Une communauté en colère* l'ont souligné, Richard Hudon a joué un rôle capital quant à l'organisation des activités menées par l'exécutif du syndicat et quant à la mobilisation de la communauté de Hawkesbury durant la grève. Les tâches éducatives que Hudon a accomplies durant cette grève, à la demande de l'exécutif et des syndiqués, sont principalement les suivantes : 1) obtention de documents didactiques ; 2) sessions de formation sur le fonctionnement des comités ; 3) structuration d'un comité de grève ; 4) encadrement de la mise en place d'un comité de presse ; 5) impressions de matériel ; 6) projection de films éducatifs²²⁰. Il va sans dire que l'implication de Hudon durant la grève n'est pas passée inaperçue chez les élites économiques et politiques de la ville. Alors que l'éditeur en chef et propriétaire de l'hebdomadaire *Le Carillon* – le tonitruant homme d'affaires André Paquette – accuse les

²¹⁶ *Ibid.*, p. 43.

²¹⁷ Information tirée de la correspondance interne, datant du 14 août 1980, rédigée par Richard Hudon et destinée à Roland Desforges (directeur du programme d'éducation permanente à Hawkesbury), par laquelle Hudon répond à la requête de ce dernier d'obtenir des informations concernant son intervention avant et durant la grève, correspondance insérée dans l'annexe XXI du rapport : HUDON, Richard et VILLENEUVE, André, *Algonquin face à la formation des travailleurs et travailleuses en relations ouvrières*, op. cit..

²¹⁸ Le local 2-600 du Syndicat International des travailleurs du bois d'Amérique (SITBA).

²¹⁹ Cette lettre est insérée dans l'annexe XVI du rapport de HUDON, Richard et VILLENEUVE, André, *Algonquin face à la formation des travailleurs et travailleuses en relations ouvrières*, op. cit.

²²⁰ Annexe XXI du rapport de HUDON, Richard et VILLENEUVE, André, *Algonquin face à la formation des travailleurs et travailleuses en relations ouvrières*, op. cit.

« agents à tendance marxiste²²¹ » de manipuler « les grévistes d'Amoco comme des marionnettes²²² », le conseil municipal interpelle le directeur du Collège Algonquin pour connaître exactement quel est le rôle d'un « animateur social » et jusqu'à quel « degré » il peut s'engager dans la communauté²²³.

Les publications produites par Hudon durant la période où il occupe un poste au Collège Algonquin illustrent l'éclectisme des moyens par lesquels il s'est engagé auprès de la classe ouvrière de Hawkesbury et de la région de Prescott-Russell afin de pallier l'absence de matériaux pédagogiques de langue française offrant une « formation en relations ouvrières ». Quelques mois avant le déclenchement de la grève, Hudon participe ainsi à la traduction (de l'anglais au français) de la publication intitulée *Liste des risques pour les travailleurs des industries du textile et du vêtement*. Ce texte a comblé l'absence de documents de ce genre en français concernant le domaine du textile (deux tiers du premier tirage ont d'ailleurs été achetés par « des syndicats du Québec avides d'informations en français concernant la sécurité au travail²²⁴ »). Dans le cadre du projet de « recherche/action » *Algonquin face à la formation des travailleurs*²²⁵, réalisé en collaboration avec l'ancien ouvrier d'Amoco et futur directeur du Centre Culturel du Chenail, André Villeneuve, Hudon et ce dernier exhortent le Collège à créer un programme de formation des travailleurs et travailleuses en « relations ouvrières » dans le but de « participer activement à l'avancement de la classe ouvrière²²⁶ ». A titre de première étape, le rapport *Algonquin face à la formation des travailleurs et travailleuses en relations ouvrières* présente un répertoire des

²²¹ Éditorial, « Amoco. Mise au point », *Le Carillon*, Édition du mercredi 25 juin 1980.

²²² *Ibid.*

²²³ Auteur anonyme, « Council wants to meet with college president », journal hebdomadaire *The Review*, 22 octobre 1980, Fonds Richard Hudon, P126-1/8/2, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

²²⁴ Auteur anonyme, « Les risques dans le textile. Une deuxième édition par le Collège Algonquin », *Le Carillon*, 21 février 1981, article inséré dans l'annexe X du rapport de HUDON, Richard et VILLENEUVE, André, *Algonquin face à la formation des travailleurs et travailleuses en relations ouvrières*, op. cit.

²²⁵ Tandis que le financement du projet *Algonquin face à la formation des travailleurs* a été validé par le Comité des activités créatrices de la section de l'Éducation permanente du Collège Algonquin à l'été 1979, le rapport *Algonquin face à la formation des travailleurs et travailleuses en relations ouvrières* a été complété seulement en 1981 en raison du temps consacré par les responsables de ce projet à la grève d'Amoco.

²²⁶ HUDON, Richard et VILLENEUVE, André, *Algonquin face à la formation des travailleurs*, Projet présenté au Comité des activités créatrices, Secteur de l'Éducation permanente, Collège Algonquin, Hawkesbury, 16 août 1979, p. 2.

industries actives dans la région de Prescott-Russell et les résultats d'une enquête menée au sein de ces dernières visant à identifier les besoins des ouvrier(ère)s en matière de formation. Les auteurs du rapport déplorent alors le manque de considération à l'égard d'une frange importante de payeur(e)s de taxes de la province, soit les ouvrier(ère)s franco-ontarien(ne)s, dont le Ministère de l'Éducation de l'Ontario ignore, selon lui, les besoins spécifiques de formation. Comme le soulignent les auteurs, « il ne suffit pas de contribuer simplement à l'acquisition d'un métier, mais également à des conditions favorables pour l'exercer. Le travailleur a le droit de connaître et d'exercer ses droits en tant que travailleur(euse) et d'être traité comme citoyen à part entière²²⁷ ». Le programme de « formation en relations ouvrières » qui est alors proposé reprend le modèle du *Centre for labour studies* du Collège Humber à Rexdale (Ontario), qui propose une certification d'étude après l'achèvement de cours en matière de sécurité, d'organisation syndicale, de droits du travail et de spécialisation de la main-d'œuvre. En guise de conclusion, le rapport présente une synthèse de l'intervention menée par Hudon et, par extension, par le Collège Algonquin durant la grève. En voici un extrait :

« Toute une population a été conscientisée aux manipulations d'une multinationale dans la vie de tous les jours de quelque 500 travailleurs et travailleuses. Ce type d'éducation populaire, de formation, appelez-la comme vous voulez, menace aussi bien les multinationales que l'élite locale. Ces gens ont prêté au Service d'animation et à son animateur le pouvoir d'avoir tenu 500 travailleurs et travailleuses en grève pendant cinq mois²²⁸ ».

Hudon dénonce dans ce rapport les tentatives de la compagnie (avec la complicité des forces policières) de l'emprisonner durant la grève, qui se sont finalement traduites en une injonction lui interdisant l'accès aux piquets de grève en face de l'usine: cette injonction, écrit-il, fut une réplique au fait que « nous passions de 12 à 18 heures par jour à éduquer les grévistes sur

²²⁷ HUDON, Richard et VILLENEUVE, André, *Algonquin face à la formation des travailleurs et travailleuses en relations ouvrières*, op. cit., p. 55.

²²⁸ *Ibid.*, p. 45.

leurs droits. Ils nous ont tout simplement retiré le droit à notre salle de classe qui était, en l'occurrence, la ligne de piquetage²²⁹ ».

Il importe ici de faire un bref détour théorique afin de souligner l'influence marquante que les écrits de Paulo Freire ont eu sur le parcours de Hudon et sur celui de nombreuses personnes²³⁰ qui œuvraient dans des institutions²³¹ abritant des idées progressistes en Ontario français durant les décennies 1970-1980. Dans une présentation intitulée *Vivre en français en Ontario : une réalité ou une illusion ?*²³², faite à l'occasion d'un colloque organisé par Fred Caloren et d'autres professeurs au Département de science politique de l'Université d'Ottawa le 10 mars 1981, Hudon se réfère explicitement à Freire pour dénoncer explicitement l'« oppression » nationale des Franco-Ontarien(ne)s par l'État canadien anglophone et pour défendre l'idée d'une participation active du « peuple » dans les instances et les associations qui prétendent représenter l'ensemble des Franco-Ontarien(ne)s. Selon Freire, afin de contrer l'oppression culturelle exercée par les puissants (conçue comme une forme d'action « antialogique » qui cherche à dominer économiquement et culturellement les opprimés²³³), une révolution culturelle doit précéder la révolution sociale. Pour ce faire, les leaders, même s'ils sont issus des classes dominantes, doivent créer un programme d'éducation populaire, en collaboration avec les opprimés, pour assurer d'abord l'alphabétisation de ces derniers. Il faut insister sur le fait que la méthode d'alphabétisation préconisée par Freire se démarque du concept standard d'alphabétisation « fonctionnelle », qui vise l'accumulation utilitariste et « bancaire²³⁴ » des savoirs (au bénéfice,

²²⁹ HUDON, Richard et VILLENEUVE, André, *Algonquin face à la formation des travailleurs et travailleuses en relations ouvrières*, op. cit., p. 44.

²³⁰ Comme le souligne une autre animatrice sociale, Jacqueline Pelletier : « On était tous influencés par ça [et par] l'école de pensée de Paulo Freire [...] » (CARDINAL, Linda, *Rapport C'est L'temps. Le premier mouvement de revendication pour le droit à des services de justice en français en Ontario 1975 à 1977*, op. cit., p. 24).

²³¹ Dans le cadre de notre recherche, celles que nous avons repérées sont le Collège Algonquin et les troupes de théâtre populaire franco-ontariennes émergentes (voir le chapitre 4).

²³² Le texte de ce discours a été publié dans le journal hebdomadaire *Le Carillon* le 18 mars 1981, dans la tribune « Forum Communautaire », Fonds Richard Hudon, P126-1/8/2, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

²³³ FREIRE, Paulo, *La pédagogie des opprimés*, Maspero, Paris, 1974, p. 123.

²³⁴ Ce style de pédagogie stipule que ceux qui « possèdent » la connaissance la transmettent charitablement aux « ignorants ».

en définitive, des oppresseurs), au lieu de miser sur une pédagogie qui, s'adaptant aux individus et aux sociétés chaque fois conditionnés par des rapports de classe et un contexte culturel spécifiques, peut parvenir à insuffler aux masses une véritable « conscience » politique de la réalité. Ainsi, le concept d'alphabétisation « critique²³⁵ » s'articule à partir d'une prise en compte de la situation propre de l'opprimé, sur laquelle il est possible d'agir à l'aide d'une *praxis*, c'est-à-dire d'une pratique sociale où convergent la réflexion et l'action, la théorie et la pratique²³⁶, une telle dialectique de d'apprentissage supposant que « l'éducateur est lui-même éduqué²³⁷ » (nous reviendrons sur ces concepts à la fin de ce chapitre, lorsque nous relaterons notre rencontre initiale avec Hudon, antérieurement aux entretiens).

En février 1982, Hudon et quasiment la totalité des animateurs employés au Collège Algonquin sont congédiés sous prétexte de déficit budgétaire. Ce geste a été perçu comme une attaque frontale contre les efforts de développement communautaire amorcés au cours des années 1970 dans l'est ontarien. Selon plusieurs animateurs²³⁸, ce congédiement doit être considéré comme une manifestation de l'indifférence gouvernementale envers le désir de bien-être des Franco-Ontarien(ne)s. Selon eux, un tel acte a eu des répercussions sérieuses sur la région de Prescott-Russell, où une proportion importante de la population de la communauté majoritairement francophone vivait une situation de précarité économique et culturelle (le taux d'analphabétisme avoisinait les 40% à cette époque²³⁹). Devant cette situation affligeante pour l'Ontario français, Hudon ne bronche pas, il cherche même alors à opérer une fusion d'un ensemble de revendications sociales, inspirées par les projets militants dans lesquels il s'était

²³⁵ MAYO, Peter, « Critical Literacy, Praxis, and Emancipatory Politics », in *Liberating Praxis. Paulo Freire's Legacy of Radical Education Politics*, Westport (CT), Praeger Publishers, 2004, p. 37.

²³⁶ FREIRE, Paulo, *Conscientization*, Paris, INODEP, 1972, p. 89.

²³⁷ Formule tirée des *Thèses de Feuerbach* par Marx, cité par LABELLE, Gilles, « Philosophie et politique : les 'Thèses sur Feuerbach' de Marx », *Les nouveaux cahiers du socialisme*, n° 7, 2012, p. 219.

²³⁸ Auteur anonyme, « Abolition des postes d'animation communautaires. Sapin pour les francophones », *Le Droit*, jeudi 18 février 1982, Fonds Richard Hudon, P126-1/8/2, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

²³⁹ *Ibid.*

engagé depuis son embauche au Collège Algonquin, alors qu'il pose sa candidature aux élections municipales de Hawkesbury²⁴⁰.

Au cours de la période de « chômage politique » qui s'ouvre alors pour lui²⁴¹, Hudon participe à l'organisation des six colloques régionaux des travailleurs et travailleuses simultanément tenus le 11 juin 1983 et organisés en collaboration avec l'ACFO, de même qu'à l'organisation du colloque provincial qui a eu lieu à Sudbury les 17, 18, 19 juin 1983. Avec des membres de l'ACFO et d'autres militants, il fonde également le Comité sectoriel du travail²⁴² et agit comme « expert conseil » (conjointement avec Serge Denis) pour la rédaction du document *Les francophones tels qu'ils sont. Regard sur le monde du travail franco-ontarien*²⁴³ publié en 1986. Si nous nous fions à nos recherches archivistiques, il semble également que Hudon s'est orienté vers la promotion d'activités liées à l'alphabétisation, tantôt au sein d'organismes spécialisés dans ce domaine, tantôt par l'entremise du Comité sectoriel du travail, vers les années 1985-1986. Comme nous l'avons mentionné au début de ce chapitre, nos recherches archivistiques ont couvert seulement la période de 1976-1986, faute de temps ; aussi est-ce lors de notre première rencontre avec Richard Hudon que ce dernier nous a informée qu'il avait agi à titre de coordonnateur francophone de l'alphabétisation au ministère de l'Éducation, à Toronto, de 1987 à 1995. Au moment de cette rencontre, nous avons pu constater la déception ressentie par Hudon devant ce qu'il percevait comme un manque de reconnaissance du travail que lui et ses ex-collègues ont accompli alors qu'ils agissaient selon le credo inspiré de Paulo Freire : « (une

²⁴⁰ Puisque nous n'avons pas trouvé d'archives indiquant le contraire, il nous paraît évident que Hudon n'a pas réussi à obtenir un siège au conseil municipal lors des élections de 1982. Auteur anonyme, « Hudon candidat à la préfecture. De meilleures politiques économiques », le journal *L'Express*, le 30 octobre 1982, Fonds Richard Hudon, P126-1/7/20, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

²⁴¹ Ceci est l'expression que Hudon emprunte pour expliquer sa difficulté à trouver un emploi après son congédiement du Collège Algonquin. Auteur anonyme, « Emploi : colloque à Hawkesbury », *Le Droit*, 25 avril 1983, Fonds Richard Hudon, P126-1/3/12, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

²⁴² Les colloques susmentionnés et le Comité sectoriel sur le travail ont été l'objet d'une description détaillée dans le premier chapitre de notre thèse.

²⁴³ GUINDON, René, LEBRUN, Denis, W. THIFFAULT et L. ÉMOND, *Les Francophones tels qu'ils sont : regard sur le monde du travail franco-ontarien*, op. cit.

pédagogie) faite pour et par les Franco-ontarien(ne)s ». Selon Hudon, alors que la population ciblée par la FCAF était originellement la couche « populaire » franco-ontarienne, cet organisme, qui fonctionne aujourd’hui sous le nom de Réseau pour le développement de l’alphabétisme et des compétences (RESDAC), cible davantage les immigrants afin de leur offrir une alphabétisation dans la langue de leur choix, qui est, en l’occurrence, surtout l’anglais (puisque, naturellement, ils souhaitent avant tout adopter la culture majoritaire). En d’autres mots, selon Hudon, les services d’alphabétisation offerts par le gouvernement s’inscrivent désormais dans le sillage du projet politique propre au Canada anglais, soit celui de l’acculturation.

Afin de mieux saisir le sens des actions que Hudon a posées durant et après la grève d’Amoco, nous allons conclure la première partie de ce chapitre en rappelant les angles de réflexion qui se sont imposés à nous par suite de notre analyse des matériaux découverts lors de nos fouilles archivistiques. Les activités que nous avons relatées ci-dessus (il faut préciser que les activités auxquelles Hudon s’est livré au cours de la période qui nous concerne débordent largement le sujet de notre recherche) démontrent que Hudon a été un militant porteur de multiples casquettes, toujours voué cependant à donner une voix à ceux et celles appartenant aux couches sociales les plus opprimées de sa société. Pour Hudon, le haut taux d’analphabetisme et les bas salaires des Franco-Ontarien(ne)s (si on les compare à la population ontarienne considérée dans son ensemble, ainsi que le fait le rapport *Les Francophones tels qu’ils sont*) sont des indicateurs d’une situation socio-économique absolument inadmissible. En réponse à cette situation, Hudon a voulu faire voir les raisons fondamentales de l’infériorité économique et de la précarité culturelle dont souffrent les Franco-Ontarien(ne)s, qui tiennent aux entraves que le gouvernement canadien a imposées, au fil de l’histoire, à l’épanouissement et à la viabilité des institutions éducationnelles, culturelles et politiques des communautés linguistiques francophones. Le fait que la région de Prescott-Russell ait connu un développement industriel

tardif comparativement au reste de la province n’a nullement empêché Hudon et le milieu dans lequel il baignait, tout au contraire, d’exiger de meilleures conditions de travail pour les travailleurs et travailleuses franco-ontarien(ne)s, à l’instar des initiatives progressistes de recherche, de formation et de syndicalisme qui se faisaient ailleurs.

6.2 Entretien effectué avec Richard Hudon

Nous avons rencontré Hudon à deux reprises dans une bibliothèque privée située à Hull, le 22 et le 30 août 2012, environ deux heures chaque fois. Il importe de noter que ces entretiens se sont déroulés très différemment de ceux réalisés avec Dalpé et Denis. Hudon a une mémoire d’une multiplicité d’expériences militantes qui se sont entrecroisées dans le temps, de telle sorte que raconter un événement précis le conduit souvent à s’engager dans plusieurs récits périphériques et à additionner les anecdotes. Hudon semblait se remémorer plusieurs détails relatifs à la grève, sans qu’il procède toujours par ordre chronologique. Aussi les échanges que nous avons sélectionnés pour cette partie de ce chapitre ont-ils parfois été restitués à partir de fragments qui ne se sont pas enchaînés à la suite l’un de l’autre pendant les entretiens. Cela dit, nous avons tenté de présenter le plus fidèlement possible les énoncés de Hudon en évitant de citer ceux dont nous n’étions pas sûre de bien cerner les significations qu’ils avaient pour l’énonciateur.

6.2.1 L’époque de la grève

6.2.1.1 Tentatives de regroupement des travailleurs franco-ontariens : le conseil régional de Prescott-Russell

Pour commencer l’entretien, la chercheuse a esquissé un portrait du rôle que Hudon a joué durant la grève selon les informations recueillies dans *Une communauté en colère* et dans des

rapports publiés par Hudon avant et après la grève dans le cadre du projet de « recherche/action » *Algonquin face à la formation des travailleurs*. Puisque nous étions surtout intéressée par l'interprétation et les suites à donner à la grève du point de vue de l'animateur communautaire qu'était alors Hudon, nous lui avons d'abord demandé de commenter le propos de Serge Denis tiré de *Une communauté en colère*, selon lequel le leadership assuré en matière d'organisation syndicale par Hudon pendant la grève aurait dû déboucher sur l'institutionnalisation d'un conseil syndical régional à Prescott-Russell, dont la langue d'usage aurait été le français. Voici sa réaction :

Dans les autres usines [de la région de Prescott-Russell] les syndiqués n'étaient pas amenés à soutenir les autres grévistes. Mais quand ils ont vu la structure de grève qui a été mise en place et les marches organisées [...], on a ramassé quelque chose comme 25 000 boîtes de cannage. Les autres travailleurs se disaient « mon dieu! » il y a quelque chose [qui se passe]. [...]

C'est la FTO [Fédération du travail de l'Ontario] qui accorde le statut d'un « conseil régional ». [...] Après les grosses grèves chez Amoco et ailleurs, ça se trouve d'être les Métallos qui ont tenté de créer, de mettre sur pied un conseil régional. Même aujourd'hui c'est les Métallos qui agissent encore à Prescott-Russell [...]. Ils ont continué à offrir des cours de formation [en anglais] pour ceux qui veulent représenter les accidentés. Il y a eu seulement un [représentant] qui est parfaitement bilingue [...]. Encore [à ce jour] il n'y a jamais de [conseil régional].

Lorsque la chercheuse a mentionné que la mission du *Journal des travailleurs d'Hawkesbury et la région*²⁴⁴ était de créer des liens entre les syndicats de la région et de rendre visibles les conditions de vie de la classe ouvrière à ceux qui la méconnaissaient, Hudon a expliqué que :

Pour contrer les journaux locaux, comment qu'on s'assure que la nouvelle soit pas contrôlée par Paquette [propriétaire du *Carillon*] qui [...] couchait avec la compagnie? Une des tâches des syndiqués, la journée que le journal sortait : ils faisaient du porte à porte pour le distribuer. Ça faisait un exercice d'éducation populaire. Les trois-quatre mois durant lesquels la grève a duré c'était : c'est qui Amoco ? [on le démontrait avec des organigrammes]. [On a voulu préciser] qui sont les vrais acteurs qui sont là-dedans.

Ça l'a donné le ton, ça l'a été instrumental dans la création de l'union des assistés sociaux de Prescott-Russell. [...] [Leur] journal se nommait Le journal *Gen'arrache*. C'était influencé par ce qui se passait à Montréal.

²⁴⁴ Le *Journal des travailleurs d'Hawkesbury et la région* a fait l'objet d'une présentation plus détaillée dans le premier chapitre de notre thèse.

Ces dires démontrent que, selon Hudon, les tentatives de créer des institutions ayant pour tâche de permettre l'énonciation et de faire connaître le point de vue de la classe populaire et ouvrière à Hawkesbury et dans Prescott-Russell ont eu des effets seulement à court terme.

6.2.1.2 Les tentatives d'alliance avec le Québec sur les plans associatif, syndical et militant

Lorsque la chercheuse amena la discussion sur le terrain des rapprochements qu'on pouvait faire entre la grève d'Amoco et l'activité syndicale militante au Québec au cours des années 1960-1970, Hudon répondit en décrivant trois plans d'action provenant de la « base », auxquels il a été associé.

Plan associatif :

C'est en fonction des acteurs. Moi, quand j'étais à Hull je siégeais sur un comité de l'Association coopérative d'économie familiale [ACEF] [...]. Une partie de ma formation m'a été donnée par les activistes et les gens du Québec qui étaient probablement tous alignés dans un groupe de gauche, soit les maoïstes, soit la Ligue communiste, etc. Les idées que moi je ramenaï dans la pratique de l'éducation permanente à Algonquin étaient bien influencées par qu'est-ce que je vivais en tant que militant. [J'ai appris à l'ACEF] des atouts pour que la grève persiste et dure [comme par exemple celui] d'aller voir les cinq institutions financières [à Hawkesbury] et leur demander de suspendre tous les prêts hypothécaires pour la durée de la grève.

Hudon relève ici l'importance des initiatives personnelles dans l'établissement de liens entre groupes et entre militants engagés dans la lutte pour la justice sociale ou penchant à gauche. L'expérience que Hudon a acquise en siégeant à plusieurs conseils d'administration d'associations québécoises et franco-ontariennes au cours des années 1970 lui a permis de se familiariser avec différentes stratégies militantes et politiques. Celles-ci lui ont souvent été transmises par des militant(e)s québécois(e)s de tendance radicale, « alignés » selon l'expression de Hudon.

Plan syndical :

RH : Les syndicats en Ontario sont tous en anglais [...]. C'est des codes de travail totalement différents. On a pris contact avec les travailleurs de GM [General Motor] à St-Jérôme [Sainte-Thérèse]. Ils nous ont donné des tactiques à utiliser durant la grève [...]. Comme garrocher des clous à triangle en dessous les pneus des

chairs de police [...]. On se mettait en-dessous du camion [...] et mystérieusement des crevaisons [avaient lieu].

[Notre objectif] était de s'assurer que la compagnie ne déménage pas les moulins [...] C'était de protéger leurs emplois en empêchant que la compagnie ne parte de Hawkesbury avec toutes ses machines.

[Toutefois] c'était plus important de faire reconnaître le conflit par la FTO [que de créer des contacts avec les syndicats québécois] [...].

Étant donné les différences en matière de lois du travail au Québec et en Ontario, les syndicats ontariens ne pouvaient pas s'allier formellement aux syndicats québécois, explique Hudon. Alors que trois centrales d'envergure nationale assuraient un poids considérable au syndicalisme québécois, en Ontario on ne trouvait que des syndicats affiliés à des organisations américaines ou internationales dont la seule langue d'usage est l'anglais. Hudon n'omet cependant pas de mentionner que des militants syndicaux de la région de Prescott-Russell ont obtenu, en entrant en rapport avec un syndicat implanté à Sainte-Thérèse, des tactiques de grève qui se sont avérées fort utiles quand il s'est agi d'interdire à la compagnie de s'extirper du conflit en déménageant ses installations ailleurs qu'à Hawkesbury.

Plan du militantisme (marxiste) :

Les groupuscules [maoïstes, etc.] qui sont débarqués à Hawkesbury [essayaient] de gagner des adhérents et de former [...] c'est quoi le socialisme et le marxisme. Pour eux, la cause francophone... pffff [...]. Il y en a qui avaient une mauvaise influence [...] ça épeurait. Les syndiqués d'Amoco n'étaient pas politisés.

[Notre objectif était plutôt de] les convaincre [les grévistes] de s'identifier comme francophones et de faire leurs pancartes en français durant la grève [...]. Pour nous autres c'était un tout [...]. L'aspect [c'est-à-dire la lutte] linguistique et culturel était aussi social.

Quand Hudon mentionne les tentatives de recrutement infructueuses des groupuscules de la gauche québécoise chez les grévistes d'Amoco, il expose les limites des liens qui pouvaient s'établir entre militants qui partageaient pourtant une même sensibilité à l'égard de l'oppression de la classe ouvrière. Tandis que ces groupuscules militaient pour la mise en place du « socialisme » (un concept qui variait bien évidemment selon les différents auteurs marxistes vénérés dans chaque groupe), la majorité des grévistes d'Amoco avaient une connaissance toute

relative de la teneur du marxisme. En outre, alors que les groupes marxistes secondarisaient la question nationale, Hudon souligne que lui et le milieu militant franco-ontarien auquel il s'identifiait associaient étroitement la question sociale à la question linguistique et culturelle.

En somme, même s'il y a eu une certaine appropriation de tactiques radicales utilisées par des syndicats québécois durant la grève à Hawkesbury, l'écart entre le radicalisme des groupes marxistes québécois et les formes de lutte privilégiées à Hawkesbury est apparu infranchissable. De plus, comme y insiste Hudon, cet écart dépendait de ce que la grève n'était pas simplement une lutte ouvrière, mais s'arrimait aussi à des préoccupations culturelles, linguistiques, voire nationalistes, contrairement à ce que croyaient ces groupes.

6.2.1.3 Deux facettes du nationalisme ?

Afin de saisir la manière dont Hudon comprenait la question nationale à l'époque de la grève, la chercheuse a cité des extraits du discours *Vivre en français en Ontario : une réalité ou une illusion ?* Dans ce discours, Hudon évoquait, dans un style incisif, le combat des Franco-Ontarien(ne)s contre l'assimilation. La mention de ce texte a paru rendre Hudon hésitant. En effet, ses réactions ont plutôt porté sur le sens qu'il accorde à cette question aujourd'hui. Voici un long segment des échanges effectués sur ce thème entre la chercheuse et Hudon à ce sujet :

AG : Dans le discours *Vivre en français en Ontario : une réalité ou une illusion ?* [...], tu dis explicitement : « Les Franco-Ontariens sont des colonisés, qui se résignent à la peur et à l'oppression anglophone ». Dans ce discours, tu opposes le « nationalisme traditionnel » et le « nationalisme radical ».

RH : Moi, j'ai dit ça « nationalisme », comme ça ?

AG : Oui. Lorsque j'ai lu « nationalisme radical » j'ai pensé spontanément aux écrits de Freire et à son concept de « conscientisation » [...].

RH : Pour un Québécois ça pourrait vouloir dire les purs et durs de Parizeau. Radicalisme oui, mais c'est en fonction du mot « nationalisme » que je... euh... il faudrait que je vois le texte [...]. Moi je me fais accuser parfois de...

Il peut y avoir du bon nationalisme puis il y a en à outrance. Celui à outrance est celui des Le Pen [...]. Ils ne poussent pas plus que ça pour la langue, pas comme nous. Mais les anglophones nous traitent de racistes, de nationalistes. [...] Je ne comprends pas ta perception du terme.

AG : Pour moi, la question nationale, défendue dans une perspective territoriale ou pas, ou nationalitaire, est fondée sur un imaginaire collectif, c'est-à-dire se sentir lié par le partage d'une certaine spécificité culturelle et une histoire de luttes politiques. Enfin, il y a aussi le nationalisme néo-conservateur, plus xénophobe comme celui de Le Pen que tu as nommé.

RH : D'accord, mais la nation...

AG : [...] canadienne-française [...]

RH : [...] en Ontario français ça n'existe plus. On la revendique plus, non ? [...] Pour nous le nationalisme radical c'est de dire « c'est pour et par les francophones ». C'est pas un projet pensé en anglais et traduit en français. Pourquoi ce [projet] de formation en relations ouvrières [proposé dans le rapport *Algonquin face à la formation des travailleurs et travailleuses en relations ouvrières*] ? Il y a des cours qui s'offrent en anglais, mais [que faire] pour tenir compte de l'aspect philosophique [...] culturel et linguistique [...] des Franco-Ontariens ?

La réaction de Hudon qui survient immédiatement après la lecture des citations de son discours est très révélatrice. Dire que les Franco-Ontarien(ne)s sont des colonisé(e)s, victimes d'oppression, ces idées lui semblaient encore pertinentes, mais qu'il ait prononcé le mot « nationalisme », ceci l'étonnait beaucoup. Nous pouvons noter, tantôt par ses hésitations, tantôt par la demande exprimée à la chercheuse de préciser ce qu'elle entend par ce concept, que Hudon voulait éviter qu'on l'identifie au « mauvais » nationalisme, celui « à outrance » si on reprend ses mots. Ce type de nationalisme est la cible, selon notre compréhension des propos de Hudon, de certains Québécois(e)s (possiblement choqués par les insultes xénophobes post-référendaires de Parizeau) qui reprouvent le nationalisme « ethnique » ou d'anglophones anti-souverainistes et francophobes.

Après avoir approuvé la définition plus ou moins improvisée que la chercheuse a donnée de la question nationale, Hudon affirme que celle-ci ne se pose plus en Ontario français. Ensuite, il revient à la question initiale et dévoile que le « nationalisme radical » qu'il défendait à l'époque était une manifestation du crédo « c'est pour et par les Franco-Ontarien(ne)s », inspiré par l'approche pédagogique de Freire. Il semble que ce crédo a été le « roc » sur lequel ont reposé

plusieurs initiatives visant à créer des institutions qui répondraient le plus authentiquement possible aux besoins des Franco-Ontarien(ne)s, surtout ceux issus des milieux populaires.

6.2.1.4 La fin de l' « animation sociale » à Hawkesbury, le début de nouvelles perspectives en lien avec l'ACFO

Il est important pour nous de présenter le prochain extrait sans commentaires, puisque les propos de Hudon parlent d'eux-mêmes. Ils permettent de restituer le fil chronologique des événements et de comprendre le souffle qui a poussé Hudon à s'investir dans de nouveaux projets postérieurement à son licenciement du Collège Algonquin.

AG : Une année après la publication *Algonquin face à la formation des travailleurs et travailleuses en relations ouvrières* et la présentation de ton discours *Vivre en français en Ontario : une réalité ou une illusion ?* en 1981, tu as été congédié. Penses-tu qu'il existe un lien entre ces événements ?

HD : Nous étions treize animateurs qui avons perdu notre job sous le prétexte de la crise financière. C'était [une décision] politique.... Hum, c'est quoi le thème de ta recherche encore ?

Après avoir présenté de nouveau le sujet de la recherche, la chercheuse a rebondi en demandant à Hudon de décrire son expérience quant à l'organisation des six colloques régionaux des travailleurs et travailleuses organisés en collaboration avec l'ACFO simultanément le 11 juin 1983 et du colloque provincial qui a eu lieu à Sudbury les 17, 18, 19 juin 1983.

Ça c'était une première, soit pour la défunte ACFO, parce que maintenant elle... [silence]. Les ACFO régionales étaient fondées initialement pour défendre le droit à l'éducation. [Nous avons introduit des questionnements tels que] c'est quoi la propension des Franco-Ontariens qui sont syndiqués ? On ne pose jamais la question. Ceux qui sont syndiqués sont-ils bien desservis [en français] dans leurs syndicats ? C'est là [...], avec la gauche qui était présente dans certains groupes non-gouvernementaux [...], qu'on a lancé l'idée [d'organiser ces colloques] [...]. Par la suite, l'ACFO [...] a mis de côté toutes les recommandations.

Cloutier, il voulait, mais écoute, c'était pro-gauchiste [...] les recommandations qui ont sorti de ces colloques étaient [de nature] socialistes ! [...] C'est un peu la suite de l'éveil qui avait eu lieu à Amoco. [...]

Bénédiction inattendue, telle fut probablement la réaction de Hudon et des militants de gauche (affiliés à des organismes non-gouvernementaux) au moment où ils ont réussi à obtenir un soutien financier de l'ACFO pour organiser des colloques qui visaient la participation de toutes les couches sociales constituant la classe ouvrière (les travailleur/euse(s) aussi bien que les

chômeurs et les assistés sociaux) afin qu'elles puissent exprimer leurs doléances, leurs besoins sur le plan institutionnel et en matière de reconnaissance vis-à-vis de l'ACFO (et par extension le pouvoir gouvernemental). Comme nous l'avons rappelé dans le premier chapitre de notre thèse, les participants aux colloques (les recommandations de tous les colloques régionaux ont été réunies sous forme de rapport soumis aux dirigeants de l'ACFO) ont réclamé principalement la création d'un « comité de travail permanent²⁴⁵ » et la rédaction d'un « Manifeste pour notre place au soleil²⁴⁶ » des travailleurs et travailleuses franco-ontarien(ne)s. Hudon mentionne que les recommandations émises lors des sept colloques des travailleurs et travailleuses ont été écartées par l'ACFO au fil des ans. Par la suite, Hudon adopte un registre d'analyse plus « objectif » pour admettre que finalement les revendications dont il était question dans ce rapport étaient fondées sur des principes de gauche, alors que l'ACFO, même si son directeur André Cloutier (le plus progressiste que l'ACFO ait connu), qui a soutenu les initiatives de cette nature durant son mandat (1982-1984), ne partageait pas cette orientation. Cela n'empêche pas Hudon d'affirmer, en terminant, que ces colloques ont représenté en quelque sorte le prolongement de l'« éveil » hérité de la grève d'Amoco.

6.2.1.5 La disparition du Comité sectoriel du travail et la réorientation professionnelle de Hudon dans les affaires ministérielles liées aux programmes d'alphabétisation

La chercheuse a tenté ensuite de comprendre la disparition de ce qui a été baptisé le « Comité sectoriel du travail », qui a fonctionné au sein de l'ACFO pendant environ trois ans (de 1983 à 1986).

AG : Après 1985-1986, je perds toutes traces du Comité sectoriel du travail, comment expliques-tu sa mort?

²⁴⁵ CHAMPAGNE-ROY, Louise, *Le printemps des travailleurs : rapport-synthèse des colloques régionaux et du colloque provincial sur la situation des travailleurs-travailleuses en Ontario français*, Sudbury, Les production C.R., le 30 juin 1983, p.18, Fonds Richard Hudon, P126-1/3/13, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

²⁴⁶ *Ibid.*, p. 19.

RH : Moi je suis parti en 1987 pour travailler pour l’alphabétisation [au] provincial. Je ne m’en rappelle pas [...]. Je suis parti en alpha [alphabétisation] et ce que j’ai fait dans alpha [...] on veut l’oublier. J’ai été instrumental à créer les infrastructures gouvernementales qui ont fait en sorte qu’on a mis en place trente centres d’alphabétisation populaires à travers l’Ontario français. La réalité est que ces centres, avec l’approche de conscientisation de Paulo Freire, sont devenus une réelle menace face à l’ACFO provinciale. Parce qu’il y avait au-delà de vingt groupes d’ACFO régionaux, il y avait trente groupes d’alpha. Les groupes d’alphabétisation répondaient plus [aux besoins], ils étaient plus politisés et conscientisés que les ACFO régionaux. Les ACFO régionaux se sont battus pour être plus autonomes par rapport à l’ACFO provinciale. Nous autres on participait aux élections, on éduquait les sous-éduqués à prendre position en fonction de leur vécu [...]. Dans les groupes d’alpha, certains d’entre eux organisaient des débats avec tous les politiciens qui se présentaient [...].

Ce genre d’éducation en provenance de la part des centres d’alpha, on n’aimait pas ça.

Aujourd’hui, [...] ce n’est plus l’alphabétisation, c’est du *litteracy*, un beau mot anglais. Ce n’est plus du populaire. Après qu’ils m’ont mis dehors en 1994 [...], ils ne sont pas fermés, mais la structure c’est plutôt l’alpha sur un modèle de scolarisation. Le but est de les faire graduer et non pas de les conscientiser sur leur rôle intrinsèque d’être un citoyen et une citoyenne franco-ontarien(ne). La force des groupes populaires, ça menaçait.

Comme Hudon le précise dans cet extrait, les causes qui ont provoqué la fin du Comité sectoriel du travail lui échappent. Cependant, ce thème l’incite à raconter son expérience en tant que coordonnateur du programme d’alphabétisation²⁴⁷ (pour le ministère basé à Toronto) et à s’en prendre à l’ACFO et aux responsables ministériels qui ont changé la mission des programmes d’alphabétisation depuis son départ. Hudon nous apprend que les groupes d’« alpha » avaient un poids politique impressionnant à une certaine époque en raison de leur nombre et de la rigueur de leurs enseignements de « conscientisation », un mot confirmant que l’approche pédagogique préconisée par Freire était encore très présente. La raison principale de la rivalité entretenue par les ACFO régionaux face à ces groupes d’« alpha » semble être, selon Hudon, leur aspiration inassouvie à une plus grande autonomie, refusée par l’ACFO provinciale. Hudon souligne à plusieurs reprises que les groupes d’alphabétisation représentaient une véritable menace face à ce qu’il semble désigner comme le « pouvoir », puisqu’ils répondaient aux besoins des personnes qui les fréquentaient en matière de conscience politique, aboutissant même à une plus forte

²⁴⁷ Pour en connaître davantage sur l’historique des activités liées à l’alphabétisation qui se sont effectuées en Ontario français et ses statistiques, voir les publications suivantes : GUINDON, René, LEBRUN, Denis, W. THIFFAULT et L. ÉMOND, *Les Francophones tels qu’ils sont : regard sur le monde du travail franco-ontarien*, op. cit., p. 29-32; BAGAOUI, Rachid et DENNIE, Donald, « Le développement économique communautaire : nouveau départ pour le mouvement associatif Franco-Ontarien ? », *Reflets : revue d’intervention sociale et communautaire*, vol. 5, n°1, 1999, p. 83; BUREAU, Brigitte, « Alphabétisation : pour ne pas être aveugle devant les mots », *Mêlez-vous de vos affaires. 20 ans de luttes franco-ontariennes*, op. cit., p. 60-63.

participation citoyenne aux débats (électoraux) concernant leur société, etc. Ceci expliquerait, selon Hudon, le virage à 180 degrés que les missions institutionnelles des programmes d’alphabétisation ont connu depuis les années 1990. Désormais, ceux-ci visent surtout à rendre les personnes « fonctionnelles » dans le système politique et économique, sans accorder de l’importance au fait qu’ils/elles soient désarmés ou qu’ils/elles n’aient pas d’outils de compréhension critiques face à leur « réalité ».

6.2.1.6 Les legs de la grève d’Amoco : les acquis juridiques, la publication d’*Une communauté en colère* et la reconnaissance

Nous avons rassemblé ci-dessous des extraits des deux entretiens qui énumèrent les legs de la grève d’Amoco selon Hudon. Celui-ci rappelle d’abord :

En se battant tout simplement en tant que francophones pour le respect du [...] contrat qui a été signé à Amoco, la compagnie a reconnu [...] que la copie française avait la même force législative [...] que la copie anglaise. C’était du jamais vu. Tous les autres syndicats dans la région ont vu que c’était possible de négocier [...] et d’avoir la version française. Ensuite ça l’a influencé le Ministère du travail [...] quand le Bill 8 est arrivé dans les années 1980 de faire en sorte que le français soit présent [afin] qu’on puisse aller en arbitrage en français.

On peut donc d’abord considérer que la grève d’Amoco a été un évènement catalyseur de l’adoption d’un nombre considérable de lois et de services francophones en Ontario. Pour Hudon, le fait que les syndiqués aient obtenu une reconnaissance légale d’un contrat de travail traduit en français et négocié avec une compagnie privée étrangère a suscité par la suite plusieurs revendications en matière de services juridiques bilingues en Ontario. En ce sens, cette victoire a constitué un exemple non seulement pour les autres syndicats de la région mais également pour l’ensemble des communautés francophones en Ontario qui désiraient négocier leurs conditions de travail en français. Hudon associe ainsi la grève d’Amoco à la bilinguisation (du moins sur papier, ce qui ne se traduit pas nécessairement dans la pratique) de certains services juridiques, qui ont permis, par exemple, que se concrétise le droit de présenter en français des causes relevant des accidents de travail, consacré par la loi 8, en 1986. La réalisation des colloques des

travailleurs et travailleuses en 1983, la création subséquente du Comité sectoriel du travail (grâce au soutien financier de l'ACFO), de même que la création de la première clinique juridique populaire à Prescott-Russell en 1982 (« Suite à la grève, en 1982, on a obtenu la première clinique juridique populaire [francophone] ») et les pressions exercées pour que soient améliorés les services offerts par la FTO (Ça [la grève] l'a été un peu instrumental pour qu'elle se bilinguise [la FTO] »), sont toutes des initiatives qui s'inscrivent dans le sillage de l'« éveil » provoqué par la grève d'Amoco, selon Hudon.

Hudon poursuit :

Qui est-ce qui aurait cru que ça l'aurait donné ça, qu'on aurait conscientisé ? Que cinq professeurs notables, francophones de l'Université, prennent le temps d'écrire un livre ? Que ce livre a été un prérequis dans un cours à l'UQAM [Université du Québec à Montréal] ? Tous les syndiqués voulaient une copie. C'était leur vie.

Hudon fait ici référence à la publication *Une communauté en colère*, qui a conféré une certaine reconnaissance à un événement politique auquel a participé la communauté francophone de Hawkesbury et qui l'a profondément marquée (même s'il a pu être ignoré ensuite par la majorité). De plus, l'ouvrage a permis que des témoignages de certains acteurs qui ont participé à cette grève puissent épouser une forme objective et ainsi constituer une trace matérielle qui dépasse les frontières du milieu proche. Hudon relève avec fierté que l'ouvrage a eu un écho dans le milieu académique, comme l'indique son utilisation dans des cours universitaires au Québec.

6.2.2 La situation actuelle des Franco-Ontarien(ne)s

6.2.2.1 L'autocensure de la francophonie et le poids des médias

Parmi les propos de Hudon portant sur les faits d'actualité, plusieurs touchent à la question des similarités et des différences entre la situation des Franco-Ontarien(ne)s et celle des

Québécois(se)s. À plusieurs reprises, Hudon inscrit ces deux groupes en un seul : les « francophones ». Écoutons-le :

Les gens ici au Québec, où il y a au-delà de 90% des gens éligibles à voter [durant le référendum de 1980] qui ont voté, il y a pas eu un coup de poing, pas un coup de pied, pas un mort [...] et les Anglais puis le reste du monde qui regarde le Québec disent qu'on est des [xénophobes], [on dit] « votre nationalisme va détruire le pays ».

Selon le *Ottawa Sun*, [...] juste s'affirmer en tant que francophone québécois ou ontarien c'est [perçu] mal.

Pour Hudon, il est indéniable que les revendications francophones suscitent souvent la réprobation dans la majorité ou les médias anglophones. Il considère que le référendum de 1980 a été le moment déclencheur de l'opinion anti-souverainiste, qui perdure d'ailleurs toujours. Ces réactions des anglophones sont considérées par lui comme grossièrement exagérées, compte tenu de l'absence de violence dans ce moment politique pourtant très tendu.

Il poursuit :

Ils [les Franco-Ontariens et les Québécois habitant dans la région outaouaise] ne veulent pas choquer les anglophones. On dit l'harmonie, l'harmonie, mais elle a un prix. [...]

S'ils [les Franco-Ontariens] lisent moins les journaux anglophones et ils voient comment ils se comportent face aux Québécois quand ceux-ci essaient de s'affirmer au niveau de la langue [...] lorsqu'il a été question [durant la campagne électorale] de réformer la loi 101 au Québec [...], ils [anglophones] sont prêts à voter pour Legault et la CAQ [Coalition Avenir Québec] à cause qu'ils sont pro-anglophones. Les Franco-Ontariens regardent ça ici [...]. Penses-tu qu'ils vont aller s'affirmer, ben non... « c'est nos jobs », etc. [...]. C'est l'approche individuelle versus le collectif.

Il y a donc des signes, en réaction aux pressions exercées par les anglophones, d'une véritable autocensure de l'identité francophone (si ce n'est d'une honte), observable selon lui en Ontario mais aussi au Québec, surtout dans la région de l'Outaouais, où sont logés plusieurs ministères fédéraux. Le contexte de la capitale fédérale, Ottawa, joue certainement un rôle particulier, selon lui; par exemple, les lecteurs(trices) franco-ontarien(ne)s des journaux anglophones ne sont pas à l'abri, loin de là, des commentaires anti-souverainistes, voire franchement « francophobes » qui s'y étalent. À cet effet, Hudon stipule que la réticence des Franco-Ontarien(ne)s ou des Québécois(e)s (habitant dans la région de l'Outaouais) à s'identifier

fièrement comme des francophones tient à une volonté de préservation d'une façade d'« harmonie ». Mais cette pseudo-« paix linguistique », plutôt que de reposer sur de nobles sentiments, a en fait des racines « individualistes »; selon lui, elle est stimulée, entre autres, par un désir de protéger des intérêts économiques étroits, qui s'opposent ici à des conduites qui seraient davantage orientées vers le « collectif ».

6.2.2.2 L'inertie des Franco-Ontarien(ne)s face à leurs droits et le danger de l'assimilation

Dans les extraits qui suivent, Hudon critique les Franco-Ontarien(ne)s, qui omettent de réclamer (systématiquement) des services en français dans les endroits où ceux-ci sont pourtant garantis par la loi. Hudon assimile cela à une forme de résignation qu'il croit voir semblablement émerger progressivement chez les Québécois(se)s. En témoigne le fait que la « majorité » des électeurs a selon lui consenti au Québec aux modifications récentes du cursus scolaire au primaire, qui prévoit l'accélération de l'apprentissage de l'anglais d'ici quelques années²⁴⁸. Selon Hudon, les Québécois(se)s montrent par-là qu'ils ignorent les combats que les Franco-Ontarien(ne)s ont dû mener pour contrer les effets pervers d'une scolarisation dite « bilingue » mais en réalité assimilatrice. Il explique :

Pourquoi on a une loi 8 et nos propres gens ne l'utilisent pas ? On *switch* toujours à l'anglais [...]. Même là les Québécois [...] demandent que la moitié de la 6^{ème} année soit enseigné en anglais dans les écoles françaises. [Nous les Franco-Ontariens], on s'est battus toujours pour avoir [les écoles francophones] [...]. Il y a une différence entre l'acquisition d'une langue seconde [et la bilinguisation] [...].

Tu vois, les Québécois essaient de mettre [prioritairement] l'avancement individuel et personnel de leurs enfants. Ils font une équation qu'être bilingues, ça l'assure l'avenir de leurs enfants s'ils possèdent les deux langues. Ils ne comprennent pas que la bilinguisation c'est l'assimilation. C'est ça notre bataille [...].

Les Québécois ne voient pas du tout le danger de l'assimilation ! On a gagné pour eux autres, Gauthier et compagnie ont gagné le droit pour que les fonctionnaires [puissent] travailler dans leur langue. Les francophones refusent et travaillent en anglais sous prétexte qu'ils avanceront pas [dans l'échelle salariale].

²⁴⁸ Ce règlement, voté par le gouvernement libéral en 2012, vise à la mise en place d'ici 2015-2016 d'un programme d'anglais intensif obligatoire en sixième année dans les écoles primaires francophones du Québec. L'actuel (décembre 2012) gouvernement péquiste pourrait renverser cette décision.

On observe également dans ces extraits la reprise du thème mentionné auparavant opposant les choix faits en fonction de l'« individualisme », qui renvoient à un comportement utilitaire surtout intéressé aux perspectives de carrière, et les choix faits en fonction de la collectivité, que Hudon semble associer à des comportements participant d'une forme de résistance. Dans les prochains extraits cependant, Hudon change quelque peu de registre d'analyse, en insistant sur l'importance de l'éducation politique et de la transmission plutôt que sur les « choix » faits par les individus, qu'il dit tirer de son expérience personnelle. Il est clair que, pour lui, l'importance de l'éducation populaire est primordiale, afin que les Franco-Ontarien(ne)s puissent intégrer leurs droits à leur « psyché », au quotidien :

Moi quand je représentais des gens à titre d'avocat populaire au niveau des accidentés du travail ou quand j'étais formateur à l'éducation des adultes, ou quand on était sur les piquets de grève chez Amoco et toutes les affiches étaient en anglais, première affaire [que je disais] était : « on enlève tout ça ou bien on en garde un peu en anglais, mais on apprend à en faire en français tout d'abord » et les gens disaient « mais ça va être tout croche », [je répondais] « c'est correct, Mme Lemay va corriger tout ça au niveau ». [...]

Je refusais de représenter les personnes en anglais. Lorsque les gens recevaient leurs réponses en français [de leurs demandes de compensations de Toronto] ils disaient « mais, comment ça les avocats nous disent que ça marche pas en français ». [...]

Ça [réclamer des services judiciaires en français], c'est un changement de mentalité.

6.2.2.3 La question de la transmission chez les Franco-Ontarien(ne)s

Afin de creuser davantage ce thème de l'éducation populaire, la chercheuse a alors orienté la discussion sur le terrain de la transmission de l'histoire, et plus précisément de celle des luttes politiques qui ont pavé le chemin afin que les Franco-Ontarien(ne)s puissent se manifester dans les institutions publiques de leur société dans leur langue maternelle.

AG : Peut-être que ça [la faible utilisation des services francophones chez les Franco-Ontariens] s'explique par un manque de transmission de l'histoire des luttes qui ont mené aux acquisitions des lois encadrant les services en français en Ontario ?

RH : Il faut qu'il y ait des gens qui donnent l'exemple. Ceux qui sont fiers [...]. Si on le fait pas tout le temps, on arrive pas à changer les mentalités, si on le fait plus et c'est naturel, lui il est prêt à le transmettre à ses enfants. Ça ne veut pas dire de ne pas parler en anglais, mais de savoir où tu as droit d'avoir des services en français. Ce n'est pas facile, c'est une bataille à vie. [...]

On avait créé un programme pour former les futurs alphabétiseurs à la Cité Collégiale, mais ce programme a tombé. [...]

[Peut-être que le problème s'explique du fait que les alphabétiseurs seraient] forcés de se conscientiser, de reconnaître qu'il y a eu un génocide culturel, planifié par les anglophones qui ont fait par exprès de nous dénier l'accès au code de l'écrit. Quand tu sais ça là... Ils ont fait ça aux Amérindiens [...]. Et les gens y disent « Ah moi, je ne touche pas à la politique ».

Pour Hudon, la « transmission » est donc un combat au quotidien, que chaque Franco-Ontarien(ne) doit assumer en adoptant un comportement exemplaire – à la fois consciencieux et fier – dans le but d'exercer une influence sur son entourage. Une telle prise de conscience représente pour lui un facteur apparemment décisif, sur lequel repose la régénération de l'identité franco-ontarienne, compte tenu du fait que l'acquisition des droits relatifs aux services en français chez les Franco-Ontarien(ne)s existe, pour plusieurs d'entre eux, depuis seulement vingt à trente ans. Hudon n'est pas aveugle aux difficultés que cela suppose, puisqu'il relève avoir participé à une tentative d'« institutionnaliser » une formation²⁴⁹ qui aurait exigé chez les futurs alphabétiseur(eur)s la mise en œuvre d'une « conscience politique », difficile à faire accepter par les Franco-Ontarien(ne)s qui font l'autruche face à leur histoire de domination.

Ci-dessous, le commentaire de Hudon fait allusion à l'idée qu'il considère avoir contribué à l'histoire des luttes franco-ontariennes et de sa transmission (en offrant ses archives personnelles au CRCCF), même si les personnes qui occupent des positions d'autorité ne s'intéressent pas nécessairement à lui et, par extension, aux mouvements sociaux auxquels il a participé.

C'est sûrement pas les gens en position d'autorité qui diraient « c'est qui ce phénomène ? » [en parlant de lui-même]. J'suis pas un député comme le sénateur Gauthier, j'suis un brasseur de merde. Peut-être que l'acceptation de mes fonds d'archives au CRCCF a ouvert la porte aux autres [qui se sont engagés et qui possèdent également des archives qu'ils pourraient déposer].

Hudon avoue ensuite que le fait d'avoir discuté du rapport *Algonquin face à la formation des travailleurs et travailleuses en relations ouvrières* l'incite à vouloir se replonger dans ce

²⁴⁹ Idéalement, ce programme devrait s'offrir à l'unique collège francophone situé à Ottawa, la Cité Collégiale, dont l'ancêtre est le Collège Algonquin.

document, afin de s'inspirer des éléments toujours pertinents, tel que le besoin de fournir des formations afin de s'assurer qu'il y ait des représentant(e)s francophones au sein des syndicats en Ontario.

RH : Dans le rapport « Algonquin » on avait démontré que les représentants syndicaux dans la région de Prescott–Russell, il y en a très peu. Là présentement [...], hier j'étais à Hawkesbury en train de poser des affiches parce qu'on est en train de repartir un groupe pour les accidentés du travail, on fait affaire avec mon ancienne clinique d'aide juridique et les Métallos. Le représentant aurait à gagner de voir ce rapport. Aujourd'hui, la Cité collégiale pourrait offrir une formation en représentation syndicale, en relations ouvrières, pour que les représentants syndicaux puissent obtenir une formation. Les syndicats offrent une formation [...], ils sont tous obligés de le suivre en anglais. Le besoin est encore là, il n'a pas été relevé.

AG : Je te trouve très optimiste.

RH : Ma volonté, je la retrouve peu à peu. Je l'ai perdue suite aux accusations²⁵⁰ [grève Amoco] et suite à ma perte d'emploi au gouvernement. Aujourd'hui avec ce qui se passe en politique, le modèle qui nous est offert par Harper et compagnie, il décourage l'engagement. C'est pour cela que la grève étudiante est une grande surprise. Quand les organismes [associations] sont obligés d'avoir un cadeau en tirage pour faire venir les gens à leurs assemblées annuelles [il y a un réel problème].

Ce dernier commentaire laisse entendre que Hudon se prépare peut-être à se ré-investir dans le militantisme, par exemple pour qu'on offre une formation en « relations ouvrières » en langue française à Prescott-Russell. Il semble que l'adage qui décrit le mieux l'attachement de Hudon face aux Franco-Ontariens est : « ce n'est pas gagné, mais ce n'est jamais perdu ».

*

Les entretiens effectués avec Hudon démontrent à quel point ses expériences militantes façonnent les différents angles d'approche dont il se sert pour décrire le sens qu'il accorde à la grève et aux événements qui lui sont rattachés. Afin de mieux comprendre pourquoi plusieurs activités militantes « avant-gardistes » telles que la rédaction et la distribution de journaux par les travailleur(euse)s à Hawkesbury et dans la région de Prescott-Russell n'ont pas eu de suite ou de répercussions plus importantes, on peut peut-être invoquer deux problèmes majeurs que le conflit

²⁵⁰ Hudon a été arrêté pour « obstruction » du chemin menant à l'usine d'Amoco dès le début du conflit. De plus, tel que nous l'avons mentionné brièvement dans le chapitre 1, Hudon a été visé par une injonction émise le deuxième mois du conflit (26 juin 1980), lui interdisant l'accès aux piquets de grève. Il a écopé d'une amende de 250\$ en Cour provinciale à L'Orignal après plusieurs mois de discussions tendues avec son employeur, le Collège Algonquin, qui a finalement refusé de payer ses frais d'avocat et l'amende. Information tirée de : Anonyme, « Richard Hudon écope d'une amende de 250\$ », *Le Droit*, le 24 février 1980, Annexe XXXIII, HUDON, Richard et VILLENEUVE, André, *Algonquin face à la formation des travailleurs et travailleuses en relations ouvrières*, op. cit., p. 55.

ouvrier de 1981, très localisé, a dû affronter : les difficultés relatives aux alliances et à l'accessibilité aux médias qui véhiculaient l'information relative à la grève et pertinente pour les grévistes. Sur ce dernier sujet, le témoignage de Hudon est percutant, à propos de sa découverte de la gravité du problème d'alphabétisation, visible au mieux au moment des multiples activités organisées par les comités de grève. Mais il insiste aussi beaucoup sur la difficulté de créer des liens avec des organismes syndicaux. La question des alliances, en effet, s'est butée à la fois à des clivages d'abord d'ordre linguistique (la FTO n'offrait pas de services visant les francophones à l'époque), ensuite d'ordre juridique (bien que les syndicats québécois aient lié aussi, à un degré différent, le social et le national, les lois du travail étaient différentes au Québec et en Ontario) et, finalement, d'ordre idéal (cela étant démontré à la fois par l'effarement des grévistes en réaction au prosélytisme des groupuscules québécois et par la difficulté dans les milieux militants engagés de s'entendre sur la question des classes et des conflits de classes).

Par ailleurs, nous avons pu observer à quel point le concept de « nationalisme » était difficile à aborder pendant nos entretiens avec Hudon, en raison apparemment de l'intériorisation par ce dernier des différentes connotations péjoratives associés à ce thème par les médias. Cela n'empêche cependant pas de relever l'attachement de Hudon à ce qu'il décrit comme un « nationalisme radical », qui ne paraît rien d'autre que l'association, dans un même mouvement, de préoccupations relevant à la fois de la question nationale (par exemple créer des institutions proprement franco-ontariennes) et de la question sociale (l'exigence que ces institutions puissent répondre aux inégalités économiques et culturelles vécues par les Franco-Ontarien(ne)s).

En définitive, nos entretiens avec Hudon montrent, selon nous, tout le sens qu'il accorde à la portée de la grève d'Amoco, dont il fait un événement des plus significatifs, contribuant à l'édification d'une partie de l'histoire ouvrière des Franco-Ontarien(ne)s. Si nous reconnaissons que cette appréciation est légitime, il est d'autant plus intéressant et pertinent de se demander

alors pourquoi cette grève est l'objet d'un désintérêt sinon d'un oubli parmi ceux et celles qui s'intéressent aux études historiques et sociologiques qui portent sur les Franco-Ontarien(ne)s.

Chapitre 7 : Analyse globale

Nous sommes maintenant à l'étape de l'analyse globale de notre travail, où nous allons tenter de répondre à notre question de recherche en faisant ressortir les éléments les plus pertinents à ce sujet relevés dans les trois chapitres précédents. Ce chapitre sera divisé en quatre parties : 1) réponse à notre question de recherche; 2) retour sur les concepts théoriques; 3) thèmes transversaux; 4) conclusion générale.

7.1 Réponse à notre question de recherche

En nous fiant aux idées dégagées pendant nos entretiens, nous sommes désormais en mesure de répondre à notre question de recherche, que nous rappelons : *Comment la grève d'Amoco a-t-elle permis, selon les propos réflexifs de trois intellectuels associés à cet événement, de conjuguer la question sociale et la question nationale ?*

Une première lecture de l'ouvrage *Une communauté en colère* a permis de voir dans la grève d'Amoco un événement à l'origine de discours et d'interventions créatives, œuvres d'individus attentifs à ses répercussions. Les trois acteurs rencontrés nous ont confirmé explicitement pendant les entretiens que nous avons eus avec eux, que leurs interventions, accomplies durant et après la grève d'Amoco, étaient emblématiques pour eux d'une convergence entre la question sociale et la question nationale. Aussi, caractériser cette période de l'histoire des conflits sociaux en Ontario français en formulant l'hypothèse selon laquelle la question sociale était première par rapport à la question nationale, qui en était ainsi secondarisée²⁵¹, ou a contrario (la question sociale était secondaire par rapport à la question nationale), nous semble difficile à

²⁵¹ Cette position semble être celle défendue par Hélène Beauchamp et Joël Beddows dans leur ouvrage *Des théâtres professionnels du Canada francophone : entre mémoire et rupture* (Ottawa, Le Nordir, 2001), pour décrire comment le théâtre populaire franco-ontarien a réussi à se libérer de sa vocation communautaire originelle afin de permettre une « professionnalisation » des artistes qui y œuvraient.

soutenir, du moins après avoir écouté ces trois acteurs. Il faut en outre remarquer qu'ils utilisaient le plus souvent, plutôt que le « je », un « nous », indiquant qu'ils sont intervenus en tant que membre d'une communauté ou d'un milieu spécifique (celui défini par les artistes, par le développement communautaire ou par le travail conduit à mi-chemin entre l'université et le militantisme) et non à titre individuel.

Par contre, les réflexions rétrospectives des trois acteurs lors de nos entretiens confirment également que leurs tentatives de lier la question nationale et la question sociale n'ont pas eu d'effets durables dans le temps. En effet, on pourrait même dire que ces tentatives n'ont jamais atteint le statut d'« événements » dignes d'être inscrits dans l'histoire officielle de l'Ontario français. Nous constatons que la grève d'Amoco ne fait pas partie de la mémoire collective des luttes franco-ontariennes²⁵², ni des lieux commémoratifs de l'histoire officielle de Hawkesbury. On ne trouve aucune copie de la monographie *Une communauté en colère* dans la bibliothèque du Centre culturel du Chenail. L'évènement ne figure pas dans la chronologie qu'on trouve sur la muraille dédiée à l'histoire de la ville située à la « Place des pionniers », un espace aménagé sur la rue Principale qui a pour mandat officiel d'agir comme lieu de rassemblement et de remémoration pour les citoyen(ne)s de Hawkesbury.

Un tel oubli ou un tel effacement de la mémoire populaire franco-ontarienne peut sûrement être mis en rapport avec les changements lexicaux intervenus en politique, dans les médias et dans les publications savantes depuis le début des années 1980 en Occident. Cette décennie marque à la fois le moment où se manifeste l'emprise des idées néolibérales délégitimant, entre autres, l'interventionnisme étatique dans le domaine économique, et celui où,

²⁵² Cependant, il faut saluer des travaux récents qui rappellent l'histoire de mouvements socio-politiques franco-ontariens oubliés: par exemple, *C'est l'temps* (de Linda Cardinal, publié en 2011) et une étude (non achevée pour l'instant) qui s'intéresse au mouvement citoyen des résident(e)s francophones de la Basse-Ville d'Ottawa (Anne Gilbert, recherche qui s'inscrit dans le projet « Chantier Ottawa », 2012). Il y aurait certainement un travail d'envergure à mener de la part de futur(e)s chercheur(eur)s qui voudraient prendre la relève et étudier l'histoire du Département d'éducation permanente du Collège Algonquin, qui aurait agi, selon Linda Cardinal, comme une véritable « pépinière » de partage et de transmission des idées progressistes en Ontario français durant les années 1970-1980.

par suite de l'effondrement et de la critique des régimes communistes et des multiples expériences totalitaires auxquelles ils ont donné naissance, le « socialisme » devient le synonyme d'un projet de société méprisable. En parallèle, se sont concrétisées dans l'espace d'une décennie la disparition de la classe ouvrière en tant qu'acteur identifiable dans les pays occidentaux et la déconsidération progressive du marxisme dans les milieux progressistes et également en tant que courant de pensée scientifique dans les milieux académiques. Il est étonnant de constater qu'en l'espace d'à peine trente ans, on est passé dans les sociétés nord-américaines de la dénonciation des conditions de travail subies par les dominés et de l'exposition des rouages de l'exploitation capitaliste à une pensée que plusieurs jugent aseptisée du « politiquement correct ». Par surcroît, les citoyen(ne)s qui dénoncent le « néo-libéralisme » et ses méfaits dans le débat public se voient décrits comme des « anarchistes » voire des « terroristes », comme nous l'avons observé durant la grève étudiante québécoise de 2012²⁵³.

Quant au « nationalisme », il nous semble que cette notion est également désormais quasi-indicible, même si c'est pour d'autres raisons. Les opinions fluctuantes exprimées par Dalpé et Hudon sur le nationalisme montrent le malaise que suscitent les discours de mouvements nationalistes conservateurs et xénophobes (telle que la droite sans complexe de style « Le Pen ») et la peur d'y être associé. Mais la « diabolisation » du nationalisme d'origine canadienne-française au Canada a des origines plus complexes. On pourrait ainsi penser que sa délégitimation tient, entre autres, à la promotion de l'identité nationaliste canadienne, « multiculturelle et bilingue », et des mesures législatives qui l'ont accompagnée. L'allergie qu'éprouvait le Premier ministre Trudeau vis-à-vis du souverainisme québécois a indéniablement

²⁵³ Les débats qui ont émergé lors de la grève étudiante québécoise de 2012 offrent des exemples notables de démagogie médiatique, notamment dans les médias canadiens pro-fédéralistes. Pour une introduction brève aux contrastes entre les informations et les opinions qui figuraient dans des quotidiens indépendants tels que *Le Devoir* et les quotidiens anglo-canadiens, voir le dossier du *Courrier International*, n° 1 131, 5 juillet 2012, « Montréal, ville rebelle », <http://www.courrierinternational.com/magazine/2012/1131-montreal-ville-rebelle>.

changé les contours (les effaçant même à certains égards) du débat sur le bi-nationalisme au Canada au cours des décennies 1970-1990. L'attaque frontale contre le nationalisme québécois perdure aujourd'hui, tant dans les débats qui ont lieu dans la sphère politique classique²⁵⁴ que dans les médias pro-fédéralistes publics, financés par l'État canadien (la CBC), et privés (*La Presse* et les quotidiens gratuits distribués dans les lieux de transports publics en Ontario et au Québec). Tel que Richard Hudon l'a relevé, le mépris du souverainisme s'insinue subtilement dans la psyché des francophones en situation minoritaire, au point où ces derniers vont parfois jusqu'à récuser la validité même de faire usage de leurs droits linguistiques. Ce phénomène est beaucoup plus visible dans les villes et les régions « dépendantes » des emplois liés au gouvernement fédéral, comme Ottawa et l'Outaouais. Est-ce que ce comportement résigné et utilitariste est bien celui qui se développe actuellement ailleurs au Québec, comme le prétend Hudon? Son propos rejoint celui de Jean Larose, qui présente la dégringolade de la pensée souverainiste au Québec comme étant imprégnée de plus en plus de la logique néo-libérale. Installée dans une ambiguïté provoquée par les élucubrations antinationalistes viscérales de la « gauche culturelle », Larose affirme que l'idée de souveraineté suscite désormais le mépris : « La méprise des boudeurs. Prendre la souveraineté pour du mépris. Et donc s'interdire la souveraineté²⁵⁵ ».

7.2 Retour sur la validité des concepts théoriques

Les entretiens effectués dans le cadre de notre recherche ont en commun d'offrir des « récits » indiquant les attributs que les trois acteurs retenus octroyaient à la « nation » ouvrière et populaire (ou prolétaire, cela dépend du lexique employé par chacun) qu'ils croyaient avoir

²⁵⁴ Par exemple, les partis politiques québécois qui semblent véritablement vouloir s'engager dans un projet d'indépendance (Québec solidaire, Option nationale) sont ostracisés par le parti politique qui incarnait jadis ce mouvement (le Parti Québécois), qui n'ose plus avancer un véritable projet de société indépendantiste.

²⁵⁵ LAROSE, Jean, *La souveraineté rampante*, Montréal, Éditions Boréal, 1994, p. 55.

identifiée en Ontario français à l'époque de la grève d'Amoco. Les publications et les entretiens réalisés auprès des trois acteurs mettent en évidence les liens tissés selon eux entre les effets d'aliénation engendrés par l'expansion du mode de production capitaliste telle qu'elle se réalise dans une situation de « *company town* » pour plusieurs communautés franco-ontariennes (dimension sociale) et les conditions culturelles et linguistiques qui leur sont spécifiques (dimension nationale). L'importance du récit pour l'établissement d'un tel rapport à l'histoire « nationale » rejoint selon nous la conception de Benedict Anderson : « La conscience d'être pris dans un temps sériel, séculaire, avec tout ce qu'il suppose de continuité, et pourtant d' "oubli" de l'expérience de cette continuité [...], rend nécessaire un récit d'identité²⁵⁶ ».

Si on considère que les interventions accomplies par les trois acteurs analysées dans notre recherche s'adressaient autant à la classe ouvrière qu'à une partie des élites franco-ontarien(ne)s, on peut dire qu'elles visaient la formation d'une forme de « conscientisation », fondée sur l'importance de s'intéresser à la réalité socio-économique de la frange populaire des communautés linguistiques constituant l'Ontario français. On pourrait ainsi affirmer que ces trois acteurs partagent des traits de ce que l'on pourrait définir comme des « intellectuels organiques » de la nation ouvrière et populaire franco-ontarienne. Si chacun des trois acteurs a bien tenté de semer les graines d'une nouvelle conscience collective, il faut reconnaître que les efforts menés dans ce sens par Richard Hudon se sont inscrits dans une démarche de beaucoup plus longue haleine²⁵⁷.

Les interventions d'Hudon durant et après la grève revêtent en effet plusieurs caractéristiques qui nous paraissent très fidèles à la notion de l' « intellectuel organique ». Hudon incarne le sens qu'a donné Antonio Gramsci à cette notion du fait des rapports de proximité qu'il

²⁵⁶ ANDERSON, Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, op. cit., p. 205.

²⁵⁷ Dalpé est parti au Québec à la fin des années 1980, Denis s'est intéressé à d'autres projets de types académiques et militants après la fin du Comité sectoriel du travail.

a entretenus avec les couches populaires (dont il est lui-même issu) en tant qu'animateur social. Il souhaitait mettre sur pied des programmes d'éducation populaire et de « conscientisation » de la population franco-ontarienne afin de renverser le discours hégémonique existant. Plusieurs projets militants entrepris par Hudon reposaient sur l'idée selon laquelle les capacités intellectuelles ne sont pas innées, mais peuvent être cultivées chez les dominé(e)s, ce qui suppose, par ricochet, un « terrain de lutte » où est dénoncé le pouvoir des oppresseurs. En d'autres mots, Hudon a assuré la fonction d'un « transmetteur » de savoirs et d'idées auprès des couches populaires, tâchant de donner sens à la formule concise de Gramsci : « tous les hommes sont des intellectuels », même si « tous les hommes n'exercent pas dans la société la fonction d'intellectuel²⁵⁸ ». Dénoncer les causes politiques de l'analphabétisme par la voie de la « conscientisation », ceci nous apparaît une démarche qui s'inscrit dans une volonté de créer à terme une « idéologie organique », ayant la capacité d'engendrer une « réforme intellectuelle et morale²⁵⁹ » et de prétendre à une nouvelle hégémonie.

Globalement, nous pouvons considérer que les interventions des trois acteurs durant et après la grève d'Amoco sont assimilables à des actions qui s'inscrivaient dans une forme de *praxis* consistant à miser, dans une conjoncture très marquée par ce qui se passait au Québec, sur l'émergence de formes de résistances et de tentatives de dépassement du « tableau d'oppression » que la convergence entre dimensions sociale et nationale permettait de faire apparaître. Si on réfère à la définition que donne Jacques Grand'Maison de la *praxis*, qu'il entend comme une éthique où fusionnent pensée critique de la totalité sociale et agir humaniste visant la transformation de celle-ci, il nous semble que nous ne sommes pas très loin de ce qu'ont cherché à incarner Dalpé, Denis et Hudon dans leurs interventions analysées dans notre recherche. Dans

²⁵⁸ GRAMSCI, Antonio, « La formation des intellectuels », *Problèmes de civilisation et de culture, Cahiers 1930-1935, op. cit.*, p. 4.

²⁵⁹ PIOTTE, Jean-Marc, *La pensée politique de Gramsci, op. cit.*, p. 60.

les trois cas, il s'agissait moins d'intervenir « d'en haut » pour dicter une marche à suivre aux acteurs sur le terrain, que de partir de ce que ceux-ci faisaient pour chercher à leur faire prendre conscience de la portée de leurs actes²⁶⁰.

7.3 Pourquoi l'absence de durée : thèmes transversaux

Nous venons tout juste de dire que les tentatives de Dalpé, Denis et Hudon de faire converger question sociale et question nationale en Ontario français n'ont pas réussi à s'inscrire dans la durée (au point où elles sont quasiment oubliées aujourd'hui). Pour comprendre cette incapacité à assurer une continuité dans des formes pratiques (dans des institutions vouées au développement de la conscience politique des couches populaires par exemple) et dans des formes littéraires (par une inscription dans l'histoire « officielle » des Franco-Ontarien(ne)s et par l'obtention du statut d'objet de recherche scientifique reconnu), nous allons présenter des thèmes transversaux ou communs aux trois acteurs qui sont ressortis des entretiens que nous avons menés, et qui apparaissent comme des éléments d'explication de la situation²⁶¹.

7.3.1 L'échec des tentatives d'alliances

Un thème récurrent qui s'est dégagé lors des entretiens est celui des « alliances ». L'impossibilité de conclure des alliances a certainement conduit à la fragilisation du mouvement ouvrier et populaire militant francophone dans l'Est ontarien.

²⁶⁰ En même temps, on doit constater que les possibilités de transformation sociale ne sont certes pas apparues aussi clairement en Ontario français durant la période qui nous intéresse qu'au Québec au même moment, où la force politique des syndicats et des mouvements de « base » ont contribué à l'adoption de lois innovatrices pendant le premier mandat du gouvernement péquiste : la loi 101 certes, mais aussi, comme nous l'avons déjà mentionné, la loi 45 (ROUILLARD, Jacques, *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*, op. cit., p. 195). Cet élan a été brisé par suite de l'adoption de la Constitution de 1982, comme nous l'avons relevé, qui a substitué une logique fondée sur le primat des droits individuels aux dépens d'une quête du bien commun (MARTEL, Marcel et PÂQUET, Martin, *Langue et politique au Canada et au Québec. Une synthèse historique*, Montréal, Éditions Boréal, 2010, p. 216).

²⁶¹ L'ordre de présentation ne coïncide pas nécessairement avec l'importance de chacun des facteurs retenus.

Pendant les entretiens effectués avec Hudon et Denis, le thème des alliances a été présenté par eux comme une nécessité afin de consolider les assises d'un tel mouvement, émergeant au travers des multiples débrayages qui ont eu lieu dans la région de Prescott-Russell pendant la décennie 1970 et qui a culminé dans la grève d'Amoco à Hawkesbury. Pour Hudon, Denis, leurs collègues du Conseil sectoriel du travail et plusieurs militants syndicaux, la création d'un conseil régional syndical regroupant les syndicats comptant une forte proportion de travailleur(euse)s franco-ontarien(ne)s dans la région de Prescott-Russell aurait pu donner une impulsion décisive au mouvement²⁶². Ce projet, cependant, n'a jamais reçu l'approbation nécessaire de la part du Conseil du travail du Canada (CTC)²⁶³. Sur le plan provincial, les militants réclamaient l'institution d'un caucus francophone au sein de la Fédération des travailleurs de l'Ontario (FTO). Mais les efforts entrepris par Hudon, Denis et d'autres militant(e)s syndicaux qui allaient dans ce sens n'ont rencontré que l'indifférence de la FTO, qui a simplement refusé de favoriser la création d'un tel caucus et d'offrir (systématiquement) des services de base en français (formation, traduction pendant les assemblées générales, etc.).

Dans le cas du milieu du théâtre auquel Jean-Marc Dalpé était rattaché, il semble que le souci des théâtres populaires franco-ontariens d'évoquer des sujets sociaux sur un ton « dénonciateur » et de contribuer au développement communautaire n'ait pas été vu comme nécessitant la création de liens suivis ou durables avec l'ACFO²⁶⁴ ou d'autres groupes de militants progressistes. Peut-être ce milieu avait-il peur de perdre son indépendance, de s'éloigner d'une démarche qui devait demeurer avant tout artistique.

²⁶² La possibilité d'alliances avec les syndicats québécois étant écartée du fait qu'ils ne partagent pas le même code du travail que celui de l'Ontario.

²⁶³ « La CTC exige la présence d'un nombre de syndiqués beaucoup plus élevé que celui qu'on retrouve dans la région de Hawkesbury pour procéder à la création d'un conseil de travail. Cependant [...] la centrale tient aussi compte d'autres facteurs à ce sujet ; il y a des régions au Canada qui ont de tels conseils tout en ne regroupant pas le nombre de syndiqués formellement exigé par [la CTC] » (DENIS, Serge, « L'union ouvrière ou la dynamique du mouvement des travailleurs d'Amoco », *op. cit.*, p. 98).

²⁶⁴ Pourtant, le directeur de l'ACFO André Cloutier (1982-1984) a fait l'éloge de la pièce de Dalpé *Les murs de notre village* dans son discours intitulé « L'âme franco-ontarienne » publié dans *Le Temps* en août 1980.

Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître que les interventions des trois acteurs durant et après la grève apparaissent rétrospectivement comme ayant surtout contribué au développement institutionnel de leurs milieux respectifs (le théâtre, l'animation, le travail intellectuel). Leur désir de transmettre des idées « avant-gardistes » ou progressistes a trouvé peu d'écho à la fois dans les associations qui bénéficiaient de la reconnaissance des élites (sauf pendant une courte période dans le cas du Comité sectoriel et de l'ACFO) et dans le paysage quotidien des couches ouvrières franco-ontariennes. Quant aux groupes militants marxistes québécois présents à Amoco, on a vu qu'ils n'ont jamais considéré le contexte linguistique et politique spécifique des Franco-Ontarien(ne)s et qu'ils ont suscité des réactions très négatives de la part des grévistes. En définitive, bien que les projets que nous évoquons se soient réclamés du socialisme, les moyens (qui dépendaient le plus souvent de fonds gouvernementaux) utilisés pour parvenir à rejoindre les couches ouvrières et populaires sont restés limités et peu efficaces. Le fossé n'a jamais été comblé entre les intellectuels et le reste de la population.

Il faut souligner l'importance du thème de l'engagement « individuel » dans les entretiens effectués dans le cadre de notre recherche. Les trois acteurs ont mentionné à plusieurs reprises que leur travail avait été le fruit de l'engagement de multiples individus dévoués à la cause, qui se sont sacrifiés pour elle. Il nous semble incontestable que Dalpé, Denis et Hudon ont fait eux-mêmes partie de ces individus. Selon Danilo Martuccelli, les années 1960-1970 en Occident ont été le théâtre d'une valorisation de la capacité de la volonté de combattre les injustices sociales résultant de causes systémiques jugées inacceptables²⁶⁵. Dans un contexte où, d'une part, les idéaux socialistes font pratiquement l'objet d'un oubli dans nos sociétés et où, d'autre part, le capitalisme financier international donne l'impression d'un système dérégulé échappant à tout contrôle, on peut se demander si une telle valorisation du volontarisme n'est pas appelée à un

²⁶⁵ MARTUCCELLI, Danilo, *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Armand Colin, Paris, 2006, p. 213.

retour en force dans l'avenir. Les mouvements qui se forgent dans la résistance à un tel système et qui risquent de prendre de l'ampleur au cours de la prochaine décennie seront-ils fondés sur un rejaillissement du « volontarisme » des individus face à une histoire qui deviendrait immaîtrisable autrement ? Ou bien verrons-nous plutôt l'émergence d'une nouvelle forme de *praxis*, où les intellectuels chercheront à se lier de nouveau à des couches populaires en les convaincant de s'unir contre un tel système, afin à nouveau de tenter de transformer la totalité sociale ?

7.3.2 Fin de la convergence de la question sociale et de la question nationale en Ontario français

Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, même si cela était au cœur de ce qui s'est passé autour de la grève d'Amoco, la convergence entre le « social » et le « national » n'a pas réussi à s'institutionnaliser et à durer en Ontario français. Revenons à l'analyse que font les acteurs eux-mêmes de ce phénomène.

Denis et Hudon ont tous deux avancé l'idée selon laquelle les projets militants qu'ils défendaient ont été rayés de l'espace public ontarien pour des raisons essentiellement politiques²⁶⁶. Pour Denis, la « fin » de l'ACFO est un effet des positions « nationalistes » et anti-rapatriement que certains acteurs politiques avaient adoptées. Hudon insiste pour sa part sur le fait qu'il a été ostracisé en raison des convictions politiques qu'il affichait alors qu'il occupait des postes dans l'enseignement public ou dans la fonction publique (Collège Algonquin, programme d'alphabétisation).

Puisque le projet du Comité sectoriel du travail de susciter des alliances nouvelles dans le cadre de la CTC et de la FTO a échoué, ses capacités à maintenir son indépendance s'en trouvaient considérablement diminuées dès le départ. Puisqu'il ne pouvait guère compter sur les

²⁶⁶ Dalpé, pour sa part, avait déjà rejoint le Québec avant que les premières grandes compressions budgétaires n'atteignent les théâtres franco-ontariens au cours des années 1980.

syndicats, le Comité devenait en effet dépendant financièrement de l'ACFO. Mais alors qu'il cherchait à remplir sa mission consistant à assurer une représentation de la classe ouvrière et des couches populaires au sein de cette association (qui agissait ainsi comme un « parrain » fournissant des fonds pour concrétiser certains projets), celle-ci voyait son mandat se transformer profondément, passant d'un objectif de « développement » des Franco-ontarien(ne)s durant les années 1960-1980 à un autre centré sur la « représentation des francophones auprès de leurs instances gouvernementales²⁶⁷ ». Le fait que l'ACFO soit devenue un « lobby » au service des orientations mandataires imposées par le gouvernement (dont la promotion de l'intégration – économique et linguistique – des immigrant(e)s semble être le pilier central) est représentatif du comportement complaisant dont font preuve la plupart des organismes qui agissent au nom des francophones en situation minoritaire actuellement²⁶⁸.

Cette transformation ne peut pas être comprise si l'on fait abstraction de la « sortie de la logique multinationale²⁶⁹ » au moment de l'adoption de la *Loi sur les langues officielles* en 1969 par le gouvernement Trudeau et à son remplacement par une « dynamique linguistique et individualiste²⁷⁰ ». C'est là, pourrait-on dire, la première grande étape de la dénégation de la question nationale au sein de la sphère politique. La deuxième étape en découle directement : la question nationale se « transfigure » du fait de la primauté symbolique et opérationnelle accordée aux acquisitions législatives concernant les droits linguistiques au cours des années 1980. Vue de l'extérieur, l'amélioration de la situation des Franco-Ontarien(ne)s est notable durant cette période : ils ont obtenu des écoles et des services en français, à condition qu'ils le réclament. En

²⁶⁷ CARDINAL, Linda, « L'Association canadienne-française de l'Ontario : une coquille vide », *L'engagement de la pensée. Écrire en milieu minoritaire francophone au Canada*, Ottawa, Éditions Le Nordir, 1997, p. 186.

²⁶⁸ Pour une étude plus exhaustive de la dépolitisation de la mission de la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA), voir NORMAND, Martin, « Le développement des communautés francophones vivant en situation minoritaire : les effets du contexte sur ses représentations en Ontario et au Nouveau-Brunswick », *Francophonies d'Amérique*, n° 30, 2010, p. 37-60 et CHARBONNEAU, François, « L'avenir des minorités francophones du Canada après la reconnaissance », *International Journal of Canadian Studies/Revue internationale d'études canadiennes*, n° 5-46, 2011, p. 178.

²⁶⁹ CARDINAL, Linda, « Droits linguistiques, droits des minorités, droits des nations : quelques ambiguïtés à clarifier avant de parler d'avenir », dans *L'engagement de la pensée. Écrire en milieu minoritaire francophone au Canada*, op. cit., p. 27.

²⁷⁰ *Ibid.*

pratique cependant, l'application des articles inclus dans la *Loi sur les langues officielles* (enchâssées dans la Charte en 1982 et en 1988) s'est inscrite dans une période active de judiciarisation au cours des décennies 1980-1990, régie par les tribunaux seuls responsables d'assurer un respect et une interprétation des droits linguistiques²⁷¹. Et cela, même si, en 1988, comme l'explique Martin Normand, le gouvernement canadien s'est engagé à favoriser l'épanouissement et le développement des communautés de langues officielles dans des projets de développement concrets; en réalité, on doit constater que ces projets se sont arrimés à une « progressive dépolitisation des représentations du développement²⁷² », enclenchée dès l'adoption de la *Loi sur les langues officielles* en 1969.

La « judiciarisation de la question linguistique²⁷³ » permet-elle de conclure que la judiciarisation (et en conséquence la dépolitisation) du rapport social est désormais le pivot unique autour duquel a lieu le débat concernant les Franco-Ontarien(ne)s ? Depuis les années 1990, l'étude des « francophonies canadiennes en situation minoritaire²⁷⁴ » génère des analyses centrées sur l'« aménagement », sur « la gouvernance », ou bien sur l'« habilitation » des droits linguistiques, tandis que l'enjeu que constituent les rapports entre dominants et dominé(e)s est relégué à l'arrière-plan²⁷⁵. Si plusieurs chercheur(e)s s'acharnent à comprendre comment le « régime linguistique canadien » peut permettre le développement et la « vitalité²⁷⁶ » des communautés francophones en situation minoritaire, ils font pourtant le plus souvent abstraction de la participation active des principaux intéressé(e)s. La question de la disparition de l'« esprit

²⁷¹ NORMAND, Martin, *Le développement en contexte. Quatre temps d'un débat au sein des communautés francophones minoritaires (1969-2009)*, Sudbury, Éditions Prise de Parole, 2012, p. 49-70 ; CARDINAL, Linda, « Postface. Grandeur et misère de l'Ontario francophone », dans DUBÉ, Marco (dir.), *De Mahé à Summerside. Quinze réflexions sur l'évolution de l'Ontario français de 1990 à 2000*, Ottawa, Le Nordir, 2001, p. 181-185.

²⁷² NORMAND, Martin, *Le développement en contexte. Quatre temps d'un débat au sein des communautés francophones minoritaires (1969-2009)*, op. cit., p. 127.

²⁷³ CARDINAL, Linda, « Postface. Grandeur et misère de l'Ontario francophone », op. cit., p. 181.

²⁷⁴ Nous avons choisi de placer ces termes entre guillemets pour souligner une formulation particulièrement passive à nos yeux, qui fait partie du jargon couramment employé dans le milieu universitaire depuis plusieurs années.

²⁷⁵ Cette occultation est relevée par François Charbonneau dans sa présentation du numéro 30 de la revue *Francophonies d'Amérique* (2010), compilant des textes présentés à un colloque organisé par le Réseau de la recherche sur la francophonie canadienne, p. 10-11.

²⁷⁶ Une tentative récente de conceptualiser la « vitalité » se trouve dans cet article : FORGUES, Éric, « Autonomie, vitalité et identité des communautés en situation minoritaire : Proposition d'un cadre conceptuel », *Revue internationale d'études canadiennes*, 42, 2010, p. 183-206.

revendicateur » des Franco-Ontarien(ne)s (aussi bien sur le terrain des mobilisations publiques²⁷⁷ que sur celui défini par sa transmission sous une forme littéraire) ne fait pas l'objet de contestations très vives. Dans un article paru récemment, François Charbonneau analyse la situation de « postreconnaissance²⁷⁸ » caractérisant les francophones vivant en situation minoritaire, en affirmant que la « paix linguistique²⁷⁹ » dont jouissent les Franco-Ontarien(ne)s, fondée sur des acquis législatifs et institutionnels résultant des luttes qui ont eu lieu durant la période 1970-1990, est susceptible d'avoir des conséquences profondes sur la transmission de l'identité politique de ce groupe minoritaire. Dans un contexte de « post-mobilisation », appréhender des réalités telles que l'analphabétisme ou bien l'assimilation est une tâche ardue du fait qu'elle exige une sensibilité à l'histoire de la domination politique spécifique aux « francophonies canadiennes en situation minoritaire », une histoire qui semble se dissiper au fil des années.

7.4 Conclusion : la transmission de l'histoire ouvrière et populaire des Franco-Ontarien(ne)s

Pour clore ce chapitre (et cette thèse), nous allons adopter un ton plus personnel et plus engagé en proposant des pistes de réflexion pour permettre la transmission de l'histoire ouvrière et populaire, qui représente selon nous un outil nécessaire et fécond afin de renouveler la conscience politique des communautés francophones. Ce thème a été mentionné par Dalpé, qui déplore que « les pouvoirs » nord-américains occultent l'histoire ouvrière et les petites victoires qui la jalonnent. Le fait que cette histoire n'apparaît pas dans les récits « officiels » qui structurent les histoires nationales et la culture générale en circulation au sein des sociétés est

²⁷⁷ Bien sûr, il ne faut pas négliger le rejaillissement de la flamme au moment des mobilisations pour la sauvegarde de l'hôpital Montfort en 1997. Mais nous approchons du seizième anniversaire de cet événement, qui n'a pas eu de relègue.

²⁷⁸ CHARBONNEAU, François, « L'avenir des minorités francophones du Canada après la reconnaissance », *International Journal of Canadian Studies*, *Revue internationale d'études canadiennes*, op. cit., p. 164-186.

²⁷⁹ *Ibid.*, p. 182.

dérangeant. La publication en 1985 de *Les francophones tels qu'ils sont. Regard sur le monde du travail franco-ontarien*, considéré comme « la première page de l'histoire ouvrière des Franco-Ontariens²⁸⁰ », à laquelle ont participé Denis et Hudon, devait amorcer un processus de transmission de l'histoire ouvrière et populaire des Franco-Ontarien(ne)s. Il faut cependant constater qu'elle n'a pas eu beaucoup de suites²⁸¹.

Regardons bien en face la situation du monde actuel. Bien que l'étude du néo-libéralisme ne constitue pas l'objet de notre recherche, il nous est difficile au terme de celle-ci de ne pas relever à quel point cette idéologie imprègne désormais non seulement la pratique, mais aussi la culture et la pensée, dans quasiment tous les milieux de la vie. Si elle s'insinue de façon parfois subtile dans la vie quotidienne²⁸², elle se déploie de plus en plus sans complexe et sans embarras dans les programmes politiques des gouvernements, ceux-ci se plaçant plus que jamais sous le joug des seuls intérêts de l'entreprise privée. Dans le cas du Canada, les arguments pour faire du bilinguisme l'expression de l'identité canadienne sont de plus en plus prioritairement économiques et utilitaristes. Le strict minimum d'attention accordée par le gouvernement conservateur canadien actuel à la question linguistique semble ainsi prendre un nouvel virage pour le pire ces dernières années²⁸³. On peut à ce titre observer une levée de la censure quant à l'attitude « promotionnelle » utilisée pour décrire l'identité canadienne dans les interventions des députés de deux des partis politiques de la scène fédérale, le Parti conservateur et le Parti libéral. Ne prenons que l'exemple du célèbre député de Papineau, le fils de Pierre Elliot Trudeau et

²⁸⁰ Correspondance interne entre le Comité sectoriel du travail et l'administration de l'ACFO, Fonds d'archive de l'ACFO, P126-1/6/14, Centre de recherche en civilisation canadienne-française.

²⁸¹ Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y en a pas eu du tout. Ainsi, à titre d'exemple : CARDINAL, Linda et CODERRE, Cécile, « Les francophones telles qu'elles sont : les Ontariennes et l'économie », *Revue du Nouvel Ontario*, n° 12, 1990, p. 151-181.

²⁸² Un livre très pertinent pour comprendre l'infiltration de la pensée néo-libérale dans la psyché des individus et dans tous les milieux de vie est celui de HARTMUT, Rosa, *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive*, Paris, La Découverte, 2012.

²⁸³ Depuis deux ans, le premier ministre Stephen Harper a nommé à titre de vérificateur général et de juge de la Cour suprême deux individus unilingues anglophones. Pour un résumé de plusieurs autres changements néfastes en rapport à la question linguistique mis de l'avant par le gouvernement actuel, se référer à la conférence de Linda Cardinal prononcée le 10 novembre 2011 lors du colloque organisé par le CIRCEM intitulé *De la question nationale à la question sociale ?* : http://www.mondecommun.com/index.php/enjeux-et-debats/colloque_de_la_question_nationale_a_la_question_sociale_3 et consulter cet article : CARDINAL, Linda, « Que restera-t-il du projet linguistique canadien en 2015 ? », dans FAHMY, Miriam (dir.), *L'état du Québec 2012*, Montréal, Éditions Boréal, 2012, p. 460-462.

candidat à la chefferie du Parti Libéral du Canada (PLC), Justin Trudeau, qui a déclaré récemment : « [la loi 101 ne doit pas être renforcée malgré le recul du français au Québec pour ne pas pénaliser] les Québécois francophones qui veulent que leurs enfants développent une capacité en anglais, la langue du commerce international²⁸⁴ ». Concevoir la dimension linguistique en termes strictement utilitaristes²⁸⁵, c'est tenir pour acquis que les « vertus » du bilinguisme et ses conséquences sont choses acceptées par ceux/celles qui sont les premiers concerné(e)s – les « francophonies canadiennes en situation minoritaire » et les Québécois(se)s (puisque le taux d'anglophones bilingues demeure faible). Si c'est bien la « valeur ajoutée » que constitue le fait d'être bilingue sur le marché du travail qui prévaut sur toutes les autres composantes de l'identité franco-ontarienne aux yeux de ceux/celles qui la défendent, ne doit-on pas voir dans cette attitude en quelque sorte l'apogée d'une perte de « conscience de la fragilité de son destin historique²⁸⁶ »?

Ce discours utilitariste dont on se sert de plus en plus pour valoriser les compétences linguistiques des Franco-Ontarien(ne)s (et maintenant celles des Québécois(e)s) ne s'inscrit-il pas dans une trame historique qu'on peut faire remonter aux discours promus par les élites économiques et par les pouvoirs politiques qui défendaient leur agenda en vendant aux étrangers la main-d'œuvre « bon marché » des Canadiens-Français(e)s, devenus Franco-Ontarien(ne)s? Rappelons encore une fois que l'exposition *Fierté et gloire* qui s'est déroulée pendant l'été 2012 dans l'édifice patrimonial du Chenail à Hawkesbury véhiculait précisément une interprétation historique valorisant les prouesses économiques des premiers entrepreneurs du Chenail, fondateurs de « l'emplacement de la scierie de l'Empire britannique la plus productive... pendant

²⁸⁴ Nous ne pouvons nous retenir d'ajouter une autre citation très parlante du même : « Je trouve qu'on est en train de reprendre de vieux débats sans comprendre que la majorité des gens dans Papineau, à Québec et partout au Québec sont axés sur leur emploi, sur l'économie, la santé et l'éducation de leurs enfants pour pouvoir participer pleinement à cette ère de mondialisation dans laquelle on vit » (OUELLET, Martin, « La loi 101 ne doit pas être renforcée, selon Justin Trudeau », *Le Devoir*, vendredi 26 octobre 2012).

²⁸⁵ Mentionnons que le maire actuel de Hawkesbury, René Berthiaume, a soutenu ouvertement la candidature de Trudeau en assistant (accompagné d'un conseiller municipal) au lancement de sa campagne qui a eu lieu à Montréal (MAHONEY, Richard, « Les libéraux excités par la nouvelle "Trudeaumanie" », *Le Carillon*, 10 octobre 2012).

²⁸⁶ Ceci constitue l'antithèse de l'idée et du concept de « petite société », élaboré par BOUCHER, Jacques L. et THÉRIAULT, Joseph Yvon, « Présentation », *Petites sociétés et minorités nationales. Enjeux politiques et perspectives comparées*, Presses de l'Université du Québec, p. 2.

plusieurs décennies au XIX^e siècle », en reléguant au second plan les particularités (culturelles, politiques) de la vie des travailleur(euse)s, les véritables pionnier(ère)s de Hawkesbury.

L'absence de mobilisations sociales et politiques, la dépolitisation des orientations adoptées par les associations représentant les francophones vivant en situation minoritaire, la quasi-disparition des thèmes évoquant la question nationale (sous toutes ses formes) et la question sociale dans la littérature académique – ce sont tous là des éléments composant une situation qui a déjà été décrite par d'autres auteurs avant nous à propos de l'Ontario français et qui sont dignes d'être analysés en profondeur. À prime abord, cette énumération plutôt morose pourrait donner l'impression que l'oblitération de l'histoire ouvrière et populaire et l'absence de sa transmission s'expliqueraient, tout simplement, par la fin des luttes franco-ontariennes, qui se seraient évanouies au cours des deux dernières décennies. Mais peut-être également devons-nous envisager l'hypothèse selon laquelle il existe encore maintenant, comme il y a trente ou quarante ans, mais sous une autre forme, un fossé entre les luttes et les résistances, telles qu'elles se manifestent au quotidien et qu'on n'aperçoit peut-être pas clairement, et les représentations qu'on s'en fait (sur le plan académique par exemple). Ce fossé prendrait alors la forme d'un discours, qui domine au sein de l'espace politique « classique » et dans les publications savantes portant sur l'Ontario français, où est constamment décrite une « société civile » indolente ou amorphe. Si on se concentre uniquement sur les préoccupations propres à la soi-disant « classe moyenne », comme si les classes sociales antagonistes n'existaient plus, on se condamne forcément à ne pas porter beaucoup d'attention à ce qui se passe ailleurs, dans les différents groupes sociaux constituant les Franco-Ontarien(ne)s.

*

L'objectif de transmettre aux générations futures l'histoire ouvrière populaire propre aux Franco-Ontarien(ne)s constituerait dans le contexte actuel un geste politique, qui exigerait de

nouveaux chantiers de recherche et surtout du courage de ceux/celles qui accepteraient de s'aventurer dans un tel projet (que ce soit par l'entremise des institutions éducatives formelles ou autrement, par exemple dans des conférences visant le grand public). Un tel objectif ou un tel projet pourrait susciter une réappropriation et même un renouvellement de l'identité politique « revendicatrice » que les Franco-Ontarien(ne)s ont cultivée pendant près d'un siècle et jusqu'à très récemment. Cela suppose, de prime abord, de faire sortir du placard des thèmes susceptibles d'engendrer des débats tendus concernant la situation actuelle des Franco-Ontarien(ne)s, tels que l'assimilation, le taux d'analphabétisme, la réorientation de la mission des associations et institutions culturelles, l'accès à des services en français, etc., selon une approche d'« affirmation politique », au sens où il s'agirait de manifester une volonté de faire renaître la culture politique des Franco-Ontarien(ne)s à l'aide de démarches créatives dans l'espace public. Pour ce faire, il nous semble nécessaire que les chercheur(euse)s se rapprochent des communautés francophones pour tenter de comprendre – empiriquement – quelles sont les « conditions de possibilités de l'identité²⁸⁷ » en milieu minoritaire. Alors que la mentalité collective dominante suppose qu'entreprendre une démarche de « recherche-action » aujourd'hui (telle que les animateurs du Département d'éducation permanente du Collège Algonquin l'ont fait dans les années 1970-1980) est un anachronisme du fait que le discours revendicateur est si peu visible dans l'espace politique, nous devons nous demander s'il faut se résigner à une pareille « réalité ». Au contraire, pourquoi ne pas chercher les moyens de faire renaître, par la voie des multiples canaux disponibles, la richesse intrinsèque aux idées qui permettent de penser à un monde différent, dont nous avons un urgent besoin, en Ontario français comme ailleurs ?

²⁸⁷ CARDINAL, Linda, « L'identité en débat : repères et perspectives pour l'étude du Canada français », *International Journal of Canadian Studies/ Revue internationale d'études canadiennes*, nos 45-46, 2011, p. 57.

Cette idée rejoint celle de l'historien américain Howard Zinn, avec lequel nous aimerions clore cette thèse :

« Une histoire qui se veut créative et souhaite envisager un futur possible sans pour autant trahir le passé devrait ouvrir de nouvelles possibilités en exhumant ces épisodes du passé laissés dans l'ombre et au cours desquels, même si ce fut trop brièvement, les individus ont su faire preuve de leur capacité à résister, à s'unir et parfois même à l'emporter. Je suppose – ou j'espère – que notre avenir sera plus à l'image de ces brefs moments de solidarité qu'à celles des guerres interminables²⁸⁸ ».

²⁸⁸ ZINN, Howard, *Une histoire populaire des Etats-Unis. De 1492 à nos jours*, Montréal, Lux, 2002 [1998], p. 16.

Bibliographie

1. Fonds d'archives
2. Ouvrages
3. Articles dans des périodiques scientifiques et chapitres de livre
4. Thèses et mémoires
5. Articles de journaux
6. Rapports, programmes et statistiques
7. Documents audiovisuels

1. Fonds d'archives consultés au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF), Université d'Ottawa

Fonds de l'ACFO, C2(6)38/28, C2(6)612.2.2,

Fonds de Richard Hudon, P-126-1, Boîte 1-10.

Fonds du Théâtre de la Vieille 17, C-142-1, Boîte 8.

2. Ouvrages

ALINSKY, Saul, *Manuel de l'animateur social*, Paris, Éditions du Seuil, 1976 [1971], 251 p.

ANDERSON, Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La découverte, 1996 [1983], 214 p.

ANDREW, Caroline, ARCHIBALD, Clinton, F. CALOREN et S. DENIS, *Une communauté en colère : La grève contre Amoco Fabrics à Hawkesbury en 1980*, Hull, Éditions Asticou, 286 p.

BEAUCHAMP, Hélène, BEDDOWS, Joël, *Les théâtres professionnels du Canada francophone : entre mémoire et rupture*, Ottawa, Le Nordir, 2001, 302 p.

BERTAUX, Daniel, *L'enquête et ses méthodes. Le récit de vie*, Paris, Armand Colin, 2010, 126 p.

BLANCHET, Alain et GOTMAN, Anne, *L'enquête et ses méthodes. L'entretien*, Paris, Armand Colin, 2007, 126 p.

BOCK, Michel, *Comment un peuple oublie son nom. La crise identitaire franco-ontarienne et la presse française de Sudbury (1960-1975)*, Sudbury, Prise de Parole/Institut franco-ontarien, 2001, 119 p.

BOCK, Michel et GERVAIS, Gaetan, *L'Ontario français. Des pays-d'en-Haut à nos jours*, Ottawa, Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, 271 p.

BOUCHER, Jacques L. et THÉRIAULT, Joseph Yvon (dir.), *Petites sociétés et minorités nationales. Enjeux politiques et perspectives comparées*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 398 p.

BOURQUE, Gilles et DOSTALER, Gilles, *Socialisme et indépendance*, Montréal, Boréal-Express, 1980, 224 p.

BOURQUE, Gilles, DUCHASTEL, J. et V. ARMONY, *L'identité fragmentée : nation et citoyenneté dans les débats constitutionnels canadiens*, Montréal, Fides, 1996, 383 p.

BRAULT, Lucien, *Histoire des Comtés Unis de Prescott et Russell*, L'Original, Ontario, Imprimerie du journal *Le Droit*/Conseil des Comtés Unis, 1965, 377 p.

BUREAU, Brigitte, *Mêlez-vous de vos affaires. 20 ans de luttes franco-ontariennes*, Vanier, Ontario, Association canadienne-française de l'Ontario, 1989, 122 p.

CARDINAL, Linda, *L'engagement de la pensée. Écrire en milieu minoritaire francophone au Canada*, Ottawa, Le Nordir, 1997, 189 p.

DALPÉ, Jean-Marc et HAENTJENS, Brigitte, *Hawkesbury Blues*, Sudbury, Prise de Parole, 1982, 74 p.

DALPÉ, Jean-Marc, *Gens d'ici*, Sudbury, Prise de parole, 1982, 94 p.

DENIS, Roch et DENIS, Serge, *Les syndicats face aux pouvoirs. Syndicalisme et politique au Québec de 1960 à 1992*, Ottawa, Les Éditions du Vermillon, 1992, 196 p.

DENIS, Serge, *Social-démocratie et mouvements ouvriers. La fin de l'histoire ?*, Montréal, Éditions Boréal, 2003, 185 p.

DUBET, François, *Sociologie de l'expérience*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, 271 p.

DUBET, François, *L'expérience sociologique*, Paris, La Découverte, 2007, 120 p.

DUBET, François, *À quoi sert vraiment un sociologue?*, Paris, Armand Colin, 2011, 192 p.

DUMONT, Fernand, *Raisons communes*, Montréal, Éditions Boréal, 1995, 260 p.

FREIRE, Paulo, *Conscientization*, Paris, INODEP, 1972, 98 p.

FREIRE, Paulo, *La pédagogie des opprimés*, Paris, Maspero, 1974, 205 p.

GAGNÉ, Gilles et LANGLOIS, Simon, *Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2002, 187 p.

GRAND'MAISON, Jacques, *Vers un nouveau pouvoir*, Montréal, Hurtubise HMH, 1969, 257 p.

- HALBWACHS, Maurice, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997 [1950], Paris, 295 p.
- HALBWACHS, Maurice, *Les classes sociales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2008, 297 p.
- HOTTE, Lucie et MÉLANÇON, Joanne (dir.), *Introduction à la littérature franco-ontarienne*, Sudbury, Prise de parole, 2011, 278 p.
- LAROSE, Jean, *La souveraineté rampante*, Montréal, Éditions Boréal, 1994, 118 p.
- LUKÀCS, Georg, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1960, 417 p.
- MARTEL, Marcel et PÂQUET, Martin, *Langue et politique au Canada et au Québec. Une synthèse historique*, Montréal, Éditions Boréal, 335 p.
- MARTUCCELLI, Danilo, *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006, 480 p.
- MASCOTTO, Jacques-Alexandre et SOUCY, Pierre-Yves, *Sociologie politique de la question nationale*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979, 180 p.
- MASCOTTO, Jacques-Alexandre et SOUCY, Pierre-Yves, *Démocratie et nation. Néonationalisme, crise et formes du pouvoir*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1980, 278 p.
- MILLS, Sean, *Contester l'empire. Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*, Montréal, Hurtubise, 2011 [2010], 317 p.
- NOIRIEL, Gérard, *Introduction à la socio-histoire*, Paris, La Découverte, 2006, 128 p.
- NORMAND, Martin, *Le développement en contexte. Quatre temps d'un débat au sein des communautés francophones minoritaires (1969-2009)*, Sudbury, Prise de Parole, 2012, 161 p.
- NUTTING, Stéphane et PARÉ, François (dir.), *Jean-Marc Dalpé : ouvrier d'un dire*, Sudbury, Prise de parole, 2006, 342 p.
- PIOTTE, Jean-Marc, *La pensée politique de Gramsci*, Montréal, Parti-Pris, 1970, 284 p.
- Productions Le Chenail, *D'une île à une ville ou une interprétation historique de l'histoire d'Hawkesbury*, ouvrage préparé sous les auspices de Perspectives Jeunesse, 1975, 296 p.
- QUÉRÉ, Louis, *Jeux interdits à la frontière*, Paris, Éditions Anthropos, 1978, 282 p.
- RIOUX, Marcel, *La question du Québec*, Paris, Seghers, 1969, 184 p.
- ROUILLARD, Jacques, *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*, Montréal, Éditions Boréal, 2004, 335 p.

SYLVESTRE, Paul-François, *Cent ans de leadership franco-ontarien*, Ottawa, Éditions David, 147 p.

VIBERT, Stéphane (dir.), *Pluralisme et démocratie. Entre culture, droit et politique*, Montréal, Québec Amérique, 2007, 476 p.

WIEVIORKA, Michel, *Raison et conviction : l'engagement*, Paris, Les Éditions Textuel, 1998, 173 p.

WINTER, Elke, *Max Weber et les relations ethniques. Du refus du biologisme racial à l'État multinational*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 214 p.

3. Articles dans des périodiques scientifiques et chapitres de livre

ARCHIBALD, Clinton, « La pensée politique des Franco-Ontariens au XXe siècle », *Revue du Nouvel Ontario*, « Politique et syndicalisme : réalités négligées en Ontario français », n° 2, 1979, p. 13-21.

ANGENOT, Marc et GAGNÉ TREMBLAY, Tanka, « De *Socialisme 64* à *Socialisme québécois* : l'invention du marxisme au Québec », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 1, 2011, p. 139-157.

BAGAOUI, Rachid et DENNIE, Donald, « Le développement économique communautaire : nouveau départ pour le mouvement associatif Franco-Ontarien ? », *Reflets : revue d'intervention sociale et communautaire*, vol.5, n° 1, 1999, p. 75-94.

BEAUREGARD, Rémy, « Pour consacrer dans les faits la dualité nationale », *Revue du Nouvel Ontario*, « Les Franco-Ontariens à l'heure de l'indépendance », n° 1, 1978, p. 65-69.

BLAIS, Sophie, « Une grève d'intérêt national. Réflexions sur la mobilisation en temps de grève », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 37, 2012, p. 109-132.

BOUDREAU, Émile, DOFNY, Jacques, R. MARTEL et M. RIOUX, « Matériaux pour la théorie et la pratique d'un socialisme québécois », *Socialisme 64*, n° 1, printemps 1964, p. 5-23.

CALOREN, Fred, « "That wouldn't happen in Perth or Smith Falls". How the notion of labour hinterland helps explain a spectacular strike at Hawkesbury », *Social relations in resource hinterlands*, Papers from the 27th annual meeting of the Western Association of Sociology and Anthropology, 1991.

CARDINAL, Linda, « L'identité en débat : repères et perspectives pour l'étude du Canada français », *International Journal of Canadian Studies/Revue internationale d'études canadiennes*, n°s 45-46, 2011, p. 55-68.

CARDINAL, Linda, « Postface. Grandeur et misère de l'Ontario francophone », dans Dubé, Marco (dir.), *De Mahé à Summerside. Quinze réflexions sur l'évolution de l'Ontario français de*

1990 à 2000, Ottawa, Le Nordir, 2001, p. 181-185.

CARDINAL, Linda, « Que restera-t-il du projet linguistique canadien en 2015 ? », dans FAHMY, Miriam (dir.), *L'état du Québec 2012*, Montréal, Éditions Boréal, 2012, p. 460-462.

CARDINAL, Linda et CODERRE, Cécile, « Les francophones telles qu'elles sont : les Ontariotes et l'économie », *Revue du Nouvel Ontario*, n° 12, 1990, p. 151-181.

CHARBONNEAU, François, « Présentation », *Francophonies d'Amérique*, n° 30, 2010, p. 10-11.

CHARBONNEAU, François, « L'avenir des minorités francophones du Canada après la reconnaissance », *International Journal of Canadian Studies/Revue internationale d'études canadiennes*, n°s 45-46, 2011, p. 163-186.

CLOUTIER, Jean-Pierre, « André Villeneuve. Un pachyderme des arts lourd de tendresse », *Liaison*, septembre 1980, p. 28-29.

Collectif, « Le théâtre des travailleurs : 1970 », *Jeu : revue de théâtre*, n° 7, 1978, p. 38-42.

DALPÉ, Jean-Marc, POIRIER, Alain, L. LEBLANC et M. HAENTJENS, « Formes théâtrales et communauté franco-ontarienne », *Études canadiennes/Canadian Studies*, n° 15, 1983, p. 89-99.

DALPÉ, Jean-Marc, « Mes yeux sont pareils aux vôtres », *L'Action nationale*, vol. LXXX, n° 8, octobre 1990, p. 1036-1040.

DAVID, Gilbert, « Brecht au Québec, au-delà des malentendus », *Jeu : revue de théâtre*, n° 43, 1987, p. 115-129.

DENIS, Serge, « Dynamiques sociales et notion de représentation : la position des mouvements ouvriers », *Politique et Sociétés*, vol. 19, n° 1, 2000, p. 103-134.

DENNIE, Donald, « Le mouvement syndical en Ontario... et les Franco-Ontariens », *Revue du Nouvel Ontario*, « Politique et syndicalisme : réalités négligées en Ontario français », n° 2, 1979, p. 41-59.

DENNIE, Donald, « De la difficulté d'être idéologue franco-ontarien », *Revue du Nouvel Ontario*, « Les Franco-Ontariens à l'heure de l'indépendance », n° 1, Sudbury, 1978, p. 69-91.

DENNIE, Donald, « L'étude des réalités franco-ontariennes », *Revue du Nouvel Ontario*, « Les idéologies », n° 11, 1989, p. 69-85.

DENNIE, Donald, *Sur un fond de revendications, de l'étapisme à la Loi 8*, 11 p.
(<http://oldwebsite.laurentian.ca/ifo/docs/Texte%20de%20Donald%20Dennie.rtf>).

DUFOUR, Pascale et TRASNEL, Christophe, « Aux frontières mouvantes des mouvements sociaux, ou quand les partis politiques s'en mêlent. Le cas du souverainisme au Québec »,

Politique et sociétés, vol. 28, n° 1, 2009, p. 37-62.

FARMER, Diane et POIRIER, Jeff, « La société et les réalités francophones en Ontario », dans THÉRIAULT, Joseph Yvon (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada. L'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1999, p. 266-281.

GRAEFE, Peter, « Nationalisme et compétitivité : Le Québec peut-il gagner si les Québécois perdent ? », dans GAGNON, Alain L. (dir.), *Québec : État et société*, Tome 2, Montréal, Québec Amérique, 2003, p. 481-503.

GRAMSCI, Antonio, « La formation des intellectuels », *Problèmes de civilisation et de culture, Cahiers 1930-1935*, 10 p. (www.marxists.org/francais/gramsci/intell/intell1.htm).

HAENTJENS, Brigitte, « Jean Marc Dalpé : L'amour de l'écriture », *Lettres québécoises*, hiver 2007, p. 6-7.

HALARY, Charles, « Le débat sur les relations entre conscience de classe et conscience nationale au Québec de 1960 à 1976 », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 2, n° 1, 1978, p. 149-165.

HAMEL, Jacques, « De la nature réflexive de la sociologie et de la disparition de son objet », *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XLV, n° 139, 2007, p. 45-56.

HELLER, Monica, « La sociolinguistique et l'éducation », *Sociologie et sociétés*, vol. XXVI, n° 2, printemps 2004, p. 155-166.

HÖHN, Gerhard, « Brecht-Korsch-Marxisme critique, critique du marxisme », dans DORT, Bernard et PEYRET, Jean-François (dir.), *Bertolt Brecht*, Paris, Cahiers de L'Herne, 1979, p. 186-196.

HOULE, François, « Citoyenneté, espace public et multiculturalisme : la politique canadienne de multiculturalisme », *Sociologie et sociétés*, vol. 31, n° 2, 1999, p. 101-123.

JENSON, Jane, « Reconnaître les différences : sociétés distinctes, régimes de citoyenneté, partenariats », dans LAFOREST, Guy et GIBBINS, Roger (dir.), *Sortir de l'impasse. Les voies de la réconciliation*, Montréal, Institut de recherche en politiques publiques, 1998, p. 235-262.

JOHNSON, Marc et MCKEE-ALLAIN, Isabelle, « La société et l'identité de l'Acadie contemporaine », dans THÉRIAULT, Joseph Yvon (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada. L'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1999, p. 209-239.

LABELLE, Gilles, « Une nation peut-elle se donner la Constitution de son choix ? [recension] », *Politique et sociétés*, n° 28, 1995, p. 195-196.

LABELLE, Gilles, « Philosophie et politique : les 'Thèses sur Feuerbach' de Marx », *Les nouveaux cahiers du socialisme*, n° 7, 2012, p. 215-223.

LABELLE, Gilles, « Repenser la Révolution tranquille et refonder l'indépendance », dans

Redonner sens à l'indépendance, Ouvrage collectif publié par le regroupement Les intellectuels pour la souveraineté (IPSO), Montréal, VLB éditeur, 2005, p. 37-53.

LAFON, Dominique, « Préface » à la réédition conjointe des pièces *La parole et la loi*, une création collective du Théâtre d'la Corvée (1980) et *Les murs de nos villages*, une création collective du Théâtre de la Vieille 17 (1983), Sudbury, Prise de parole, 2007, p. 5-15.

LAURIN, Nicole, « Genèse de la sociologie marxiste au Québec », *Sociologie et sociétés*, vol. 37, n° 2, 2005, p. 183-207.

MAYO, Peter, « Critical Literacy, Praxis, and Emancipatory Politics », dans *Liberating Praxis. Paulo Freire's Legacy of Radical Education Politics*, Westport (CT), Praeger Publishers, 2004, p. 37-71.

MEUNIER, E.-Martin, « Nationalisme québécois et décolonisation au temps du FLQ: influences, transferts et traductions », DARD, Olivier et LEFEUVRE, Daniel (dir.), *L'Europe face à son passé colonial*, Paris, Riveneuve Éditions, 2009, p. 289-302.

MEUNIER, Martin et THÉRIAULT, Joseph Yvon, « Que reste-t-il de l'intention vitale du Canada français? », dans THÉRIAULT, Joseph Yvon, GILBERT, Anne et L. CARDINAL (dir.), *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada : nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*, Montréal, Fides, 2008, p. 205-232.

MOSS, Jane, « Le théâtre francophone en Ontario », dans HOTTE, Lucie et MÉLANCON, Joanne (dir.), *Introduction à la littérature franco-ontarienne*, Sudbury, Prise de parole, 2011, p. 71-109.

MOUFFE, Chantal, « Hegemony and ideology in Gramsci », dans MOUFFE, Chantal (dir.), *Gramsci and Marxist theory*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1979, p. 168-204.

NORMAND, Martin, « Le développement des communautés francophones vivant en situation minoritaire : les effets du contexte sur ses représentations en Ontario et au Nouveau-Brunswick », *Francophonies d'Amérique*, n° 30, 2010, p. 37-60.

OLIVIER, Lawrence et BÉDARD, Guy, « Le nationalisme québécois, les Acadiens et les francophones du Canada », *Égalité (Revue acadienne d'analyse politique)*, n° 33, printemps 1993, p. 81-100.

POIRIER, Christian, « Entre le "Qui sommes-nous" et le "Qui suis-je". Synthèse du colloque annuel 2004 du CRCCF, "Mémoire et fragmentation. L'évolution de la problématique identitaire en Ontario français" », *Francophonies d'Amérique*, n° 18, 2004, p. 109-117.

RIOUX, Marcel, « Conscience ethnique et conscience de classe au Québec » *Recherches sociographiques*, vol. 6, n° 1, janvier-avril 1965, p. 23-32.

S.A., « Théâtre-Action : organisme pour la promotion du théâtre franco-ontarien », *Liaison*, vol. 3, n° 10, 1980, p.10.

THÉRIAULT, Joseph Yvon. « Convergences et divergences au sein des nationalismes acadien et québécois », dans WADDELL, Eric (dir.), *Le dialogue avec les cultures minoritaires*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1999, p. 114-128.

THÉRIAULT, Joseph Yvon, « Jeux de mots, identitaires, politiques », dans *Faire société : Société civile et espaces francophones*, Sudbury, Prise de parole, 2007, p.163-175.

THÉRIAULT, Joseph Yvon, « Le Canada français comme trace », dans MEUNIER, E.-Martin et THÉRIAULT, Joseph Yvon (dir.), *Les impasses de la mémoire*, Montréal, Fides, 2007, p. 213-229.

VACHON, Marc, « Quand les Brault se réveillent et que les médias s'en mêlent », *Liaison*, n° 20, 1982, p. 20, 40.

VANDYCKE, Robert, « La question nationale : où est en est la pensée marxiste », *Recherches sociographiques*, vol. 21, n° 1-2, 1980, p. 87-129.

VIBERT, Stéphane, « La communauté est-elle l'espace du don? De la relation, de la forme et de l'institution sociale (1^{ère} partie) », *Revue du MAUSS*, n° 24, 2004, 2^e semestre, p. 353-374.

WEBER, Florence, « Nouvelles lectures du monde ouvrier : de la classe aux personnes », *Genèses*, 6, décembre 1991, p. 179-189.

WELCH, David, « La communauté franco-ontarienne et l'économie sociale : une petite société à l'ère de la mondialisation », dans Jacques L. BOUCHER et Joseph Yvon THÉRIAULT, *Petites sociétés et minorités nationales. Enjeux politiques et perspectives comparées*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005, p. 365-380.

4. Thèses et mémoires

LEBEL, Marie, *Prise de parole et modes de l'engagement intellectuel dans le Nouvel-Ontario 1970-1995*, Département d'Histoire, Faculté de lettres, Université Laval, Québec, 2010, 503 p.

PICHÉ, Julie, *Un long soupir vers la modernisation. Une étude sur les événements entourant l'expropriation de l'île du Chenail et d'une partie de Hawkesbury entre 1959 et 1969*, Département d'histoire, Université d'Ottawa, 2004, 40 p.

5. Articles de journaux

Auteur anonyme, « Council wants to meet with college president », *The Review*, 22 octobre 1980, Fonds Richard Hudon, P126-1/8/2, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

Auteur anonyme, « Les risques dans le textile. Une deuxième édition par le Collège Algonquin », *Le Carillon*, 21 février 1981, article inséré dans l'annexe X du rapport : HUDON, Richard et VILLENEUVE, André, *Algonquin face à la formation des travailleurs et travailleuses en*

relations ouvrières, Rapport final d'un projet de recherches commandité par le Comité des activités créatrices du département de l'Éducation permanente du Collège Algonquin, Hawkesbury, 1981, Fonds Richard Hudon, P126-1/2/5, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

Auteur anonyme, « Hudon candidat à la préfecture. De meilleures politiques économiques », *L'Express*, 30 octobre 1982, Fonds Richard Hudon, P126-1/7/20, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

Auteur anonyme, « Abolition des postes d'animation communautaires. Sapin pour les francophones », *Le Droit*, 18 février 1982, Fonds Richard Hudon, P126-1/8/2, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

Auteur anonyme, « Emploi : colloque à Hawkesbury », *Le Droit*, 25 avril 1983, Fonds Richard Hudon, P126-1/3/12, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

CLOUTIER, André, « L'âme franco-ontarienne », *Le Temps*, août 1980.

COMBY, Marc, « Élections municipales du 25 octobre 1970. Quand un nouveau parti politique contestait Jean Drapeau », *Le Devoir*, 25 octobre 2005.

Courrier International, n° 1 131, 5 juillet 2012, « Montréal, ville rebelle », <http://www.courrierinternational.com/magazine/2012/1131-montreal-ville-rebelle>.

DALPÉ, Jean-Marc, « Gerry Brault », *Le Temps*, vol. 3, n° 12, décembre 1981.

DARE, Patrick, « Hawkesbury riots town hall target in shambles », *The Regional*, July 30th, 1980.

Éditorial, « Amoco. Mise au point », *Le Carillon*, 25 juin 1980.

HUDON, Richard, « Vivre en français en Ontario : une réalité ou une illusion », discours prononcé devant le Département de science politique de l'Université d'Ottawa le 10 mars 1981 et publié dans *Le Carillon*, 18 mars 1981, Fonds Richard Hudon, P126-1/8/2, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF).

MAHONEY, Richard, « Les libéraux excités par la nouvelle "Trudeaumanie", *Le Carillon*, 10 octobre 2012.

NORMAND, Martin, « Le rêve canadien ? », *Le Carillon*, 31 octobre 2012.

OUELLET, Martin, « La loi 101 ne doit pas être renforcée, selon Justin Trudeau », *Le Devoir*, vendredi 26 octobre 2012

6. Rapports, programmes et statistiques

Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO), *Les Francophones tels qu'ils sont. Regard sur le monde du travail franco-ontarien*, 1986 [1985], Ottawa. 40 p.

CARDINAL, Linda, *Rapport C'est L'temps. Le premier mouvement de revendication pour le droit à des services de justice en français en Ontario 1975 à 1977*, Chaire de recherche sur la francophonie et les politiques publiques, Université d'Ottawa, 2011, 49 p.

CHAMPAGNE-ROY, Louise, *Le printemps des travailleurs : rapport-synthèse des colloques régionaux et du colloque provincial sur la situation des travailleurs-travailleuses en Ontario français*, Sudbury, Les productions C.R, le 30 juin 1983, 20 p. (Fonds Richard Hudon, P126-1/3/13, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF)).

GUINDON, René, LEBRUN, Denis, W. THIFFAULT et L. ÉMOND (dir.), *Les Francophones tels qu'ils sont : regard sur le monde du travail franco-ontarien*, Association canadienne-française de l'Ontario, Ottawa, 1985, 40 p.

HUDON, Richard et VILLENEUVE, André, *Algonquin face à la formation des travailleurs*, Projet présenté au Comité des activités créatrices, Secteur de l'Éducation permanente, Collège Algonquin, Hawkesbury, 16 août 1979, 60 p.

HUDON, Richard et VILLENEUVE, André, *Algonquin face à la formation des travailleurs et travailleuses en relations ouvrières*, Rapport final d'un projet de recherches commandité par le Comité des activités créatrices du département de l'Éducation permanente du Collège Algonquin, Hawkesbury, 30 mars 1981, 160 p. (Fonds Richard Hudon, P126-1/2/5, consulté au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF)).

Parti Québécois, *La solution. Le programme du Parti Québécois. Présenté par René Levesque*, Montréal, Éditions du Jour, 1970, 125 p.

Parti Québécois, *Le programme. L'action politique. Les statuts et les règlements*, 1973, <http://pq.org/sites/default/files/Programme 1973.pdf>.

Rapport du comité économique de la Fédération des francophones hors Québec, *Un espace économique à inventer*, Ottawa, 1991, 108 p.

Rapport du Comité de la politique du développement global de la Fédération des francophones hors Québec, *Pour nous inscrire dans l'avenir : quelques éléments pour une politique de développement global des communautés francophones hors Québec*, Ottawa, juin 1982, 117 p.

Statistique Canada, « Agglomération de recensement de Hawkesbury », *Série « Perspective géographique »*, *Recensement de 2011*, Produit n° 98-310-XWF2011004 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Produits analytiques, Recensement de 2011. Version mise à jour le 24 octobre 2012, <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/as-sa/fogs-spg/Facts-cma-fra.cfm?LANG=Fra&GK=CMA&GC=502>

7. Documents audiovisuels

BISAILLON Yves et COLLINS Alan (production/réalisation), *Le Cri du silence*, avec la participation financière du Conseil des arts de l'Ontario, de la Société de développement de l'industrie cinématographique de l'Ontario et de Téléfilm Canada et en collaboration avec TV Ontario, 1991.